



## Infos sociales et politiques.

- Le conflit s'enlise chez STA. (31.03)
- Crèches: grève et manifestations confirmées pour le 8 avril. (31.03)
- Les personnels de santé mobilisés pour leur retraite. (31.03)
- L'art de faire dire à la population le contraire de ce qu'elle souhaite... pour lui imposer. (30.03)
- Continental propose des postes à 137 euros par mois à ses salariés. (30.03)
- Le PCF rêve d'un "*Front populaire du XXIe siècle*". (30.03)
- Le monde de la culture à bout de souffle. (30.03)
- Philips : fin du processus de consultation sur la fermeture du site de Dreux. (30.03)
- Retraites : François Hollande propose une révision "*tous les cinq ans*". (29.03)
- Ne touchez pas aux institutions ! (28.03)
- Manuel Valls : il faut rompre "*avec la magie du verbe*". (28.03)
- Malgré la défaite, François Fillon entend maintenir le cap. (28.03)
- Huitième jour de grève pour les salariés des champagnes LVMH. (27.03)
- Un candidat Front de gauche en 2012 ? (27.03)
- Les handicapés dans la rue samedi pour une allocation au niveau du Smic. (27.03)
- L'UMP au bord de l'éclatement. Un régime aux abois. Un président malheureux. (26.03)
- SCA va fermer son usine de Linselles, 280 emplois menacés. (26.03)
- Les deux directrices d'hôpital libérées. (26.03)
- Des députés UMP veulent en finir avec les triangulaires. (26.03)
- L'ouverture, et ça continue encore et encore. (26.03)
- L'abstention en banlieue, plus grave que les émeutes ? (26.03)
- Une vingtaine de personnalités du PCF pourrait quitter le parti. (26.03)
- Patrick Braouezec : pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste. (26.03)
- Extraits du discours de Sarkozy et quelques réactions. (25.03)
- "*Le report de l'âge de la retraite contribuera à baisser les pensions*". (25.03)
- Les relations se tendent entre Fillon et Sarkozy. (25.03)
- Le Nouveau Centre confirme qu'il aura un candidat en 2012. (25.03)
- Journée d'action pour l'emploi et les retraites en France. (24.03)
- Une première réponse concrète au vote du 20 mars... en direction des patrons et actionnaires. (23.03)
- La gueule de bois au sommet. (23.03)
- Le Conseil d'orientation des retraites prévoit l'allongement de la durée de cotisation. (23.03)
- Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)
- La "*coopérative politique*" de Cohn-Bendit suscite peu d'enthousiasme à gauche. (23.03)
- Le nouveau gouvernement Fillon. (23.03)
- Les mineurs manifestent à Paris contre la suppression de certains avantages. (18.03)
- A Grenoble, une association permet aux locataires en difficulté d'éviter l'expulsion. (16.03)
- Fin de conflit dans une usine papetière de Dordogne. (14.03)
- Loire: fin de la séquestration du patron Sullair Europe. (13.03)
- Une grève paralyse le port de Rouen. (13.03)
- Les profs ont défilé pour exprimer leur "*exaspération*". (13.03)
- Total Dunkerque: un conciliateur nommé par le préfet. (12.03)
- Tensions et asphyxie au quotidien pour les agents de la CAF. (12.03)
- Crèches: forte mobilisation contre le décret modifiant les conditions d'accueil. (12.03)
- Loire: deuxième nuit de séquestration pour le dirigeant de Sullair Europe. (12.03)
- La face cachée de Pôle emploi. (11.03)
- Les éboueurs de Marseille votent la poursuite de la grève. (11.03)

- Séquestration du nouveau dirigeant de Sullair Europe à Montbrison (Loire). (11.03)
- Des retraités ou des étudiants pour remplacer les enseignants. (10.03)
- Philips: la direction relance l'information du comité d'entreprise sur l'usine de Dreux. (10.03)
- Malaise chez les salariés d'Emmaüs. (10.03)
- Les kinésithérapeute manifestent à Paris. (10.03)
- Suspension du conflit des éboueurs à Marseille. (10.03)
- Manifestation du monde judiciaire français à Paris. (10.03)
- Sarkozy : la rupture, jusqu'au cégétisme? (09.03)
- Les annonces de Total ne calment pas les salariés des raffineries. (09.03)
- Total : la direction confirme l'arrêt du raffinage à Dunkerque. (09.03)
- Fin de négociations longues et houleuses des salariés de Siemens VAI MT. (09.03)
- Total, le projet annoncé par la direction est inacceptable ! (08.03)
- Le député-maire de Dunkerque ne croit pas au projet de terminal méthanier d'EDF et Total. (07.03)
- Ce que Sarkozy a annoncé au Salon de l'agriculture... et les cocus du Grenelle de l'environnement. (07.03)
- Fin de l'occupation du siège social d'Ikea à Plaisir par des salariés. (06.03)
- Total : Les salariés de Dunkerque ne sont pas totalement convaincus. (06.03)
- Total: les salariés de la raffinerie des Flandres manifestent lundi devant le siège du groupe. (06.03)
- Grève des transports dans une vingtaine de villes le 11 mars. (06.03)
- Manifestation nationale des kinésithérapeutes, le 9 mars à Paris. (06.03)
- Des grévistes de Total mettent un dépôt hors service. (06.03)
- Des employés de Renault débrayent pour une prime. (05.03)
- Mouvement de grève suivi chez Tecumseh. (Saint-Honoré ; Isère) (05.03)
- Le BTP va encore souffrir cette année. (05.03)
- Quand Nicolas Sarkozy voulait rendre constructibles des zones inondables. (04.03)
- Retraites : la réforme rêvée de Nicolas et Guillaume Sarkozy. (04.03)
- Siemens VAI MT: un accord trouvé lors des négociations à Saint-Chamond. (04.03)
- Délits financiers. Le blanchisseur du Palais. (03.03)
- Gaucherie en trois actes ou l'imposture permanente. (03.03)
- La crise sociale est pour demain. (02.03)
- Deux dirigeants de Siemens retenus par des salariés dans la Loire. (02.03)

## **Deux dirigeants de Siemens retenus par des salariés dans la Loire. (02.03)**

### **20minutes.fr - 01.03**

Des salariés de Siemens à Saint-Chamond (Loire) retiennent depuis lundi 16h deux cadres du groupe allemand pour les contraindre à poursuivre les négociations sur le plan social lié à la fermeture du site, a appris IAFP auprès de l'intersyndicale et de la direction. Lire la suite l'article

Christian Paris et Annie Bobinet, respectivement directeur administratif et financier et DRH de l'entreprise d'ingénierie métallurgique Siemens VAI MT, sont retenus par des salariés affirmant être «mandatés par l'ensemble du personnel» face au «blocage des négociations».

Interdiction de sortir de la salle

Les salariés exigent notamment que les effectifs ne descendent pas sous la barre des 476, que le site de Saint-Chamond ne soit pas fermé et qu'il n'y ait pas de nouveau plan social pendant cinq ans.

«Nous avons interdiction de sortir de la salle pour répondre à des revendications précises du personnel», a déclaré à l'AFP Annie Bobinet, jointe par téléphone. «La position de la direction a été claire mais les partenaires sociaux ne partagent pas cette position», a ajouté la DRH, quelques minutes avant de reprendre les discussions sous la contrainte «pour voir si un avancement est possible».

«Plus rien n'est négociable»

Toutefois, vers 18h30, le dialogue a de nouveau été interrompu, selon un membre de l'intersyndicale Vincent Roue. La raison : «La direction (nous) a fait savoir que plus rien n'est négociable», a-t-il indiqué.

Du coup, «les salariés nous ont fait savoir que nous serions retenus tant qu'il n'y aurait pas d'évolution des négociations dans le sens qu'ils souhaitent, notamment sur le montant de la prime supra-légale pour les personnes licenciées», a indiqué Christian Paris, précisant avoir reçu

mandat de son président Bernhard Fonseka pour négocier dans le cadre du CCE.

## La crise sociale est pour demain. (02.03)

### Slate.fr - 01.03

Le chômage continue de s'aggraver. Faute d'industrie, la mécanique pour relancer l'investissement et l'emploi est toujours en panne.

En deux mois, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a augmenté de 100.000 personnes. Le nombre de chômeurs sans emploi ou de travailleurs en activité réduite a dépassé 4,1 millions à la fin du mois janvier - dont près de 2,7 millions pour les demandeurs d'emploi sans aucune activité. D'aucuns ont beau expliquer que le processus de sortie de crise est engagé, le chômage continue de s'aggraver contrairement aux assurances un peu hâtives données par le président de la République à la mi-janvier. On expliquera difficilement à ceux toujours plus nombreux qui cherchent un emploi (0,7% de plus en un mois, 16,1% en un an) que l'économie française va mieux parce que le chômage s'aggrave moins vite! Si la crise financière semble déjà appartenir au passé, la crise sociale - elle - se durcit.

Comment amorcer la pompe à emplois?

En outre, si le nombre des entrées de nouveaux chômeurs à Pôle Emploi a tendance à diminuer, le nombre de sorties également, ce qui traduit la difficulté à se reclasser: «les reprises d'emploi déclarées baissent de manière inhabituellement forte (-16,2%) en janvier», souligne l'institut qui gère les demandeurs d'emploi. Face aux incertitudes, les entreprises françaises recrutent de moins en moins, manifestant leur doute sur la réalité d'une reprise. Et même si l'économie française semble devoir afficher en 2010 une hausse de 1,4% de son activité selon les statistiques réactualisées à fin janvier, c'est un niveau encore insuffisant pour que cette croissance soit riche en emploi. Au moins peut-on espérer que, en fin d'année si les prévisions sont atteintes, on n'en perde plus...

Le bâtiment dans le doute

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La construction est toujours en repli. Le nombre de permis de construire a baissé de 16,5% sur la fin de l'année dernière par rapport à la fin 2008, et le nombre des mises en chantier a reculé de plus de 7%. Certes, après l'effondrement de 18% à la fin de l'été, on pourrait conclure à un redressement. Mais la comparaison de fin d'année s'effectue par rapport à une période au cœur de la crise, particulièrement déprimée. Malgré tout, la dégradation se poursuit. Difficile de parler d'atténuation de la crise ! Toutefois, les conditions de prêts avantageuses (les prêts immobiliers sont actuellement consentis à un taux moyen de 3,75% pour une durée moyenne de crédit de 17,5 ans, d'après l'Observatoire du crédit immobilier) devraient soutenir le marché. Mais l'Observatoire reste prudent, à cause « de la dégradation de l'emploi qui paralyse la demande ». On tourne en rond.

La consommation cale sur l'automobile

C'est la même crainte du chômage qui a entraîné la chute de 2,7% de la consommation enregistrée en janvier. En fait, le sursaut de la consommation en décembre (+1,3%) a la même origine que le recul du mois dernier: l'automobile. A la fin 2009, les ménages ont profité des 1 000 euros de prime à la casse pour changer de voiture. Mais début 2010, les achats d'automobiles ont dégingolés (-16%, selon l'Insee), entraînant à la baisse tous les indices de consommation. En réalité, rien ne peut prendre le relais, dans les produits manufacturés, de l'automobile qui ne tirait la demande que parce que les aides de l'Etat et des constructeurs pouvaient atteindre 25 à 30% du prix d'une voiture d'entrée de gamme. Mais sans subvention à l'achat, les consommateurs restent frileux. En ce début 2010, la consommation n'est pas le déclencheur de la reprise tant attendu. Du coup, les entreprises qui ne perçoivent aucun sursaut s'abstiennent d'investir ou de recruter, et le chômage perdure. On continue de tourner en rond.

L'industrie, sacrifiée pour les services

La France fait les frais d'une politique qui a tourné le dos à l'industrie. Dans les années 90, il était de bon ton de considérer qu'une économie moderne, à l'image des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, devait plutôt se tourner vers les services, à commencer par les services financiers qui permettaient d'espérer des retours sur investissement à deux chiffres que l'industrie ne pouvaient livrer. En Europe, l'Allemagne n'a pas fait ce choix stratégique. Elle en touche aujourd'hui les dividendes avec les excédents de sa balance commerciale.

Pour profiter des productions à bas prix des pays émergents et donner du pouvoir d'achat aux Français sans augmenter les salaires, la France a préféré laisser s'opérer la désindustrialisation. Des usines ont fermé leurs portes, sans qu'il soit possible de l'interdire: les entreprises doivent pouvoir «respirer», c'est-à-dire adapter leur stratégie au contexte, et par là leur outil industriel. Mais surtout, les fleurons de l'industrie française ont investi massivement à l'international, et les conséquences de ce désintérêt pour l'Hexagone a été plus ravageur encore que les fermetures d'usines, dans la mesure où il n'y a pas eu de renouvellement de l'outil en France.

Perte de valeur ajoutée et de R&D

Les productions ont été ainsi transférées hors de France. Rappelons par exemple que, aujourd'hui, Renault ne fabrique plus dans l'Hexagone

que trois voitures sur dix qu'il commercialise dans le monde, et qu'Alcatel-Lucent y a réduit d'un tiers ses effectifs en une décennie. D'une façon générale, 500.000 emplois ont été perdus dans l'industrie en France en dix ans (soit 19% du total). Et la valeur ajoutée du secteur manufacturier ne représente plus que 16% du total en France, alors que l'industrie fournit toujours 30% de la valeur ajoutée nationale en Allemagne, et 26% en Suède.

Dans les années 90, les industriels se voulaient malgré tout rassurants, affirmant que, malgré les délocalisations de fait, les centres de recherche et développement au cœur de l'innovation et à l'origine de la valeur ajoutée, subsisteraient dans l'Hexagone. Mais avec le temps, on a vu ces centres prendre le même chemin que les usines. Au point que l'industrie française ne consacre plus que 6,6% de sa valeur ajoutée à la R&D, contre 9,9% pour l'industrie allemande et 11% pour la suédoise. Encore faut-il considérer que la France est le pays où les efforts des pouvoirs publics sont en l'occurrence les plus importants, ce qui renvoie la responsabilité de la faiblesse de ces investissements en R&D sur les entreprises.

Relancer l'investissement: qui commence?

Finalement, pour sortir de cette crise comme de toutes les grandes dépressions économiques, on regarde à nouveau du côté de l'industrie pour qu'elle apporte son lot à la résorption du chômage en relançant l'investissement. Mais l'attente risque d'être longue et le résultat en-deçà des espérances: le secteur manufacturier n'a plus le poids nécessaire pour jouer ce rôle. Christian Estrosi, le ministre délégué à l'Industrie, vient de clore les Etats généraux de l'Industrie. A lui de tracer les voies d'une relance, puisqu'il semble maintenant acquis - même de la part des hommes politiques qui ont laissé l'industrie périr - que la régénérescence du tissu industriel redevienne une priorité. L'objectif consistant à ce que les grands donneurs d'ordres relancent les commandes et les investissements pour que leurs sous-traitants investissent et embauchent à leur tour. C'est cette mécanique qui, aujourd'hui, est en panne.

---

## **Délits financiers. Le blanchisseur du Palais. (03.03)**

### **Reuters - 02.03**

Les "affaires" escamotées par la prescription ? Un projet de réforme de la procédure pénale en France pourrait largement restreindre les enquêtes sur les grandes sociétés ou la corruption par un changement de la règle de la "prescription" pour les principaux délits financiers.

Le nouveau code de procédure prévoirait que tout délit serait prescrit - c'est-à-dire considéré comme trop ancien pour être poursuivi - six ans après la date où l'infraction a été commise, et ce "quelle que soit la date à laquelle elle a été constatée", lit-on dans l'avant-projet auquel Reuters a eu accès.

Si ce point était adopté, ce serait un changement révolutionnaire dans la justice pénale française.

Actuellement, en matière financière, par exemple pour les abus de biens sociaux, la prescription est de trois ans, mais à partir de la date à laquelle les faits ont été constatés, ce qui donne de facto aux juges une très large latitude pour poursuivre des faits très anciens.

Si la nouvelle règle proposée avait été en vigueur, il aurait été impossible, par exemple, de poursuivre l'affaire des ventes d'armes à l'Angola (survenue en 1993, dénoncée en 2000), et nombre d'autres affaires de corruption.

La règle actuelle est due au fait que les délits financiers sont des délits cachés et ne sont découverts le plus souvent que de longues années après les faits, par exemple à l'occasion d'un changement de majorité dans une municipalité, ou un audit de comptes publics ou privés par des spécialistes.

Le projet allonge par ailleurs le délai de prescription pour les crimes (meurtres, viols) de 10 à 15 ans.

Pour les crimes "d'atteinte à la vie", ce délai de 15 ans partirait non à la date du crime, mais à la date "à laquelle les faits ont pu être portés à la connaissance de l'autorité judiciaire", ce qui élargit, au contraire du domaine des délits, les possibilités de poursuite.

---

## **La prescription invitée surprise de la réforme judiciaire. (03.03)**

### **Reuters - 02.03**

L'avant-projet de réforme de la justice française présenté ce mardi suscite l'hostilité des magistrats, qui y ont découvert un nouvel élément : la réforme de la prescription, susceptible d'enrayer les "affaires".

Ce document de 225 pages prévoit principalement la suppression du juge d'instruction indépendant et une réforme de la garde à vue, comme l'avait annoncé Nicolas Sarkozy.

Quelque 700 articles du code de procédure sont changés pour, selon le ministère de la Justice, clarifier les procédures, améliorer l'efficacité du système et les droits des personnes poursuivies et des victimes.

Fait rare, l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI) devraient s'accorder mercredi pour manifester le 9 mars contre la réforme et pour la défense du "service public de la justice", selon des sources syndicales.

Ils disent ne pas croire à la consultation sur le sujet, ouverte mardi, car la ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, a déclaré qu'il n'était pas question de revenir sur la suppression du juge d'instruction ou de modifier le statut des procureurs, magistrats liés au pouvoir politique, désormais appelés à conduire les enquêtes sensibles.

Marc Trévidic, juge d'instruction antiterroriste et président de l'AFMI, doit être reçu la semaine prochaine au ministère mais ne voit pas l'utilité d'en discuter.

"C'est comme si on demandait à un condamné à mort de mettre de l'huile dans la guillotine ou d'en faire le contrôle technique", a-t-il déclaré à Reuters.

Laurent Bedouet, secrétaire général de l'USM, reçu ce mardi par la ministre, s'est dit "déçu" à sa sortie.

"L'essentiel, c'est l'indépendance de l'enquête et savoir qui va la mener. Ces deux points sont présentés comme non négociables et nous sommes donc inquiets", a-t-il dit à Reuters.

Clarisse Taron, présidente du SM, s'est dite très surprise de voir apparaître une réforme du régime de la prescription.

"On le voyait venir mais le passer de cette manière, en douce, sans en avoir jamais parlé et avant toute concertation, c'est surprenant", a-t-elle déclaré.

Le texte propose que les principaux délits financiers, comme l'abus de bien social, soit déclaré "prescrit" - c'est-à-dire trop ancien pour être poursuivi - six ans après la date à laquelle l'infraction a été commise.

Ce délai ne serait même que de trois ans pour l'abus de confiance simple, qui vise par exemple les détournements de fonds dans les mairies.

Si ce point était adopté, il donnerait un coup d'arrêt aux enquêtes en matière financière, avec effet immédiat, puisque ce type de réforme s'applique aux affaires en cours.

Actuellement, en matière financière, par exemple pour les abus de biens sociaux, la prescription est de trois ans mais à partir de la date à laquelle les faits ont été constatés, ce qui donne aux juges une latitude pour poursuivre des faits anciens.

De nombreuses affaires visant la mairie de Paris, ou les dossiers pour lesquels l'ex-ministre de l'Intérieur Charles Pasqua doit être jugé en avril, n'auraient pas pu être ouverts.

Le ministère présente cet élément de la réforme comme une "simplification et une clarification". Il souligne que l'idée avait été suggérée de longue date par des missions de réflexion.

Commentaire.

Cette loi va permettre de blanchir les aristocrates de l'escroquerie en tous genres, du patron à l'élu. La France ressemblera ainsi de plus en plus à un Etat de non-droit, une dictature à façade démocratique.

---

## Gaucherie en trois actes ou l'imposture permanente. (03.03)

libération.fr 01.03 ; libération.fret lepost.fr - 02.03

1- Il existe des gens heureux... de gauche !

En meeting lundi soir à Paris à la Mutualité devant près de 2000 personnes, Jean-Luc Mélenchon : «Oui quelque chose est en train de se passer. Ca vaut pas un sondage, c'est une impression de bonheur. Une certaine gauche est de retour». «Plus notre score sera haut et plus nous aurons de force dans les régions pour imposer des politiques sociales et écologiques de rupture avec le système», l'avait devancé Marie-

George Buffet.

Rappel : cette "gauche" qui a déjà gouverné pendant 17 ans entre 1981 et 2002 pour le compte des capitalistes et le bien du peuple évidemment, l'un et l'autre allant de paire ou étant indissociables.

Jean-Luc Mélenchon voit dans un bon score, le 14 mars, les raisons de poursuivre, voire de dépasser la formule initiée aux européennes: «Si vous votez massivement pour le Front de gauche, vous fonderez un Front de gauche durable qui fera toutes les élections ensemble et ceci jusqu'au sommet de l'Etat !» (libération.fr 01.03)

Buffet et Mélenchon n'ont-ils pas déjà été ministres ? Non merci, on a déjà donné, le front populaire on connaît ! Ce n'est pas, cela n'a jamais été et cela ne sera jamais notre objectif, un Etat ouvrier, c'est autre chose.

Pour Mélenchon le cumulard, la perspective d'engranger de nouvelles prébendes vaut bien un mensonge de plus : monsieur Mélenchon député européen et sénateur, notamment, vous et les vôtres depuis que vous êtes élus, dans le domaine social, vous avez "imposé" quoi au juste ? Absolument rien, votre seule participation à ces institutions suffit à les légitimer, elles ne vous en demandaient pas davantage, en retour de ce service, c'est bien rémunéré, n'est-ce pas ?

Au fait, sur Paris et la région parisienne, entre le PG et le PCF, ils ne sont pas capables de rassembler plus de 2.000 militants, pardon, adhérents ? On comprend mieux pourquoi les élections les intéressent davantage que la mobilisation des masses... qu'ils craignent par dessus tout. 2- Seuls les actes comptent... sauf pour eux, normal !

M. Aubry a-t-elle affirmé à propos du Languedoc-Roussillon : «Ce que je ne comprends pas, c'est que quand on veut battre la droite, il faut des hommes et des femmes de gauche. Quand on ne tient plus des propos qui se réfèrent aux valeurs de la gauche, je crois qu'il vaut mieux changer d'équipe. C'est ce que nous avons fait» (libération.fr 02.03)

Socialiste en parole, capitaliste ou bourgeois en acte, alors vaut mieux se concentrer sur les paroles que de parler des actes.

3- En famille de droite à gauche ou de gauche à droite.

Sur RTL, dans un reportage sonore de la radio, diffusé ce mardi matin, la journaliste politique Alba Ventura affirme que "Roger Karoutchi a longtemps raillé la campagne de Valérie Pécresse, au point que Jean-Paul Huchon, président PS de la région Ile-de-France, lui a même proposé de venir sur sa liste".

Le 7 février dernier, Jean-Paul Huchon a vait complimenté Roger Karoutchi: "On peut lui faire tous les reproches qu'on veut sur le plan politique mais au moins Monsieur Karoutchi s'intéresse à la Région, il est présent et il travaille. C'est un adversaire courtois".

Dans l'entourage de Roger Karoutchi, on "rigole" de cette information... sans toutefois démentir l'existence de cette proposition de Jean-Paul Huchon. (lepost.fr 02.03)

Qui a dit qu'il ne fallait pas confondre la gauche et la droite ? Ne serait-ce pas au bout du compte une formidable imposture ou manipulation ?

---

## **Siemens VAI MT: un accord trouvé lors des négociations à Saint-Chamond. (04.03)**

### **AP - 03.03**

Un accord est intervenu mercredi après-midi entre la direction et les représentants du personnel de Siemens VAI MT, dans le cadre des restructurations en cours, a-t-on appris auprès des deux parties. Lire la suite l'article

Bernhard Fonseca, le président de cette filiale d'ingénierie sidérurgique du groupe allemand, l'a annoncé lui même aux salariés, depuis le balcon de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Chamond (Loire), où se tenait la réunion entre partenaires sociaux.

"Nous avons trouvé un accord sur le plan social, en ce qui concerne un effectif de 380 personnes et aussi sur les indemnités supra-légales", a déclaré le PDG patron de cette entreprise de 600 personnes.

Il a ensuite quitté la réunion, laissant le soin à deux de ses proches collaborateurs, Annie Bobinet et Christian Paris, de régler les modalités pratiques de mise en oeuvre de l'accord avec les représentants du personnel. Mme Bobinet et M. Paris, respectivement directrice des ressources humaines et directeur administratif et financier, sont les deux cadres dirigeants de la société qui avaient été retenus par des salariés dans un bureau pendant 26 heures, lundi et mardi.

"Quinze postes supplémentaires, par rapport aux 365 prévus, nous sont grassement accordés", a ironisé Georges Boncompain, un membre de l'intersyndicale qui exprimait sa "grande déception, d'autant plus que la direction veut fermer le site de Saint-Chamond, au profit d'un regroupement à Montbrison", à une cinquantaine de kilomètres de distance.

Le plancher de la prime supra-légale qui sera versée aux futurs licenciés est quant à lui significativement relevé, puisqu'il passera de 5.000 à 25.000 euros, précise-t-on de même source.

En début de soirée, aucune date n'était arrêtée de la part des partenaires sociaux en ce qui concerne le redémarrage de l'activité sur les sites de Saint-Chamond et de Montbrison, bloqués depuis lundi.

## **Retraites : la réforme rêvée de Nicolas et Guillaume Sarkozy. (04.03)**

### **Rue89 - 03.03**

Connaissez-vous Guillaume Sarkozy ? C'est un des frères de Nicolas. C'est aussi le DG d'un groupe d'assurance. Il y a quelques années, Guillaume dirigeait une entreprise de textile. Mais il s'est reconverti dans l'assurance santé et l'assurance retraite. C'est plus rentable. D'autant que Guillaume a des projets pour développer son affaire et il connaît quelqu'un, au sommet de l'Etat, qui veut l'aider à réaliser ses projets.

Le 4 juin 2008, Le Monde a publié un document qui dévoilait les intentions de Guillaume Sarkozy :

« La Caisse des dépôts et le groupe Médéric, qui est dirigé par Guillaume Sarkozy, veulent créer une filiale commune spécialisée dans le financement des retraites. Un document de travail daté du 16 mai et estampillé "confidentiel", relève que, en 2020, les non-cadres subiront une baisse de 5% du taux de remplacement pour une carrière complète et les cadres subiront une baisse de 20%.

Les grandes lignes de ce projet de partenariat sont posées : la création d'une "nouvelle entreprise d'assurance", qui proposera "un bilan retraite et des services adaptés, en phase d'épargne et au moment de la retraite" aux salariés. L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2019. Les futurs partenaires se fixent "des taux de rentabilité raisonnables sur le long terme". »

Chez les Sarkozy, on se partage le travail : Nicolas diminue le niveau des retraites et Guillaume propose des complémentaires aux salariés les mieux payés. Quelle équipe. Quel cynisme !

« Le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien »

Pour comprendre comment la réforme Sarkozy va amener à une baisse quasi-générale des retraites, il faut cesser les débats pseudo-théologiques sur la « retraite à 60 ans » et regarder la réalité des chiffres : aujourd'hui, quand un salarié solde sa retraite, à 61 ans en moyenne, il est au chômage ou au RMI-RSA depuis trois ans (en moyenne). Il n'y a que 22% des salariés qui sont encore au travail quand ils partent en retraite.

Dans ce contexte de chômage de masse, quel impact aurait l'allongement de la durée de cotisation que veut imposer le clan Sarkozy ? Une année de cotisation en plus pour bénéficier d'une retraite à taux plein ? Pour tous ceux et celles qui sont au chômage (presque 80 % des salariés), il ne sera pas possible de cotiser un an de plus. Il va leur manquer quatre trimestres. Ils subiront donc une décôte de 10% !

Allonger la durée de cotisation sans avoir fait radicalement reculer le chômage des 58-62 ans ne peut en aucun cas « sauver les retraites ». Jean-Paul Fitoussi, président de l'OFCE, écrivait dans Le Monde du 6 mars 2001 :

« S'il n'est pas porté remède au chômage, le recul de l'âge de la retraite ne sert à rien. Cela revient à demander aux gens de travailler plus longtemps alors qu'ils manquent déjà de travail. Le vrai problème, c'est le chômage. »

Comment fait-on pour vivre avec 900 euros par mois ?

Voilà comment, avec des arguments pleins de bon-sens (« l'espérance de vie a augmenté, donc il faut cotiser plus longtemps »), on prépare une baisse généralisée du niveau de vie des retraités de la Sécurité sociale. Ceux qui veulent développer les systèmes d'assurance privés sont évidemment très favorables à cette réforme mais on comprend que tous les syndicats s'opposent à ce nivellement par le bas.

Baisser aussi fortement le niveau de vie de millions de retraités serait vraiment scandaleux : derrière les chiffres, il y a des hommes et des femmes qui veulent vivre -vivre pleinement et pas seulement survivre ou sousvivre- avec ce que la Sécu leur verse. Comment fait-on pour vivre avec 900 euros par mois ? Comment fait-on pour accueillir ses petits-enfants quand chaque sou est compté ? Un spécialiste du dossier explique :

« Soyons clairs : sans doute faudra-t-il un jour travailler plus longtemps. Mais tant que l'on ne s'est pas donné les moyens de lutter radicalement contre le chômage, travailler plus longtemps est contre-productif.

C'est comme quand on fait du vélo en montagne : bien sûr qu'après avoir passé le col, il faudra freiner. Mais si on freine dans la montée, on n'arrivera jamais au col ! La priorité, la seule, c'est de lutter contre le chômage et les petits boulots. »

Dans son dernier livre, Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, affirme que, depuis deux ans, sous prétexte de « sauver les banques », on a consacré des centaines de milliards à sauver les actionnaires des banques. Une autre stratégie, totalement différente, était possible pour sauver les banques, mais Stiglitz montre que Obama et la plupart des chefs d'Etat ont plié devant les pressions des banquiers et du « big business ».

De même, sous prétexte de vouloir « sauver les retraites » (qui peut s'opposer à cet objectif ?), Nicolas Sarkozy veut imposer une réforme dont l'objectif n'est absolument pas de sauver les retraites, mais de favoriser ceux qui veulent développer des systèmes d'assurance privée : son frère et ses amis. Augmenter le nombre de ceux qui cotisent

Pour sauver les retraites, l'essentiel aujourd'hui n'est pas d'augmenter le nombre de trimestres de cotisation mais d'augmenter le nombre de ceux et celles qui ont un emploi, augmenter le nombre de ceux qui touchent un vrai salaire et donc augmenter le nombre de ceux qui cotisent...

On ne pourra pas sauver les retraites si on ne parvient pas à lutter radicalement contre le chômage et la précarité. Hélas, presque trois ans après leur arrivée au pouvoir, Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont engagé aucune réforme pour lutter contre le chômage et la précarité. Le total des inscrits à Pôle emploi a augmenté de 800 000 en dix-huit mois, mais le gouvernement semble se moquer totalement de cette question. Ce silence en dit long sur les priorités de l'équipe au pouvoir.

Le chômage et la précarité sont au cœur de la crise dans laquelle s'enfonce notre pays : que l'on parle du dossier des retraites, de l'« intégration des jeunes de banlieue » ou de la défiance de plus en plus grande des citoyens vis-à-vis des politiques, on en revient toujours au lancinant problème du chômage.

Pour vaincre le chômage, nous ne pensons pas qu'on puisse encore et toujours attendre le retour de la croissance (voir à ce sujet notre réponse vidéo à Luc Chatel : Sainte Rita fera-t-elle revenir la croissance ?). Attendre le retour de la croissance n'est pas la solution, il faut agir !

Commentaire.

Je vous fais grâce de la fin de cet article qui faisait l'apologie de la politique d'Europe écologie dans les régions ! Le chômage est la vraie question ou l'une des principales questions qu'aucun gouvernement à la solde du capitalisme ne résoudra, il faut donc en conclure que c'est l'Etat qui doit changer de nature et de main...

---

## **Quand Nicolas Sarkozy voulait rendre constructibles des zones inondables. (04.03)**

### **Rue89 - 03.03**

Comment des discours passés peuvent contredire une position présente? Lundi 1er mars, Nicolas Sarkozy se rendait en Vendée et en Charente-Maritime pour constater les dégâts laissés par la tempête Xynthia. Au moins 53 morts, plusieurs milliers d'habitations dévastées et des centaines d'exploitations détruites, l'ampleur de la catastrophe est énorme. Et chacun cherche les raisons qui ont pu conduire deux régions françaises à être à ce point touchées. La concordance de deux facteurs naturels rares –une marée haute de fort coefficient, et des vents violents– ne pouvant tout expliquer, les reproches se sont rapidement reportés sur le rôle de l'urbanisation dans des zones sensibles aux inondations.

Une cible reprise par le président de la République qui a fustigé la politique d'urbanisme dans ces départements. «On ne peut pas transiger avec la sécurité», déclarait-il avant d'ajouter qu'il fallait «faire de toute urgence la lumière sur ce drame inacceptable et incompréhensible».

A peine deux jours plus tard, le mercredi 3 mars, la candidate d'Europe Ecologie aux élections régionales en Ile-de-France, Cécile Duflot, accusait le même Nicolas Sarkozy d'avoir mis en cause la loi littoral lors de sa campagne présidentielle. «Il avait dit en avril 2007: il faut assouplir la loi littoral pour que les communes puissent se développer, c'était à peu près sa déclaration», a affirmé Cécile Duflot sur les antennes de France Info.

Une position réaffirmée en effet à plusieurs reprises par le président de la République. Le 4 décembre 2008, lors de l'annonce de son plan de relance, Nicolas Sarkozy déclarait: «Les contraintes liées à l'urbanisme seront temporairement considérablement assouplies.» Le 21 avril 2009, au cours d'un discours sur le Grand Paris, il affirmait toutefois vouloir «rendre constructible les zones inondables pour des bâtiments adaptés à l'environnement et aux risques».



N. Sarkozy voulait assouplir les règles en zone inondable

Près de 100.000 logements ont été construits entre 1999 et 2006 sur 424 communes de plus de 10.000 habitants «soumises à un risque majeur d'inondation», sur des terrains pouvant connaître «des submersions d'intensité et de fréquence variables», estime le Commissariat général au développement durable. Par ce constat qui porte à 7% en sept ans la hausse du nombre de logements dans des zones inondables, on estime à 2,7 millions le nombre de personnes résidant dans ces secteurs. Et c'est probablement plus: les deux communes les plus touchées samedi ne font pas partie de ce décompte.

---

## **Le BTP va encore souffrir cette année. (05.03)**

**lefigaro.fr - 04.03**

Vinci le clame haut et fort : cette année, le groupe de construction cherchera à racheter des entreprises dans son secteur. «Ce ne sera pas des mégaprojets. Plutôt des opérations à quelques centaines de millions d'euros, à l'image de Tarmac, dont nous avons repris une centaine de carrières récemment», a expliqué jeudi Xavier Huillard, son directeur général, lors de la présentation des résultats. En revanche, son concurrent Eiffage n'envisage pas d'opération de croissance externe. Quant à Bouygues, même s'il n'exclut pas de faire des acquisitions, il n'en fait pas une priorité.

Ces trois concurrents ont choisi des options différentes car ils ne portent pas le même regard sur la conjoncture en 2010. Ils se retrouvent pourtant souvent en concurrence sur les mêmes dossiers, comme les projets de ligne à grande vitesse entre Tours et Bordeaux ou Le Mans et Rennes, pour lesquels on attend avant la fin de l'année la désignation du groupe chargé de la concession.

C'est Vinci qui se montre le plus optimiste. Après avoir vu son taux de profit passer de 4,8 % à 5 % pour atteindre 1,5 milliard en 2009, le groupe table sur un résultat net similaire cette année. Avec un carnet de commandes confortablement garni de 24 milliards d'euros.

Des points de vue différents

Bouygues est plus mitigé. Le groupe envisage une baisse de son chiffre d'affaires de 4 % cette année, à 30 milliards, et une chute spectaculaire dans certaines activités. -Bouygues immobilier attend ainsi une baisse de ses ventes de 30 %, et Bouygues construction table sur un recul de 5 %.

Quant à Eiffage, qui a déjà déçu avec un bénéfice net de 190 millions, en baisse de 35,1 % l'année dernière, il envisage simplement de réaliser un chiffre d'affaires stable (13,3 milliards).

En fait, ces géants ont des points de vue différents car la situation n'est pas stabilisée. Après avoir connu un véritable coup d'arrêt l'année dernière, le BTP envisage un exercice encore difficile. Une claque surtout ressentie par les PME. Ainsi, l'activité travaux publics qui avait plongé de 6 % en France en 2009 devrait régresser encore de 0,5 % cette année selon la FNTF (Fédération nationale des travaux publics). Heureusement que l'hémorragie a été réduite car ce recul a des conséquences en termes d'emploi. 30 000 jobs d'intérimaires et 3 500 postes fixes ont été supprimés en 2009.

La douche froide est encore plus violente dans le bâtiment. Après une chute de 7 % l'année dernière, l'activité devrait reculer en 2010 de 3,1 % (voir infographie). Avec là aussi une saignée sur l'emploi. En 2009, 50 000 postes ont été supprimés dont la moitié d'intérimaires. Cette année, 30 000 postes devraient être rayés d'un trait de plume dont 5 000 intérimaires. Pour corser l'addition, 12 000 entreprises sur 333 000 dans le secteur ont disparu l'année dernière, victimes de la crise. Et l'embellie ne sera pas pour demain selon les experts. Le PDG d'Eiffage, Jean-François Roverato, craint qu'«il y ait un trou important pour les travaux entre la deuxième partie de 2010 et la deuxième partie de 2011».

---

## **Mouvement de grève suivi chez Tecumseh. (05.03)**

**DL - 04.03**

La tête du chef indien, bleue sur fond blanc, se devine plus qu'elle se reconnaît. Pas grave : l'essentiel, ce sont les mots qui côtoient l'emblème imité de Tecumseh sur la banderole, à l'entrée du site matheysin de l'entreprise. "En grève". Oui, la grande majorité des employés censés travailler (87 % selon les trois syndicats : CGT, CFDT, FO) étaient en grève hier, dès 6 h. Leur revendication : une hausse de salaire de 50 € nets pour tous. Ils entendent poursuivre leur grève jusqu'à vendredi, jour fixé pour une négociation salariale.

« La direction nous dit qu'on fait un produit exceptionnel, et on a un salaire banal », ironise un gréviste. Ce produit, c'est un compresseur (appareil qui produit du froid). Le salaire, c'est par exemple « 1 300 € nets pour quelqu'un qui travaille ici depuis trente-quatre ans », argumente Christine Baret, déléguée syndicale CGT.

Bernard Lamagnere, le directeur d'établissement, avoue ne pas comprendre. « On a un processus de négociation salariale en cours, une troisième réunion est prévue vendredi. Les deux premières se sont très bien passées, les partenaires sociaux étaient plutôt satisfaits. La négociation se fait pour l'ensemble du groupe, on ne peut pas négocier pour un seul site, ni hors des réunions prévues. » En attendant, aucun compresseur n'est sorti de l'usine et aucun camion n'a pu y entrer. Cela risque de continuer aujourd'hui et demain.

---

## **Des employés de Renault débrayent pour une prime. (05.03)**

### **20minutes.fr - 04.03**

Quelque 16% des salariés de six sites Renault, selon la direction, ont débrayé jeudi pour obtenir une prime conséquente, alors que les syndicats du constructeur menacent d'un mouvement national plus large pour le même motif.

Les sites touchés ont été ceux du Mans, de Cléon près de Rouen, Douai (Nord), Flins (Yvelines), Grand-Couronne (Seine-Maritime) et de la Fonderie de Normandie à Cléon.

Des arrêts de travail similaires avaient été observés il y a une semaine. Lundi, une rencontre avec le directeur général délégué du constructeur, Patrick Pelata, a laissé les syndicats sur leur faim. 10.000 euros de prime pour les cadres

CFDT, CFE-CGC, CGT, FO et CFTC protestent contre l'octroi à quelque 3.000 cadres d'une «Prime Performance Groupe» de 10.000 euros en moyenne, alors que l'ensemble des salariés de Renault SAS doivent toucher une prime de 500 euros cette année.

A Douai, dès 5h30 jeudi matin, environ 1.000 salariés selon la CGT, 300 selon la direction, ont fait grève ce qui a eu un «très fort impact» sur l'un des deux flux de production mais n'a pas provoqué d'arrêt total de l'usine, a indiqué un porte-parole de l'entreprise.

La CGT a avancé le chiffre de 90 véhicules sortis de l'usine sur 400 prévus. L'usine de Douai, qui produit les monospaces Scénic et la Mégane cabriolet, emploie environ 5.150 salariés. Reconduction du mouvement lundi?

Les salariés réclament une prime ponctuelle de rattrapage «par rapport au pouvoir d'achat qu'on a perdu depuis le début de l'année, à hauteur de 1.000 euros minimum», a déclaré Guy Pottiez, secrétaire général du syndicat CGT Renault-Douai.

Il souhaite «reconduire dès lundi le mouvement», l'usine étant en chômage technique vendredi.

A l'usine de Cléon, quelque 400 salariés ont débrayé une heure dans la matinée et 600 dans l'après-midi, selon la CGT. «C'est un partage des richesses qui n'est pas possible: 27,5 millions pour 55.000 salariés et environ 30 millions pour 2.800 cadres» pour leurs primes respectives, s'est insurgé Régis Louail, délégué CGT.

---

## **Des grévistes de Total mettent un dépôt hors service. (06.03)**

### **Reuters - 05.03**

Des grévistes de la raffinerie Total de Dunkerque ont mis hors service un dépôt de pétrole brut pour peser sur les négociations sur l'avenir du site, menacé de fermeture, qui se tiendront lundi.

Quelque 200 grévistes se sont rassemblés dans la matinée autour de cuves contenant 500.000 à 600.000 mètres cubes de brut, à Gravelines (Nord), apprend-on de source syndicale.

"On a mis hors service du matériel, on a posé des cadenas pour que les pompes de vidange ne puissent plus fonctionner", a déclaré à Reuters Patrice Leclerc, délégué Force ouvrière chez Total.

L'action vise à empêcher le chargement du brut sur un pétrolier.

"Nous réclamons toujours un véritable projet industriel pour protéger le tissu industriel dunkerquois et nous n'avons pas eu vent d'un tel projet", a ajouté le responsable syndical.

Personne chez Total n'était disponible dans l'immédiat pour commenter ces informations.

A la suite d'un mouvement social de blocage de ses six raffineries en France, qui a menacé un temps le pays de pénurie de carburant, Total

s'est engagé la semaine dernière à conserver cinq de ces raffineries pendant cinq ans.

L'accord ne porte cependant pas sur la raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis mi-septembre 2009, et dont le sort sera discuté lundi lors d'un comité central d'entreprise exceptionnel au siège du groupe à La Défense, près de Paris.

---

### **Manifestation nationale des kinésithérapeutes, le 9 mars à Paris. (05.03)**

#### **AP - 05.03**

Les syndicats de kinésithérapeutes appellent à une manifestation nationale à Paris, mardi prochain, pour exiger notamment la reconnaissance de leur diplôme au niveau master et la prise en charge de leur formation par l'Etat.

Le défilé partira à 14h de la gare Montparnasse pour se rendre jusqu'au ministère de la Santé où une délégation demande à être reçue, selon un communiqué diffusé vendredi par les trois organisations représentatives de la profession (FNEK, étudiants en kinésithérapie, FFMKR et UNSMKL).

Les trois organisations réclament un "diplôme d'Etat en cinq ans accolé à un grade de master", la "prise en charge de la formation par l'Etat", ou encore "l'intégration universitaire" de leurs instituts de formation.

---

### **Grève des transports dans une vingtaine de villes le 11 mars. (06.03)**

#### **20minutes.fr - 05.03**

Avant Paris le 23 mars, des perturbations sont à prévoir jeudi prochain, le 11 mars, dans certains réseaux de transport en commun urbains et interurbains, après l'appel à la grève lancé ce vendredi par une intersyndicale qui souhaite défendre le statut social des salariés du secteur.

Avec l'espoir de toucher 27 villes au total, des préavis ont déjà été déposés par l'intersyndicale CGT-FO-CFTC-CFE/CGC-FNCR dans les réseaux de Lyon, Lille, Clermont-Ferrand, Tours, La Rochelle, Troyes, Angers, Nantes, Rennes, Epinal, Valenciennes, Pau, Lorient, Toulon, Dijon, Blois, Bourges et Besançon.

Un niveau de perturbations pas encore évaluable

Une manifestation est également prévue à Paris entre la place de l'Opéra et le siège du groupe Keolis France, situé quelques rues plus loin, qualifié par l'intersyndicale de «symbole» d'une «politique d'asservissement des salariés aux impératifs financiers». Keolis gère en France les réseaux urbains de 85 villes et les réseaux interurbains dans 65 départements.

L'Union des transports publics et ferroviaires (UTP, patronat), qui regroupe 170 entreprises de transports publics urbains, a indiqué de son côté qu'elle ne pouvait pas encore évaluer le niveau des perturbations.

---

### **Total: les salariés de la raffinerie des Flandres manifestent lundi devant le siège du groupe. (06.03)**

#### **AP - 05.03**

Les salariés de la raffinerie Total des Flandres, située près de Dunkerque, ont décidé de venir manifester lundi devant le siège du groupe à La Défense (Hauts-de-Seine) alors que se tiendra un comité central d'entreprise sur l'avenir du site, a-t-on appris vendredi auprès de la CGT.

Selon le délégué syndical central CGT de Total à Dunkerque, Marc Pigeon, cinq cars doivent partir des abords de la raffinerie lundi vers 6h du matin, pour un rassemblement attendu en fin de matinée au pied de la tour Total. Le comité central d'entreprise se tiendra à partir de 10h.

Vendredi matin, les salariés de la raffinerie, en grève depuis le 12 janvier dernier contre la menace de fermeture du site, ont poursuivi leurs actions. Plusieurs d'entre eux ont démonté dans la matinée des moteurs de pompes de cuves contenant 500.000 tonnes de brut, afin d'empêcher l'évacuation du pétrole par la direction et de conserver ce "trésor de guerre" dans l'attente du CCE de lundi, selon le délégué syndical.

Ils ont ensuite manifesté sur le port de Dunkerque, selon le responsable syndical. La menace de fermeture de la raffinerie des Flandres est à l'origine de la semaine de grève qui avait bloqué les six raffineries Total en France en février.

Le mouvement a été suspendu le 24 février après des négociations avec la direction qui s'est notamment engagée à ne fermer ni céder aucune autre raffinerie d'ici cinq ans.

Une assemblée générale est prévue mardi à la raffinerie des Flandres pour faire le point sur les annonces du CCE, tandis qu'au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la confédération réunira les délégués de l'ensemble de ses syndicats de la filière du pétrole.

---

### **Total: Les salariés de Dunkerque ne sont pas totalement convaincus. (06.03)**

**20minutes.fr - 05.03**

Ils ne sont vraiment pas convaincus. Les salariés de la raffinerie des Flandres étaient environ 300, hier à Dunkerque, pour manifester contre la fermeture de leur usine. Quelques heures plus tôt, à l'autre bout de la France, Nicolas Sarkozy clôturait les états généraux de l'industrie. Là-bas, le chef de l'Etat a annoncé sa volonté de pérenniser l'emploi industriel. Cela ne rassure pourtant pas les salariés de Dunkerque, troisième port de France. « On est en période électorale et ils savent qu'ils vont perdre, analyse François Croquefer, le patron de l'union locale CGT. Il n'y a rien de concret, juste des paroles. C'est un peu simpliste aujourd'hui de dire qu'on va redresser la barre. »

Car ici, les déclarations volontaristes se heurtent à la perspective de fermeture de la raffinerie. « Ça me fait sourire, glisse Benjamin Tange, 28 ans, opérateur chez Total. Qu'il maintienne déjà les industries en place. Quand on regarde les infos, il y a de la casse industrielle partout en France. Il faudrait qu'il connaisse le quotidien des travailleurs pour s'apercevoir des difficultés que l'on traverse. » « Du vent » pour les salariés, casques sur la tête et gilets fluo, qui jugent les annonces trop floues. « Augmenter la production industrielle de 25 %, ça veut dire quoi ? critique Christophe Bouillon, opérateur. Il faut voir de quel secteur il parle, c'est tellement vague. C'est des phrases qu'il lance comme ça. » Du coup, le discours de Nicolas Sarkozy est bien loin d'apaiser la colère des salariés. « C'est tellement évident qu'on ne demande qu'à y croire, lâche un technicien. Mais dans les faits, c'est exactement le contraire qui se passe. »

Les syndicalistes ont prévenu : pas question d'accepter la fermeture de leur site. Ils ont donné rendez-vous aux journalistes ce matin à 6 h. Pour une action d'éclat restée secrète.

---

### **Fin de l'occupation du siège social d'Ikea à Plaisir par des salariés. (06.03)**

**lemonde.fr et AFP - 04.03**

Les représentants syndicaux, qui avaient décidé d'occuper jeudi matin le siège social d'Ikea France à Plaisir (Yvelines), ont quitté les locaux tard dans la soirée, a-t-on appris vendredi auprès de la direction. Les élus ont quitté les locaux peu après 22 heures, a précisé Pierre Deyries, directeur de la communication d'Ikea France. Les syndicats n'étaient pas joignables dans l'immédiat.

Des représentants syndicaux avaient décidé d'occuper, jeudi 4 mars, le siège social du magasin de Plaisir pour réclamer la "reprise des négociations" sur les salaires, qui s'étaient soldées par un échec fin février. Une vingtaine d'élus CGT, FO, et CFDT sont entrés, dans la matinée, dans le siège social du géant suédois du meuble, selon Hocine Redouani, délégué FO. Environ cinq d'entre eux, principalement membres de FO, s'approprièrent en fin de journée à passer la nuit sur place, a ajouté M. Redouani.

La direction du groupe a stigmatisé "un groupe isolé de salariés" et une action "illégal". "Les négociations annuelles obligatoires sont closes depuis jeudi 25 février", rappelle-t-elle en outre. A l'issue de ces négociations, les syndicats avaient refusé, à l'exception de la CFTC et la CFE-CGC, organisations minoritaires, de signer l'accord prévoyant une augmentation collective des salaires de 1 % et une hausse au mérite de 1 % pour toutes les catégories professionnelles. Jeudi après-midi, les syndicalistes étaient reçus par des membres de la direction, sans qu'aucune avancée ne soit communiquée.

En février, les bureaux de la direction avaient été occupés pendant plusieurs jours avant la tenue des dernières réunions de négociations annuelles obligatoires. L'intersyndicale, qui réclamait initialement une hausse générale de 4 %, a fait une contre-proposition de 2 % d'augmentation collective, appelant les salariés à poursuivre la "mobilisation". La direction du groupe a quant à elle décidé d'appliquer unilatéralement ses propositions, à savoir une hausse de 1 %, comme le lui permet la loi en cas d'échec des discussions.

---

### **Ce que Sarkozy a annoncé au Salon de l'agriculture. (07.03)**

**Express.fr - AFP - 06.03**

Après une arrivée discrète, le chef de l'Etat a participé à une table ronde avec les agriculteurs. Et a tenté d'apporter des réponses au malaise des éleveurs et des producteurs français.

"Je ferai pour l'agriculture française - un secteur stratégique et majeur - ce que nous avons essayé de faire pour la crise financière". Au Salon de l'agriculture, à Paris, Nicolas Sarkozy a fait son entrée en catimini. Mais il a aligné les promesses et les annonces à la table ronde avec les syndicats agricoles, à laquelle participait également le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire.

#### Les prêts bonifiés

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il donnait son accord pour une augmentation de 800 millions d'euros des prêts bonifiés des banques en faveur des agriculteurs en difficulté. Il a également présenté une aide supplémentaire pour les agriculteurs déjà très endettés de 50 millions d'euros, qui s'ajoutent aux 100 millions d'euros déjà accordés dans le cadre du Fonds d'aide d'allègement des charges. "L'argent sera là pour financer tout ce qui vous permettra de traverser le gros de la crise", a-t-il affirmé.

En 2009, les agriculteurs ont vu leurs revenus baisser d'un tiers, et jusqu'à 50% pour les producteurs laitiers.

#### Les subventions de Bruxelles

"L'agriculteur est un entrepreneur. Il doit vivre de ses prix et non de subventions". "Des subventions ont été versées aux agriculteurs, qu'on n'avait pas le droit de verser. Dix ans après, il faut tout rembourser. Ce n'est une solution", les aides "doivent être légales" et reconnues par Bruxelles, a-t-il martelé.

#### Le marché des matières premières agricoles

"A partir du mois de novembre prochain, la France présidera le G20. Nous prendrons l'initiative de promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles, afin de limiter la spéculation croissante et d'encadrer les produits financiers dérivés de ces marchés", a ajouté le président.

#### Le droit de la concurrence

Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il allait "demander la modification du droit de la concurrence" dans l'Union européenne, Bruxelles n'autorisant pas le regroupement de producteurs agricoles. "Je souhaiterais qu'on puisse fixer un prix par interprofession sans qu'on crie au cartel", a dit le chef de l'Etat. Il a souhaité que face aux distributeurs, "les producteurs se regroupent". "Nous vous aiderons à peser sur le partage de la valeur ajoutée", a-t-il promis, dans une allusion au déséquilibre commercial entre les cinq grandes enseignes en France et les milliers de producteurs.

#### Les quotas laitiers

Il a également dénoncé les "slogans démagogiques en faveur des quotas laitiers car "la solution" à la crise que traverse le secteur, "ce ne sont pas les quotas".

#### La préférence communautaire

Le président a réaffirmé qu'il se battra pour la préférence communautaire, qui, selon lui, est "parfaitement compatible avec l'OMC". "Pourquoi l'Europe ferait-elle preuve d'une naïveté confondante en ouvrant toutes ses frontières sans aucune protection?".

#### La taxe carbone

Nicolas Sarkozy s'est redit favorable à l'imposition d'"une taxe carbone aux frontières".

#### Commentaire.

Cet article ne dit pas qu'il a été copieusement sifflé lors de sa visite au Salon de l'agriculture samedi. Il s'était pointé très tôt, 8h30 du matin en espérant peut-être y trouver peu d'opposants à sa politique, pas de bol, les agriculteurs sont habitués à se lever à l'aurore !

Il se fout littéralement du monde en disant qu'il va "promouvoir une véritable régulation des marchés de matières premières agricoles", lorsque l'on constate quotidiennement qu'absolument rien n'a changé en matière de régulation financière ou de contrôle des marchés depuis que la crise a éclaté.

Les "aides" qu'il a promises aux agriculteurs, en dehors des exonérations de cotisations sociales des journaliers que l'Etat versera aux organismes sociaux avec nos impôts, consistent en réalité en prêts supplémentaires, alors que la plupart des agriculteurs sont endettés jusqu'aux dents.

Comme avec les syndicats ouvriers, il leur a sorti la tarte à la crème du "partage de la valeur ajoutée" auquel personne ne croit sérieusement.

Parole, parole, parole...

Un journaliste a écrit que le Sarkozy omniprésent du début de mandat était devenu transparent et incapable de proposer autre chose que du vent, c'est l'exercice auquel il s'est livré samedi, en dehors d'aides à coup de millions d'euros qui profiteront principalement aux riches propriétaires terriens liés à l'industrie agro-alimentaire.

---

### ... et les cocus du Grenelle de l'environnement.

#### AP - 06.03

Nicolas Sarkozy a clairement pris position samedi en faveur des agriculteurs aux dépens des écologistes lors de la "table ronde" qui concluait sa visite au Salon de l'agriculture.

Les questions d'environnement, "ça commence à bien faire", a lancé le président de la République au cours de cette rencontre avec les syndicats agricoles, laissant présager une inflexion des mesures du Grenelle de l'environnement dans le domaine de l'agriculture.

"Je crois à une agriculture durable (...) et je ne renoncerai pas à l'ambition de mettre la France au premier plan des pays qui construiront une économie durable et une agriculture durable", a-t-il assuré, relevant que, "d'ailleurs, les agriculteurs seraient les premières victimes des pesticides".

Cependant, "il faut que nous changions notre méthode de mise en oeuvre des mesures environnementales en agriculture", a-t-il ajouté, en dénonçant avec force "les distorsions de concurrence à l'intérieur de l'Europe".

"Je souhaite qu'on montre l'exemple mais qu'on avance en regardant ce que font les autres, parce que sinon, il n'y aura plus d'éleveurs de porcs bientôt chez nous", a souligné le chef de l'Etat, qui a demandé aux ministres Bruno Le Maire (Agriculture) et Jean-Louis Borloo (Ecologie) de tenir "dès la semaine prochaine, un premier groupe de travail autour d'une nouvelle méthode d'analyse des mesures environnementales en agriculture".

"Il faut que ça change", a-t-il insisté, précisant que cette nouvelle méthode s'articulerait autour de trois axes: une analyse comparée avec ce qui se fait chez les partenaires européens de la France, une étude d'impact économique et social sur les filières françaises et un chiffrage du bénéfice attendu.

Commentaire.

L'intérêt de Sarkozy pour l'environnement n'était qu'une imposture, une de plus.

Nous le savions depuis le premier jour, car nous savions que Sarkozy était aussi le candidat des grands propriétaires terriens et de multinationales de l'agro-alimentaire au même titre que l'UE est leur parlement, et que tout doit être sacrifié pour leur permettre de continuer de s'enrichir, quite à pourrir littéralement notre environnement et produire des aliments à la limite du comestible, bourrés d'antibiotiques ou de produits chimiques en tous genres, quite à épuiser les sols, polluer tout ce qui peut l'être, pendant que l'agriculture et l'élevage traditionnels sont en train de disparaître.

---

### Le député-maire de Dunkerque ne croit pas au projet de terminal méthanier d'EDF et Total. (07.03)

#### lemonde.fr et AFP - 06.03

Le terminal méthanier d'EDF et Total, Michel Delebarre, le député-maire (PS) de Dunkerque n'y croit pas une seconde.'En présentant l'investissement de Total dans un futur terminal méthanier à Dunkerque comme l'une des principales contreparties à la fermeture possible de la raffinerie des Flandres à Dunkerque, le gouvernement et le groupe Total veulent tromper l'opinion publique', affirme Michel Delebarre dans un communiqué, déplorant également une 'campagne de désinformation' à ce sujet.

Le projet est, selon l'élu, élaboré et défendu depuis 'plus de deux ans' par EDF, le port de Dunkerque et les responsables locaux et une décision définitive devait être prise 'très rapidement, indépendamment de l'avenir de la raffinerie des Flandres'. En outre, ce terminal créerait 'moins de 100 emplois' permanents, selon Michel Delebarre, alors que la raffinerie de Dunkerque emploie 380 salariés et plus de 400 personnes chez les sous-traitants. Le député nordiste s'interroge par ailleurs sur l'avenir immédiat des employés du site, le terminal méthanier ne pouvant être mis en fonctionnement avant quatre ans.

Il réclame le maintien en activité de la raffinerie de Dunkerque jusqu'à la mise en service effective du terminal. 'Total n'a toujours pas annoncé ce qu'était le véritable projet industriel pour sauver les emplois directs et indirects sur le site de Dunkerque en cas de fermeture de la raffinerie', regrette Michel Delebarre, qui s'inquiète aussi du développement de l'agglomération dunkerquoise. Des propositions du groupe pour l'avenir de la raffinerie doivent être annoncées lundi à Paris lors d'un comité central d'entreprise (CCE). Les employés du site, à l'arrêt depuis septembre, sont en grève depuis le 12 janvier.

---

## **Total, le projet annoncé par la direction est inacceptable ! (08.03)**

**lepoint.fr, 20minutes.fr et Reuters 07 et 08.03**

Total a confirmé lundi matin son intention de participer au projet de terminal méthanier d'EDF à Dunkerque.

Le décision d'engagement de construire le terminal sera prise avant l'été 2010 pour une mise en service en 2014, selon le communiqué qui précise bien que le projet reste "conditionné à l'obtention des autorisations administratives". En phase d'exploitation, le projet devrait créer "au moins une cinquantaine d'emplois directs" et 150 emplois indirects, selon Total.

La CGT et Sud de Total jugent bien maigre cette compensation à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque qui compte 370 emplois directs. "S'ils veulent éviter la guerre, ils n'ont pas intérêt à nous annoncer ça", tempête Philippe Wullens (Sud). La CFDT, plus modérée, a souligné le bénéfice pour la région de Dunkerque en termes d'aménagement du territoire, mais a estimé que le projet n'était "pas énorme".

Hier après-midi, le ras-le-bol des grévistes était palpable. « Ce n'est pas un projet de substitution, dénonçait un salarié présent au piquet de grève. Mais comme ça, ils font croire aux gens qu'ils proposent quelque chose de concret. »

Pour sa part, le député-maire PS de Dunkerque Michel Delebarre a accusé le gouvernement et Total de "tromper" la population avec ce projet préparé depuis deux ans.

Commentaire.

Cela ressemble à un scénario écrit d'avance, puisque ce projet était dans les tiroirs depuis deux ans, selon les syndicats.

Si lors de la réunion du comité central d'entreprise de Total à La Défense cet après-midi, la direction n'a rien d'autre à proposer, il faut appeler immédiatement à la grève illimitée de toutes les raffineries en France jusqu'à la réouverture de la raffinerie de Dunkerque.

Complément du 09.03.

La direction n'a rien annoncé de nouveau, la CGT envisage d'appeler les autres raffineries à la grève. Lire les deux articles de presse sur le déroulement de la journée d'hier dans la rubrique Info sociale. (A suivre)

---

## **Fin de négociations longues et houleuses des salariés de Siemens VAI MT. (09.03)**

**AP - 08.03**

Les salariés et la direction de Siemens VAI MT ont mis fin lundi soir à plus de six mois de négociations sur le projet de restructuration de cette entreprise de 600 salariés, basée à Saint-Chamond (Loire).

Les représentants des salariés ont déclaré avoir rendu "des avis négatifs sur le plan industriel et sur le plan social", qui leur ont été présentés par la direction de cette entreprise d'ingénierie sidérurgique.

Ils ont donc accepté, lundi en fin d'après-midi, de mettre un terme à l'interminable négociation (débutée en septembre 2009) qui se déroulait, une nouvelle fois, à l'Hôtel-de-Ville de Saint-Chamond, à la demande de leur président Bernhard Fonseca.

Ce dernier craignait d'être retenu dans les locaux de l'entreprise, comme l'avaient été pendant 26 heures, une semaine auparavant, deux de ses adjoints (la directrice des ressources humaines et le directeur administratif et financier), à l'occasion d'une réunion du comité central d'entreprise "à laquelle le PDG s'était dérobé", selon l'intersyndicale.

Lundi, M. Fonseca a finalement accepté que l'indemnité extra-légale bénéficie à l'ensemble des salariés licenciés, y compris ceux qui refuseraient une mutation à Montbrison (Loire), où doivent être regroupées les activités, après la fermeture du site de Saint-Chamond, en septembre 2011.

La direction de Siemens VAI MT a en revanche refusé de fixer cette indemnité de 25.000 à 45.000 euros, selon les cas, comme elle s'y était pourtant engagée mercredi dernier. Son montant sera compris entre 15.000 et 35.000 euros. Toutefois, elle pourra être augmentée de 10.000 euros dans le cadre de transactions individuelles pour les salariés qui renonceraient par écrit à tout recours en justice à l'égard de leur ex-employeur.

A l'issue des négociations, en fin d'après-midi, le président Bernhard Fonseca, sous les huées des salariés, s'est engouffré dans son véhicule, sous la protection de ses gardes du corps, dont il ne se sépare plus depuis plusieurs mois.

Lundi soir, la direction du groupe allemand a, de son côté, déclaré ne pas avoir "commis de déloyauté quant au montant des indemnités supra-légales sur lequel elle s'était engagée mercredi dernier, contrairement aux déclarations des représentants du personnel".

"Il était prévu depuis le début qu'une partie (ndlr: 10.000 euros) de cette somme était de nature transactionnelle", c'est-à-dire versée en échange d'un engagement écrit du salarié licencié à ne pas assigner en justice son ex-employeur, a affirmé une porte-parole de Siemens.

Jean-Jacques Servanton, membre de l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, a commenté avec amertume ce résultat: "nous avons obtenu des améliorations concernant le nombre d'emplois conservés, qui atteint 380 sur un total de 600. L'accompagnement social a été amélioré mais, au plan industriel, nous sommes très inquiets sur le devenir de notre entreprise, à qui Siemens retire une partie de ses activités, pour les transférer en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne et en Chine".

Les salariés s'apprêtaient à reprendre le travail mardi matin. La majorité d'entre eux s'étaient mis en grève lundi matin dans la Loire, dénonçant la remise en cause par leur direction d'une partie des accords conclus mercredi dernier.

---

## **Total : la direction confirme l'arrêt du raffinage à Dunkerque. (09.03)**

### **AP - 08.03**

La direction de Total a confirmé, lundi lors d'un comité central d'entreprise, l'arrêt des activités de raffinage à Dunkerque (Nord). Le groupe promet de reclasser tous les salariés de la raffinerie, dont plus des deux tiers localement, via la création de deux centres -l'un de formation, l'autre technique-, la reconversion du site en dépôt pétrolier et l'exploitation avec EDF d'un terminal méthanier dont la mise en service est prévue en 2014.

Cette raffinerie, située à Mardyck, tout près de Dunkerque, compte 370 salariés, selon la direction, près de 800 en comptant les sous-traitants, selon les syndicats. C'est la seule, sur les six du groupe Total en France, concernée par une telle reconversion.

L'annonce a été accueillie avec colère par quelque 300 salariés présents devant le siège de Total à La Défense (Hauts-de-Seine) qui exigent depuis plusieurs mois le redémarrage de la raffinerie. Plusieurs dizaines d'entre eux ont brisé des vitres et envahi le hall de la tour Total avant d'en être chassés à coups de gaz lacrymogène par les gendarmes mobiles.

Une assemblée générale est prévue à la raffinerie mardi, tandis que la CGT réunira l'ensemble de ses syndicats du pétrole au siège de la confédération à Montreuil (Seine-Saint-Denis) le même jour. Une intersyndicale pour l'ensemble du groupe Total devrait avoir lieu mercredi, selon les syndicats.

Ces derniers ont déjà décidé de porter la situation de la raffinerie des Flandres en justice. Deux référés devraient être déposés, selon la CGT, l'un pour obtenir le redémarrage de l'activité, l'autre pour "délit d'entrave", la direction ayant mis le site à l'arrêt depuis septembre 2009 avant de réunir le CE.

Le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, a dit dans un communiqué considérer le projet présenté par Total comme "une base de départ pour le maintien de l'emploi et du site industriel". Il a toutefois demandé à la direction de "formuler rapidement des propositions complémentaires précises", notamment pour la situation des emplois sous-traitants.

Le PS dénonce pour sa part un "projet inacceptable", estimant que Total est "loin de proposer un véritable projet de substitution pour le site de Dunkerque". "Que vont devenir les entreprises sous-traitantes?", s'interroge le parti à la rose dans un communiqué.

Lors du CCE lundi matin, la direction a confirmé la création d'un "centre d'assistance technique aux opérations de raffinage", qui emploiera 180 personnes.

Un "centre de formation aux métiers techniques du raffinage" va être également créé avec, à la clé, 25 postes. Par ailleurs, la raffinerie elle-même va être transformée en dépôt logistique qui emploiera 15 personnes. "Vingt emplois seraient également à pourvoir dans les fonctions administratives de gestion de l'établissement", a précisé la direction dans un communiqué.



Le groupe Total a d'autre part confirmé sa participation, au côté d'EDF, à un projet de terminal méthanier qui serait mis en service en 2014. Selon la direction, le projet mobiliserait "jusqu'à 1.200 personnes pendant la construction". Une fois exploité, ce terminal permettrait d'employer une cinquantaine de personnes, des postes "auxquels devraient s'ajouter quelque 150 emplois indirects", assure Total.

Il n'y aura "aucun licenciement" et un "emploi chez Total est garanti à chaque salarié concerné", a assuré la direction dans son communiqué.

Elle a également confirmé son engagement, pris lors de la grève illimitée qui avait touché les six raffineries du groupe durant une semaine en février, de "ne procéder à aucune fermeture, ni cession de ses raffineries françaises au cours des cinq prochaines années, au-delà de l'évolution de l'établissement des Flandres".

"Une école de formation, ce n'est pas un projet industriel, pas plus qu'un terminal méthanier qui emploiera 50 personnes", a déclaré le délégué du syndicat Sud-Chimie de la raffinerie des Flandres, Philippe Wullens.

"On veut le redémarrage du site. On a l'impression d'être mené en bateau. Ce qu'on veut c'est travailler, raffiner", a déclaré Rémi, 28 ans, salarié à la raffinerie des Flandres depuis neuf ans, et venu manifester à La Défense, lundi.

Quant à un reclassement dans une autre raffinerie du groupe, "si c'est pour qu'elle ferme dans cinq ans", a-t-il dit, avant d'ajouter: "ma vie, je l'ai construite à Dunkerque. On vient d'acheter une maison, et un bébé arrive dans deux mois".

---

## **Les annonces de Total ne calment pas les salariés des raffineries. (09.03)**

### **Libération.fr et AFP - 08.03**

«Les annonces de Total, c'est zéro.» Thierry Dufresne résume le sentiment des centaines de salariés de Dunkerque et d'autres raffineries, venus manifester devant les tours de Total de La Défense (Hauts-de-Seine) alors que s'y déroule un comité central d'entreprise. «Tout ce qu'ils proposent, c'est une plateforme technique avec environ 200 emplois», ajoute ce syndicaliste CGT membre du comité central d'entreprise, qui se tenait dans la matinée.

Pourtant, au pied des bureaux de Total à La Défense, l'amertume a envahi les salariés partis en cars de Dunkerque au petit matin, ainsi que leurs collègues venus d'autres sites.

«C'est très difficile depuis septembre (date d'arrêt provisoire de la raffinerie de Dunkerque, ndlr), témoigne David, 32 ans, en charge de la sécurité des installations. Tout ce qu'on veut, c'est bosser et on a encore des moyens de pression pour les faire plier», ajoute-t-il, alors que les salariés nordistes sont en grève depuis deux mois.

«L'école de formation, on nous a déjà dit ça le 1er février, mais on est pas des formateurs nous, on est des raffineurs, s'exclame Joël, chez Total depuis vingt-sept ans. Et le centre technique, cela veut dire passer 70% de notre temps en déplacement, loin de nos familles. On ne veut pas de ça.»

Son collègue Vincent se dit, lui, «très en colère». Quelques minutes plus tôt, les manifestants sont allés du siège de l'activité raffinage à une autre tour abritant le siège de l'ensemble du groupe, distant de quelques centaines de mètres.

Les salariés ont voulu entrer dans le hall et se sont fait refouler par les gaz lacrymogènes des gendarmes. Quelques vitres ont été brisées.

---

## **Sarkozy : la rupture, jusqu'au cégétisme? (09.03)**

### **Slate.fr - 07.03**

L'alliance entre le président de la République et Bernard Thibault est flagrante.

Relisez toute l'histoire du début du quinquennat et vous verrez en permanence affleurer la trame d'une alliance objective passée entre Nicolas Sarkozy, le président de la République, et Bernard Thibault, le secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT). La pitoyable affaire Total, la nomination d'Henri Proglio (le candidat de la CGT) à la tête d'EDF, la réforme des régimes spéciaux de retraite réalisée avec de très avantageux accommodements cédés aux bastions de la CGT, le changement de la représentation syndicale qui favorise les organisations les plus grosses, donc la CGT: la liste des gages donnés est longue. La nostalgie de l'enfance

Il y a beaucoup de raisons de fond qui soutiennent cette hypothèse. Les réflexes idéologiques d'abord. Nicolas Sarkozy donne souvent des signes d'une nostalgie de son enfance sur tout sujet, mais notamment sur l'idée du gaullisme. Son conseiller Henri Guaino vante le

programme gaullo-communiste du Conseil national de la Résistance, et une lecture de la politique du Général consiste, en effet, à souligner l'«alliance» conclue entre lui et le PCF (dont la CGT était le bras) pour repousser les socialistes et autres «représentants de la IVe». Une politique couronnée de succès jusqu'à l'arrivée de Giscard en 1974. Nicolas Sarkozy chausserait aujourd'hui les bottes du grand homme.

Le besoin politique ensuite. Ayant fait campagne sur un programme de «rupture» qui insiste sur l'adaptation de la France à la compétition mondialisée, il provoque, sitôt élu en mai 2007, une levée de boucliers des syndicats, qui veulent faire barrage «au passage en force». Son autre conseiller proche, Raymond Soubie, a précisément pour fonction de déminer l'avancée des réformes en les négociant largement et directement avec les partenaires sociaux. Pourquoi avec la CGT plutôt qu'avec la CFDT, le partenaire précédent du pouvoir de gauche ou de droite? A cause d'une réelle attraction de fond: le «travailler plus pour gagner plus» est naturellement plus proche de la CGT que de la CFDT.

Cette grande alliance Sarkozy-Thibault est évidemment ni officielle (surtout pas) ni permanente, elle a ses heurts nombreux. Mais elle s'ancre dans la durée car elle est légitime. On l'a vu dans la crise, au cours de laquelle les concessions faites par le gouvernement, il y a un an, en faveur des chômeurs et des démunis ont déminé le terrain social devenu très dangereux. Le dialogue a permis d'éviter des embrasements et, sur le terrain, les SUD et autres représentants de l'extrême gauche ont été repoussés des usines occupées. L'anticapitalisme ne donne pas du travail, la CGT et la CFDT, en position de négociation, si. La crise de 2009 aura été une sorte de 1995 à l'envers, une défaite des thèses de la lutte radicale et la victoire du réformisme. La logique sarkozyenne est de favoriser le réformisme au sein de la CGT, il n'est pas sans y parvenir. C'est, pour la France, à mettre à son crédit. Il ménage au lieu de bousculer

Reste que cette politique néo-gaullienne présente deux gros désavantages. Le premier est son rapport qualité-coût. La réforme des régimes spéciaux de retraite, c'est maintenant établi, est passée, mais elle est ruineuse pour l'Etat tant les concessions ont été trop nombreuses. Il faudra revenir dessus. Non sans grande difficulté, car la CGT se dira légitimement «flouée». A EDF, on peut se demander si le coût du «deal» avec Veolia n'est pas le maintien en place de la quasi-cogestion avec la CGT.

Le deuxième désavantage est encore plus lourd. Le choix fait de moderniser la France avec le premier des syndicats, et non pas contre, relève d'une tactique légitime, mais elle éclaire aussi un certain type de modernisation que veut engager Nicolas Sarkozy. La CGT occupe des bastions que le président doit forcément ménager quand il faudrait les bousculer. Les raffineries de Total en sont un exemple très malheureux. La campagne pour les régionales ne justifiait pas que la CGT soit défendue sur une ligne aussi archaïque de sauvetage de raffineries surcapacitaires et déficitaires. Sauf à penser que le président est, plus encore qu'on ne le dit ici, d'accord au fond avec la CGT sur l'avenir industriel du pays. Ce serait alors très inquiétant. L'alliance Sarkozy-Thibault ne serait alors pas modernisante mais rétrogradante.

Commentaire.

Que cet adepte du capital financier se rassure, Sarkozy et Thibault font ce qu'ils peuvent pour satisfaire les besoins des banquiers et des multinationales. Il ne comprend pas qu'au-delà des intérêts communs de ces deux représentants du capital qui s'entendent comme larrons en foire, il y a... la lutte des classes, ou plutôt il ne nie en prenant ses désirs pour la réalité !

---

## **Manifestation du monde judiciaire français à Paris. (10.03)**

### **Reuters - 09.03**

Des milliers de magistrats avocats, gardiens de prison et autres personnels de justice ont manifesté mardi en France pour demander l'abandon d'un projet de réforme de la procédure pénale et réclamer davantage de moyens.

A l'appel d'une vingtaine d'organisations, le cortège parisien - 2.300 personnes selon la police, le double selon les organisateurs - a défilé du tribunal de Paris au ministère de la Justice en scandant : "La justice au pas, on n'en veut pas."

Des manifestations de plus faible ampleur ont été organisées dans plusieurs villes de province, comme à Toulouse ou à Lyon. Le fonctionnement des tribunaux a été souvent perturbé avec des renvois d'audience.

Cette mobilisation est relativement importante dans un univers judiciaire comptant 8.000 magistrats et 40.000 avocats.

Les participants entendaient demander notamment le retrait de l'avant-projet de réforme de la procédure pénale.

Présenté la semaine dernière, il est vu comme une mise sous tutelle du système en raison de l'idée de supprimer le juge d'instruction et de modifier dans un sens restrictif les règles de prescription des délits financiers.

Les gardiens de prison mettent aussi en cause la politique consistant à fermer de petites prisons pour en faire construire de plus vastes confiées au secteur privé.

Les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, chargés du suivi des jeunes délinquants, mettent quant à eux en cause la baisse

des crédits.

Des figures de la magistrature ont participé au cortège parisien, comme les juges d'instruction Marc Trévidic, Gilbert Thiel, Marie-Odile Bertella-Geffroy, Renaud Van Ruymbeke ou Isabelle Prévost-Desprez, présidente de chambre correctionnelle à Nanterre (Hauts-de-Seine).

## UNE CIRCULAIRE DU MINISTÈRE

Avocats et magistrats en robe rouges avec parements d'hermine, gardiens de prison avec des drapeaux de la CGT et éducateurs ont repris en coeur des slogans comme "Assis, debout, mais pas couchés", ou "A ceux qui veulent enterrer les affaires, la justice répond qu'on ne les laissera pas faire".

Le juge Marc Trévidic, président de l'Association française des magistrats instructeurs (AFMI), a déclaré qu'il entendait envoyer un message au pouvoir politique.

"J'espère que cela aura une efficacité, pour faire comprendre à pas mal de gens qu'on va pas se laisser faire", a-t-il dit à des journalistes.

Renaud Van Ruymbeke estime que le projet de réforme de procédure part de mauvaises intentions.

"Il y a une volonté politique de reprendre en mains les enquêtes menées par des juges d'instruction indépendants en les mettant sous la coupe du parquet qui, lui, n'est pas indépendant", a-t-il dit à Reuters.

La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie, qui a reçu une délégation de représentants des manifestants, a estimé que la réforme de la procédure pénale était une nécessité.

"Aujourd'hui, tout est fait pour que sa mise en oeuvre se passe dans les meilleures conditions possibles pour les magistrats, les personnels et les justiciables", peut-on lire dans un communiqué où elle affirme que la réforme donne davantage de droits aux victimes.

"Les mesures retenues assurent qu'aucune affaire ne puisse être étouffée", ajoute la ministre, qui assure que la réforme sera menée en étroite concertation avec tous les acteurs.

Le ministère a diffusé la veille de la manifestation une circulaire à la hiérarchie des tribunaux, rendue publique par les syndicats, où il est rappelé que les magistrats n'ont pas le droit de grève ou même celui de perturber les tribunaux.

Y est clairement brandie la menace de sanctions disciplinaires : "La participation d'un magistrat à une telle action est susceptible de constituer un manquement grave aux devoirs de son état", lit-on. Le ministère demande qu'un signalement des actions de protestation lui soit transmis.

Mardi, la ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie avait annoncé par la même voie avoir obtenu le dégel de 30 millions d'euros de crédits de fonctionnement.

De nombreuses juridictions sont en effet depuis plusieurs mois dans l'incapacité de payer leurs frais.

La justice française a fonctionné en 2009 avec 6,6 milliards d'euros (2,5% du budget de l'Etat). Le Conseil de l'Europe classe la France au 35e rang sur 43 pour son effort financier en faveur de la justice.

---

## **Suspension du conflit des éboueurs à Marseille. (10.03)**

### **Reuters - 09.03**

Dans l'attente d'une réunion de conciliation mercredi, les éboueurs marseillais ont décidé de libérer l'accès de l'un des deux centres de transfert des déchets qu'ils bloquaient, apprend-on de source syndicale.

Les éboueurs de la société ISS Environnement, en grève depuis samedi, assurent la collecte des déchets du 11e arrondissement de la ville.

Ils protestent contre le redécoupage du futur marché public qui donnera 20% de leur zone au service public.

"Les salariés en grève ont décidé de suspendre le blocus du centre de transfert des déchets nord et de maintenir le blocage du centre de transfert sud", a déclaré mardi à Reuters Bernard Pizzo, délégué FO de l'entreprise.

La suspension du blocus devrait permettre aux bennes des autres sociétés de nettoyage et à celles du service public de reprendre la collecte des tonnes d'ordures qui se sont accumulées dans les rues de Marseille depuis samedi.

Les grévistes craignent une baisse d'activité et une diminution du personnel, ce que dément la communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM) en charge du dossier du ramassage des ordures.

Le préfet de région a accepté mardi de tenir une réunion de conciliation entre la communauté urbaine, la ville de Marseille, et les représentants des salariés d'ISS.

"Alors que les Marseillais sont une fois de plus pris en otage par un conflit social, il est important que le dialogue soit rétabli entre les syndicats et la communauté urbaine", a déclaré pour sa part Jean-Claude Gaudin, le maire de Marseille.

---

## **Les kinésithérapeutes manifestent à Paris. (10.03)**

**AP - 09.03**

Plusieurs milliers de kinésithérapeutes (1.100 selon la police, 2.000 selon les syndicats) ont manifesté mardi à Paris pour exiger la reconnaissance de leur diplôme au niveau master ou encore la prise en charge du financement de leur formation.

Les manifestants, qui répondaient à l'appel de trois organisations (FNEK, étudiants en kinésithérapie, FFMKR et UNSMKL) ont défilé de la gare Montparnasse jusqu'aux abords du ministère de la Santé mardi après-midi.

Ils réclament un "diplôme d'Etat en cinq ans accolé à un grade de master", la "prise en charge de la formation par l'Etat", ou encore "l'intégration universitaire" de leurs instituts de formation.

---

## **Malaise chez les salariés d'Emmaüs. (10.03)**

**lefigaro.fr - 09.03**

Malaise chez Emmaüs. La fondation créée par l'Abbé Pierre, qui a récemment fêté ses soixante ans, endure actuellement un conflit social inédit. C'est une centaine de salariés, éducateurs, assistantes sociales ou permanents, qui ont manifesté mardi devant le siège parisien de l'association, pour de meilleures conditions de travail, des revalorisations de salaires ainsi que davantage de reconnaissance de la part de leur direction.

«C'est un ras-le-bol général» explique la déléguée syndicale CGT Latifa Abed. «La direction nous parle désormais plus d'objectifs chiffrés que des gens que nous accueillons», déplore-t-elle. «Et c'est face à du mépris et un peu de compassion que nous nous sommes trouvés» lors des dernières séances de négociation, reproche-t-elle encore.

La direction, qui affirme comprendre «le malaise profond de ses salariés», espère de son côté parvenir à un accord mercredi matin avec les syndicats. «Pour les salaires, compte tenu du fait que ce sont les pouvoirs publics qui fixent notre tarification, notre marge de manœuvre est cependant très restreinte» explique Didier Cusserne, délégué général d'Emmaüs. Seules options dès lors à la disposition de l'association, précise-t-il : permettre aux salariés de grimper plus facilement l'échelon hiérarchique, ou solliciter l'Etat pour qu'il dégage les fonds nécessaires à l'augmentation des plus bas salaires.

Mais avant tout, Didier Cusserne souligne que se fait sentir chez Emmaüs la crise sociale qu'endurent actuellement en France les plus démunis. «Comme principale structure qui gère l'hébergement d'urgence, nous avons, du fait de la crise, un nombre de plus en plus important de personnes à accueillir. Nous sommes le bout de la chaîne, et nos salariés le ressentent» explique-t-il. Pour faire face aux besoins accrus d'hébergement des sans-abris (ce sont 10 à 15% de demandes supplémentaires qu'Emmaüs a dû satisfaire cette année), l'association, qui gère 60 centres en Ile-de-France, est passée de 300 à 500 salariés en deux ans. Un changement complet d'organisation, explique Didier Cusserne.

D'autant plus que le gouvernement incite dorénavant les centres d'hébergement à ne plus renvoyer les SDF chaque matin dans la rue. «Cette nouvelle politique a profondément changé notre façon de travailler. Nous devons davantage accompagner les personnes que nous hébergeons. Nos centres doivent par ailleurs être ouverts jour et nuit, quand la plupart n'étaient ouverts que la nuit», explique-t-il. La forte croissance de l'association implique aussi que le dialogue soit aujourd'hui à reconstruire.

---

## **Philips: la direction relance l'information du comité d'entreprise sur l'usine de Dreux. (10.03)**

### AP - 09.03

Les syndicats et la direction de Philips se sont réunis mardi en comité central d'entreprise (CCE) pour relancer la procédure d'information-consultation concernant le projet de fermeture de l'usine de Dreux (Eure-et-Loire), a-t-on appris auprès de la direction.

Les syndicats ont demandé la désignation d'experts, conformément à ce qu'avait annoncé FO dès mardi, ce qui va prolonger la procédure de plusieurs semaines.

Dans un communiqué, la direction confirme, notamment, la tenue de ce CCE "extraordinaire" qui a "permis de présenter aux partenaires sociaux les éléments d'information complémentaires", sur ce projet de fermeture" initié en octobre 2009. D'autres réunions sont prévues et notamment un comité d'entreprise sur le site de Dreux mercredi.

---

## Des retraités ou des étudiants pour remplacer les enseignants. (10.03)

### AP - 09.03

Des jeunes retraités et des étudiants pourraient être sollicités pour remplacer les enseignants absents, annonce le ministre de l'Education nationale Luc Chatel dans un entretien publié mardi par Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Il estime que pour être plus efficace, le système devrait mettre en place un fichier de contractuels associés qui s'ajouterait à celui des professeurs non titulaires.

"Pour mieux pallier les absences de courte durée, chaque rectorat devra constituer un vivier supplémentaire de contractuels associés", explique-t-il.

Il dit penser à "des personnes qui auront déjà été vues par les inspecteurs et dont on sait qu'on pourra les appeler au pied levé, pour un ou trois jours, de jeunes retraités de l'Education nationale, des étudiants qualifiés ou adultes diplômés".

Il précise que ces personnes auront dû bénéficier de stages d'observation avec des professeurs expérimentés.

Cette mesure fait partie d'un plan plus général que le ministre devait présenter ce mardi aux recteurs. Chaque chef d'établissement devra désigner un "pilote" chargé du problème des remplacements, dit-il.

Il estime que 50.000 des 857.000 professeurs sont des remplaçants titulaires et que 10% d'entre eux dans le primaire et 20% dans le secondaire ne sont pas assez utilisés.

Il propose donc de pouvoir affecter ces remplaçants dans d'autres académies que celle à laquelle ils sont en théorie rattachés.

Cette annonce fait suite à plusieurs démarches d'associations de parents d'élèves qui dénoncent la fréquence des absences non remplacées et envisagent en banlieue parisienne notamment de saisir les tribunaux.

---

## Séquestration du nouveau dirigeant de Sullair Europe à Montbrison (Loire). (11.03)

### AP - 10.03

Les salariés de Sullair Europe retiennent depuis mercredi soir le nouveau dirigeant de leur entreprise, à Montbrison (Loire), dans le cadre des négociations sur les conditions de fermeture de cette usine de 112 personnes, a-t-on appris auprès de ces derniers et de la préfecture.

"Nous retenons Yves de Waroquier, qui nous a été présenté ce matin par le président de Sullair Corporation, Henry Brooks, comme le nouveau co-gérant chargé de gérer l'entreprise jusqu'à sa fermeture", a expliqué une salariée de la filiale européenne de Sullair, qui appartient au géant américain United Technologies.

"Nous avons laissé repartir M. Brooks et sa DRH, qui étaient venus à une réunion du comité d'entreprise, accompagnés d'une dizaine de gardes du corps mais nous gardons notre nouveau co-gérant jusqu'à ce que la direction accepte réellement de négocier", précise-t-on de même source.

Le secrétaire du comité d'entreprise, Didier Bouchet, a pour sa part déclaré que "les salariés veulent faire reconnaître leur préjudice à sa juste valeur, car ils vont être licenciés dans un contexte économique difficile, alors que nous gagnons de l'argent et que nous avons un carnet de

commandes plein".

Yves de Waroquier, qui a dirigé l'une des sociétés de Laurence Parisot, l'actuelle présidente du Medef, s'est depuis reconverti dans le "management de transition".

Le 7 janvier 2010, le fabricant américain de compresseurs et d'outils pneumatiques Sullair Corporation a annoncé le projet de fermeture de son usine européenne, qui emploie 112 personnes à Montbrison.

Il s'agit de la troisième séquestration de dirigeants d'entreprises dans la Loire depuis début 2010, après celles qui se sont produites dans deux autres sites de groupes étrangers promis à la fermeture: chez les fabricants suédois de cylindres de laminoirs Akers, fin janvier et dans l'entreprise allemande d'ingénierie sidérurgique Siemens VAI MT début mars.

---

## **Les éboueurs de Marseille votent la poursuite de la grève. (11.03)**

### **Reuters - 11.03**

Les éboueurs de Marseille ont voté la poursuite de la grève qui paralyse depuis samedi la collecte des ordures dans plusieurs quartiers de la ville, a-t-on appris de source syndicale.

Le conflit s'est durci avec le blocage des centres de transfert des déchets par les grévistes qui en interdisent l'accès aux bennes de ramassage.

Une réunion de conciliation en préfecture s'est achevée mercredi soir sur un constat d'échec. Les grévistes estiment ne pas avoir reçu les assurances écrites nécessaires sur le maintien de l'emploi.

"Il faut remettre à plat un cahier des charges complètement caduque", a déclaré Bernard Pizzo, délégué Force ouvrière de l'entreprise. "Il n'y a pas matière à déblocage, on va vers un durcissement du conflit".

"Nous sommes allés jusqu'au bout de ce que nous pouvions juridiquement faire", a pour sa part déclaré le président de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole (MPM), Eugène Caselli.

Les éboueurs de la société ISS Environnement, qui assurent la collecte des déchets du 11<sup>e</sup> arrondissement de la ville, protestent contre le redécoupage du futur marché public qui donnera 20% de leur zone au service public.

---

## **La face cachée de Pôle emploi. (11.03)**

### **20minutes.fr - 10.03**

RECIT - Un ouvrage décortique les dysfonctionnement du nouvel organisme...

Les ratés de la fusion ANPE-Assedic. Dans Confessions d'une taupe à Pôle emploi, qui sort aujourd'hui en librairie, Gaël Guiselin, conseiller empruntant un pseudonyme par peur des représailles, et Aude Rossigneux, journaliste, révèlent les dessous peu glorieux de la nouvelle institution. Celle-ci est accusée d'avoir dégradé les conditions de travail des conseillers, de faire preuve d'une défiance permanente à l'égard des demandeurs d'emploi et même de participer au maquillage des chiffres du chômage. Un récit décapant.

Vous décrivez une fusion ANPE-Assedic réalisée à marche forcée, mais ne pensez-vous pas qu'elle était indispensable?

Anne Rossigneux: L'idée de départ de créer un guichet unique pour les demandeurs d'emploi était excellente, mais cette réforme ne s'est pas construite sur des bases solides. Pour preuve, la majorité des agents ex-ANPE n'ont eu droit qu'à 3 jours de formation sur le métier de l'indemnisation. Et nombre de leurs confrères ex-Assedic ont suivi 6 heures de modules e-learning. Rares sont ceux qui ont bénéficié de complément de formation ensuite.

Selon vous, leur charge de travail a aussi beaucoup augmenté...

Gaël Guiselin : Aujourd'hui, j'ai un portefeuille de 200 demandeurs d'emploi alors que l'objectif du gouvernement tournait autour de 60 par conseiller. Impossible, dans ces conditions, d'assurer un suivi personnalisé.

Vous affirmez que la suspicion à l'égard des demandeurs d'emploi est permanente, c'est-à-dire?

A. R.: On demande par exemple aux agents de contrôler les papiers d'identité des demandeurs, à l'aide d'une lampe à UV. Au cas où ils seraient détenteurs de faux papiers.

Vous accusez aussi les directeurs d'agence de contribuer à la baisse des chiffres du chômage, en favorisant les radiations. Expliquez-nous cela.

G. G.: Pour se faire bien voir de leur hiérarchie, certains veulent montrer que leur portefeuille de demandeurs d'emploi baisse. Ils ne donnent pas directement la consigne aux conseillers de procéder à des radiations, leur démarche est plus insidieuse. Ils leur demandent d'appliquer des mesures pouvant entraîner une radiation. Par exemple, en leur proposant des offres de postes hors de leur champ de compétences de façon à ce qu'ils les refusent. Ou en les convoquant davantage, car ceux qui ne pourront pas venir et oublieront de prévenir pourront être sanctionnés.

Selon vous, le 3949 est toujours inefficace alors que la direction de Pôle emploi affirme que 90% des appels aboutissent...

A. R.: Les demandeurs d'emploi ont du mal à se repérer avec le répondeur vocal et du coup, un tiers des appels atterrissent au mauvais endroit. Plus grave encore, les téléconseillers ont la consigne de limiter la conversation à 6 minutes, ce qui ne permet généralement pas de traiter le fond du dossier.

---

## **Loire: deuxième nuit de séquestration pour le dirigeant de Sullair Europe. (12.03)**

### **AP - 11.03**

Le dirigeant de Sullair Europe Yves de Waroquier s'apprêtait jeudi soir à passer une deuxième nuit consécutive retenu dans l'usine de Montbrison (Loire), dont la fermeture est prévue dans les prochains mois, a-t-on appris de sources concordantes.

Yves de Waroquier est retenu dans une salle de réunion depuis mercredi, aux environs de 18 heures, par la plupart des 112 salariés de la filiale européenne du fabricant américain de compresseurs et d'outils pneumatiques Sullair (groupe United Technologies).

Le personnel, qui se relaie sur place nuit et jour, cherche à obtenir de meilleures conditions de départ dans le cadre de la fermeture de site dans les prochains mois.

"Nous exigeons une indemnité pour préjudice moral de la part de notre direction, car elle a en plus refusé un plan de reprise de l'activité proposé par le management, qui aurait permis de sauvegarder plus des deux-tiers des emplois", explique un délégué syndical.

Après une tentative de médiation infructueuse de l'inspection du travail sur place, jeudi après-midi, trois élus locaux, dont le maire PS de Montbrison, Liliane Faure, ont pris le relais dans la soirée.

La négociation, par leur intermédiaire, entre Yves de Waroquier, 65 ans, un "manager de transition", nommé la veille gérant de la société, et les salariés mobilisés dans cette action pourrait durer jusque tard dans la nuit, pronostique un membre du comité d'entreprise.

"Mes conditions matérielles sont standard pour ce gendre de situation, sauf qu'il fait un peu froid", a confié Yves de Waroquier, qui fut directeur général d'une entreprise présidée par Laurence Parisot, l'actuelle présidente du MEDEF, le syndicat patronal.

Sa remise en liberté et la reprise du travail constituent toutefois "un préalable obligatoire" à la reprise des négociations dans deux semaines, a déclaré Christine Baudelaire, une porte-parole du groupe, qui souligne en outre "un important carnet de commandes en souffrance".

---

## **Crèches: forte mobilisation contre le décret modifiant les conditions d'accueil. (12.03)**

### **AP - 11.03**

Les personnels des crèches se sont massivement mis en grève et ont manifesté dans une trentaine de villes de France, jeudi, pour exiger le retrait d'un décret gouvernemental permettant de diminuer le personnel d'encadrement et d'augmenter dans le même temps le nombre d'enfants accueillis.

A Paris, un cortège a rassemblé 4.500 personnes, selon la police, plus de 10.000 selon le collectif "Pas de bébés à la consigne", regroupement de plusieurs dizaines d'associations et de syndicats à l'origine de ce mouvement. Une délégation a été reçue à Matignon, sans obtenir satisfaction, a-t-on appris de source syndicale.

La grève, avec dépôts de préavis nationaux des syndicats CGT, CFDT, UNSA et FSU, a été massivement suivie, entraînant la fermeture de plusieurs centaines de crèches un peu partout en France.

A titre d'exemples, selon les mairies contactées par l'Associated Press, à Lyon, 34 des 48 crèches municipales étaient fermées, 13 sur 16 à Rennes (les trois autres fonctionnant au quart de leur possibilité), tandis qu'à Paris 139 crèches municipales étaient fermées et 97 "partiellement ouvertes" sur un total de 439. La mairie de Toulouse, de son côté, faisait état de 40% des crèches fermées et 30% en "restriction d'ouverture". A Nantes, sur 24 établissements, seuls sept fonctionnaient normalement, les autres voyant leur service "perturbé", dont un fermé.

Une trentaine de manifestations et rassemblements ont eu lieu un peu partout dans le cadre de cette journée de mobilisation, avec plusieurs centaines de protestataires à Bordeaux, Lyon, Nantes, ou encore Toulouse, selon les syndicats, qui comptaient 50% à 60% de grévistes en moyenne nationale.

A Paris, les manifestants ont défilé jeudi matin des abords du métro Glacière à l'hôtel Matignon. Une délégation a été reçue en milieu de journée par une conseillère technique du Premier ministre François Fillon. "Le décret est maintenu", a déploré Christophe Harnois, porte-parole de l'UNSA Petite-enfance, interrogé par l'Associated Press après la rencontre.

Le collectif devait se réunir jeudi en fin d'après-midi pour décider des suites à donner au mouvement. Une première journée d'action de moindre ampleur avait eu lieu le 17 février.

"La mobilisation va se poursuivre. L'objectif est d'obtenir le retrait du décret et la mobilisation (de jeudi) a montré aussi l'intransigeance de notre côté", a précisé M. Harnois.

Avec le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la proportion minimale de professionnels qualifiés de la petite enfance va être abaissée de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans. En outre, le texte permettrait d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements.

---

## **Tensions et asphyxie au quotidien pour les agents de la CAF. (12.03)**

**20minutes.fr - 11.03**

L'état des lieux que font les acteurs des différentes CAF confirme ce que dénonce le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf)...

Malaise à la CAF. Les 123 Caisses d'Allocations Familiales sont en état d'asphyxie, et risquent même l'«implosion», si l'on en croit Jean-Louis Deroussen. Mais le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) n'est pas le seul à dénoncer les difficultés auxquelles doivent faire face les agents sur le terrain. Ces derniers en font même un état des lieux encore plus alarmant.

«Je travaille à la CAF depuis 1966 et je n'ai jamais vu un bazar pareil, et pourtant on en a connu des situations difficiles. Il y a une inadéquation totale entre la charge de travail et les effectifs», raconte Jean-Claude Chériki, secrétaire général FO-organismes sociaux. Un déséquilibre qui ne date pas d'hier: «Ca fait trois ans que la situation se dégrade et que tous les syndicats demandent une hausse des effectifs», sans être entendus. Yannis, secrétaire de section CFTC à la CAF des Bouches-du-Rhône confirme: «L'an dernier, en mars, nous avons fait grève une semaine pour obtenir que les départs à la retraite soient remplacés. On avait obtenu gain de cause mais avec la crise et les économies exigées par l'Etat, l'engagement n'a pas été tenu.»

Afflux constant de demandes

Certes, 1.200 personnes ont été embauchées lors de la mise en place du Revenu de solidarité active (RSA), et la Cnaf recrute actuellement 400 CDD supplémentaires, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan: Jean-Louis Deroussen estime qu'il faudrait «1.000 personnes de plus sur six mois». Car de nouvelles missions vont échoir à la CAF: déclaration trimestrielle de ressources des bénéficiaires de l'AAH, RSA jeune, extension du RSA dans les DOM, gestion de l'accès à la CMU, et mise en place des actions de prévention des expulsions locatives.

Mais, même sans compter ces nouvelles tâches, l'afflux constant de dossiers empêche les CAF de remplir leurs obligations de service: appels téléphoniques, demandes de minima sociaux et courrier ne sont pas traités, et le retard s'accumule. «En janvier 2009, on avait 69,90% des appels aboutis, c'est à dire que l'allocataire avait quelqu'un au bout du fil. En janvier 2010 on est tombé à 40,50%. Et, au niveau des pièces à traiter, le dernier chiffre de la direction, qui date de ce jeudi matin, s'élève à 197.000 à la CAF 93», indique Jean-Claude Chériki. Un retard de 17 jours pour les dossiers prioritaires (dossiers de minima sociaux), mais d'au moins 2 mois et demi pour les autres, selon le syndicaliste.



## Agressivité

Pour les personnels, cette charge de travail ingérable, génère stress et pénibilité. Et, pour les allocataires, c'est l'horreur. «À l'antenne de Saint-Denis La Tour Pleyel on a des fois 200m de queue. L'autre jour, j'ai demandé à un allocataire à quelle heure il était arrivé. Il m'a répondu 4h30!» Une réalité qui agace Jean-Louis Deroussen: «Le temps d'attente au guichet, qui ne doit pas excéder 20 minutes, est à ce jour en moyenne, à Bobigny, de 4 heures!»

Forcément, l'agressivité et les incivilités deviennent monnaie courante. «C'est logique, les gens ont besoin des allocations pour vivre. A Aix-en-Provence, un agent a été giflé, et un autre insulté, alors que ce secteur n'est habituellement pas propice aux incivilités», détaille Yannis. Pourtant, si l'on en croit la CAF des Bouches-du-Rhône, la région serait «moins touchée», aussi bien par les incivilités que par les retards: 92% des dossiers seraient traités en moins de 10 jours sur le secteur, et seulement 50.000 dossiers seraient en stock, le temps de traitement s'élevant à environ 6 jours et demi.

Un rêve pour une majorité d'agents et de directeurs. Ces derniers ayant souvent recours aux heures supplémentaires obligatoires et aux fermetures de caisse pour rattraper le retard, et tenter de baisser le niveau de stress qui pèse sur les épaules de leurs agents. Pour Jean-Louis Deroussen, «ce n'est pas une solution, et cela donne une très mauvaise image du service public. Il nous faut plus de moyens, et ne pas attendre que les choses s'enveniment».

---

## Total Dunkerque: un conciliateur nommé par le préfet. (12.03)

### AP - 11.03

La préfecture du Nord - Pas-de-Calais annonce jeudi avoir nommé Patrick Markey, directeur du travail, comme conciliateur dans le conflit qui oppose la direction de Total aux syndicats de la raffinerie des Flandres, près de Dunkerque. Lire la suite l'article

Il aura pour mission de "favoriser l'aboutissement des prochaines rencontres" entre la direction et les syndicats, explique la préfecture dans son communiqué.

La nomination de Patrick Markey a été entérinée lors d'une table ronde qui s'est tenue mercredi à Dunkerque sur l'avenir du site industriel de la raffinerie des Flandres et l'impact de sa fermeture sur l'économie locale.

Quatre groupes de travail ont été constitués pour préparer la prochaine table ronde qui pourrait se tenir à la mi-avril. Cette réunion portera sur le devenir industriel de la raffinerie et les conséquences de sa fermeture pour le port de Dunkerque et pour les sous-traitants.

---

## Les profs ont défilé pour exprimer leur « exaspération ». (13.03)

### 20minutes.fr - 12.03

C'était une journée de mobilisation pour l'éducation ce vendredi. Huit syndicats sont à l'origine de l'appel à la grève: le Snes-FSU, premier syndicat des collèges et lycées, le Snalc-Csen, Snep-FSU, Snetap-FSU, SNFOLC, CGT Educ'action, Sud Education, et SNCL-FAEN.

Manifestations dans toute la France

Entre 1.100 manifestants selon la police et 10.000 selon les organisateurs ont défilé vendredi à Paris, entre Luxembourg et le ministère de l'Education nationale, pour exprimer leur «exaspération» et demander des postes et des personnels formés. D'autres manifestations ont eu lieu dans plus de 60 villes pour exprimer leur «exaspération» et demander des postes et des personnels formés.

A Paris, les manifestants, essentiellement des professeurs, sont partis peu après 14h15 du métro Luxembourg (5e), en direction des abords du ministère de l'Education nationale (7e) derrière une très large banderole sur laquelle on pouvait lire: «Abrogation des réformes Sarkozy-Chatel, de l'ambition pour tous les jeunes! Des postes et des personnels formés!».

Dans la matinée, entre 1.400 et 3.000 personnes manifestaient déjà à Marseille et 1.300 à 2.500 étaient rassemblées à Lyon. A Sarreguemines (Moselle), ils étaient 800 lycéens à manifester. A Toulouse, les manifestants étaient entre 450 à 500, à Nice entre 350 et 500-1.000. On comptait aussi 200 personnes à Reims (Marne) et une centaine à Metz, Saint-Brieuc et Saint-Malo.

50% d'enseignants en grève selon les syndicats

A la mi-journée, le ministère de l'Education nationale indique que les taux de participation à la grève sont de 15,14% pour les enseignants des

collèges, 8,03% pour les enseignants des lycées professionnels et de 11,70% pour les enseignants des lycées d'enseignement général et technologique. Soit une moyenne pondérée de 12,90% pour les enseignants du second degré.

Des chiffres très différents de ceux fournis par les syndicats. Environ 50% des enseignants étaient en grève, selon la co-secrétaire générale du syndicat Snes-FSU, Frédérique Rolet.

#### Dégradation des conditions de travail

Les organisations syndicales s'insurgent notamment contre les 16.000 suppressions de postes prévues à la rentrée, dans le cadre d'une «politique budgétaire qui dégrade toujours plus les conditions de travail et d'étude et réduit l'offre de formation».

Elles contestent aussi la réforme du lycée, la jugeant conçue pour supprimer des postes et portant en germe une désorganisation des établissements en «imposant une autonomie de gestion de la pénurie».

#### Turbulences et insécurité

Les syndicats s'inquiètent enfin des conditions d'entrée dans le métier des enseignants tout juste recrutés, qui pourront se voir imposer un temps plein dès la rentrée de septembre, ce qui n'a jamais été le cas jusqu'à présent.

De plus, cette journée de mobilisation intervient après les turbulences du début d'année: tensions autour des remplacements d'enseignants, d'une rentrée 2010 difficile avec des suppressions de moyens et du thème de l'insécurité après trois agressions d'élèves dans des établissements du Val-de-Marne cette année.

---

### **Une grève paralyse le port de Rouen. (13.03)**

#### **Reuters - 12.03**

Les grutiers, portiqueurs et agents des services techniques du Grand port maritime de Rouen (Seine-Maritime) ont reconduit jusqu'à lundi la grève commencée jeudi pour obtenir la titularisation des salariés précaires.

"Il n'y a eu aucune activité jeudi, il n'y en aura aucune aujourd'hui et demain parmi les 125 grutiers, portiqueurs, agents de maintenance, des services techniques et administratifs du port", a indiqué vendredi le délégué CGT Stéphane Damiens.

Au service de communication de l'entreprise, on précise qu'un seul navire, un porte-conteneurs, a été dérouté jeudi et qu'un autre pourrait l'être dans les jours qui viennent.

La CGT explique que le mouvement a été déclenché à la suite d'une entrevue avec la direction où a été refusée la titularisation de six personnes embauchées depuis plusieurs mois en contrat à durée déterminée et qu'il ne s'agit donc que d'un "mouvement local".

Les terminaux du port de Rouen traitent majoritairement des cargaisons de vrac et donc moins affectés par des grèves du personnel. Ce conflit intervient alors que la réforme portuaire doit commencer à être effective le 15 avril.

---

### **Loire: fin de la séquestration du patron Sullair Europe. (13.03)**

#### **AP - 12.03**

Les salariés de Sullair Europe ont mis fin vendredi matin à la séquestration de leur directeur exécutif, Yves de Waroquiez, qui avait débuté mercredi soir, a-t-on appris de source syndicale et auprès de l'intéressé.

"Pour débloquer la situation, on a obtenu que la prochaine réunion de négociation avec le comité d'entreprise, qui était prévue dans deux semaines, soit avancée à jeudi prochain", a déclaré Didier Bouchet, secrétaire du CE.

Les salariés présents ont voté à bulletin secret, à la majorité de 68 voix pour, 9 contre et 3 nuls, la fin de la séquestration d'Yves de Waroquier, qui aura duré près d'une quarantaine d'heures, précise-t-on de même source.

Le nouveau patron de Sullair Europe, installé mercredi par Henry Brooks, le président américain de Sullair Corporation, a enfin pu prendre possession de son bureau.

"Je comprends l'émotion et la colère du personnel dans des circonstances où on leur annonce la suppression de 100% des postes de travail, surtout qu'il n'a pas démérité, et je n'éprouve aucune animosité à leur égard, mais Sullair est confronté à une importante surcapacité et à une baisse de la demande des produits qu'il fabrique au niveau mondial", a déclaré vendredi M. de Baroquier, joint par téléphone.

Les salariés ont aussi voté, à une plus faible majorité (51 pour, 13 contre et 1 nul), la reprise du travail, indique le secrétaire du comité d'entreprise.

Toutefois, celle-ci ne sera effective qu'à partir de lundi matin, car après deux jours et deux nuits de mobilisation, il aurait été dangereux que le personnel reprenne le travail dans un état de fatigue parfois avancé.

Ce déblocage de la situation a été facilité par l'intervention sur place jeudi de l'inspection du travail puis, jusque tard dans la nuit, de trois élus locaux, dont le maire de Montbrison et le président de l'agglomération Loire-Foréz, qui ont servi de médiateur entre les parties.

Confronté au projet de fermeture, selon eux "sans réelle justification économique", de leur usine dans les prochains mois, les 112 salariés de cette usine de fabrication de compresseurs et d'outils pneumatiques, exigent à ce titre une "indemnité pour préjudice moral".

---

## **Fin de conflit dans une usine papetière de Dordogne. (14.03)**

### **Reuters - 13.03**

Après neuf jours de grève au cours desquels deux dirigeants ont été séquestrés durant 18 heures, salariés et direction des Papeteries du Condat de Lardin-Saint-Lazare, en Dordogne, ont trouvé un accord vendredi, apprend-on de source syndicale.

"Nous avons obtenu une augmentation de salaire de 2% dont 1% en janvier et 1% en juillet et l'embauche d'une dizaine d'intérimaires", a dit à Reuters Bernard Normand, délégué CGT de la papeterie.

Jusqu'à-là, la direction avait seulement proposé 1% d'augmentation contre la suppression de trois jours de congés, ce que les salariés avaient jugé inacceptable alors que les salaires sont bloqués depuis cinq ans et que "l'entreprise a réalisé un bénéfice de 11 millions d'euros en 2009", selon Bernard Normand.

L'usine était à l'arrêt depuis le 3 mars, 90% des 700 salariés de l'usine s'étant mis en grève.

Le directeur et le directeur des ressources humaines avaient été libérés mardi à la mi-journée après avoir été retenus dans un bureau depuis la veille par les salariés en grève en colère d'une forme de "mépris" affichée selon eux par leurs dirigeants.

Condat, filiale du groupe papetier Lecta depuis 1998, est spécialisé dans la fabrication de papier couché pour l'édition et la presse.

---

## **A Grenoble, une association permet aux locataires en difficulté d'éviter l'expulsion. (16.03)**

### **Le Monde - 15.03**

Elle a mis de la couleur. Les murs blancs lui "rappelaient trop l'hôpital". Monique Kauff, dite "Moun", est installée depuis cinq ans dans un logement social grenoblois. Elle aime assez son "petit chez soi" pour avoir patienté deux ans avant d'acheter le papier peint à grosses fleurs dont elle rêvait pour son entrée - le temps qu'il soit en soldes. Et pour ne pas vouloir le quitter.

Débat sur la fin des expulsions de personnes prioritaires

Le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable (DALO) a demandé, vendredi 12 mars, aux pouvoirs publics de mettre fin aux expulsions de personnes prioritaires pour un relogement. "L'Etat déloge alors qu'il doit reloger selon la loi, c'est un scandale qu'on ne peut pas laisser perdurer", a affirmé Paul Bouchet, ancien président d'ATD Quart-Monde et membre du comité. Le sénateur UMP des Yvelines Dominique Braye, également membre, a, quant à lui, dénoncé "un gâchis monumental d'argent public" alors que 18 % des personnes qui recourent au DALO le font au titre de menaces d'expulsions.

Le gouvernement a toujours refusé un moratoire des expulsions. Selon Benoist Apparu, le secrétaire d'Etat au logement, "ce serait un très mauvais signal" envoyé aux "propriétaires publics comme privés".

En décembre 2008, pourtant, un licenciement, une séparation, de gros frais de santé... font basculer cette ancienne employée de banque. Elle rejoint alors les 500 000 ménages français qui cumulent des loyers impayés. Premier pas vers une possible expulsion. En 2008, selon les

derniers chiffres fournis par le ministère de la justice, plus de 105 000 jugements d'expulsion ont été prononcés et plus de 11 000 familles ont été expulsées de leur domicile. Alors que la trêve hivernale s'achève lundi 15 mars, les associations estiment qu'en 2010 ce sont entre 30 000 à 40 000 ménages qui vont être mis dehors, avec ou sans concours de la police.

"Angoissée de se retrouver à la rue", Moun contacte alors son bailleur, la Société dauphinoise pour l'habitat (SDH), l'un des quatre organismes HLM à travailler avec l'association Le Relais Ozanam sur une démarche globale d'accompagnement des locataires en difficulté. "Nous proposons une aide financière qui prend momentanément en charge une partie du loyer ou de la dette financière, explique Nathalie Carlin, responsable du projet. Ce don se fait sous forme de chèque au locataire et à l'ordre du bailleur. Une minoration de quittance, mais la famille doit garder l'habitude de payer son loyer."

"Coup de pouce"

"Un contrat tripartite est signé, poursuit Francis Vicente, président du Relais Ozanam. Les bailleurs s'engagent à nous présenter les dossiers des locataires en début d'impayés et à arrêter toute poursuite. Les ménages promettent de reprendre le paiement régulier. Outre le versement d'argent, l'association met en place un soutien individualisé pour les familles." Contrat qui peut être remis en question à tout moment.

De fait, le véritable critère d'éligibilité des familles est leur motivation. Ensuite, la globalité des dépenses obligatoires auxquelles le foyer doit faire face est prise en compte pour comprendre ce qui reste chaque mois aux familles pour vivre.

En 2009, 89 % des ménages aidés gagnaient entre 450 et 2 160 euros. Certains auraient été exclus des aides qui prennent en compte la hauteur des revenus. Au total 31 628 euros ont été distribués à cinquante-sept d'entre eux. Soit un chèque moyen de 536 euros, sur trois à douze mois.

Chantal Hamy-Puissant, la travailleuse sociale de l'association, suit les familles. C'est elle aussi qui peut leur proposer le second volet du dispositif. 33 ménages sur les 57 ont ainsi bénéficié d'un accompagnement global financier et social. "Je remets en contact familles et services sociaux et vais même jusqu'à rencontrer les jeunes adultes qui vivent chez leurs parents mais qui, par ignorance ou par négligence, ne participent pas aux frais...", ajoute-t-elle.

Sur les 57 dossiers de l'année 2009, 47 sont déjà clos. Des familles qui ont repris le paiement normal du loyer. Le taux de réussite avoisine les 90 %. Les quelques résiliations de contrat s'expliquent par un manque de motivation des familles ou par des dettes non soldées. Mais aucune expulsion n'a été prononcée. Malgré ces bons résultats, la pérennité du dispositif, qui existe sous cette forme depuis 2008, n'est pas assurée. Aux côtés de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes, ce sont quatre bailleurs sociaux (Grenoble habitat, la SDH, Pluralis, Actis), un collecteur du 1 % logement et la Ville de Grenoble qui cofinancent.

Parce qu'elle aime bien "se débrouiller seule" et que "l'assistanat, ce n'est pas dans son éducation", Moun s'est sentie "gênée" et a hésité avant d'accepter. Mais elle a vite compris que "si elle voulait redémarrer, il lui fallait accepter ce coup de pouce" des quelque cent euros versés pendant six mois. Depuis un an, elle touche sa retraite. Une pension de 1 300 euros grevée par le loyer, de gros frais médicaux et surtout des dettes anciennes. Elle a toujours refusé de monter un dossier de surendettement, question d'honneur. Mais il lui reste 112 mensualités à rembourser pour s'en sortir. Moun aura alors 70 ans.

---

## **Les mineurs manifestent à Paris contre la suppression de certains avantages. (18.03)**

**LeMonde.fr et AFP - 17.03**

Des anciens mineurs, leurs familles et des employés du régime spécial des mines ont manifesté, mercredi 17 mars, à Paris contre la suppression de certains avantages dans la prise en charge de leurs soins, jugeant les avoir mérités compte tenu de la pénibilité du travail à la mine.

Entre quinze cents et deux mille personnes, souvent âgées, ont défilé depuis la Caisse nationale des mines (XVe arrondissement) jusqu'au ministère de la santé, quelques centaines de mètres plus loin, à l'appel d'une intersyndicale. Devant le ministère ils ont entonné La Marseillaise, puis "Petit Papa Noël", et agité leurs banderoles, où l'on pouvait notamment lire : "Touche pas au régime minier", "Régime minier, promesses bafouées".

Leur principale revendication est l'annulation d'un décret du 31 décembre 2009 qui met fin à la prise en charge par leur régime de certaines dépenses comme les transports en ambulance vers un professionnel de santé, dépenses non prises en charge pour le commun des assurés. Ce texte met fin également à la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement liés aux cures. Sont aussi visées des dépenses en médicaments en dehors des soixante-trois pharmacies minières – la plupart sont situées dans le Nord-Pas-de-Calais –, pour lesquelles les affiliés du régime en assurance maladie ne bénéficieront plus systématiquement de la gratuité.

"MOI, JE SUIS DESCENDU DANS LA MINE À 14 ANS"

Pour le directeur général du régime des mines, Erik Rance, "la gratuité des soins des mineurs n'est pas du tout remise en cause, puisque les assurés du régime continueront pour toutes leurs autres dépenses de santé à avoir une prise en charge totale", sans ticket modérateur. Il souligne par ailleurs que sur cent quatre-vingt mille affiliés au régime d'assurance maladie des mines, "soixante-huit mille sont classés en affections longue durée et quatre-vingt-quinze mille en maladies professionnelles, et ils ne sont donc pas concernés par les changements".

"Les avantages qu'on avait en plus, c'était pour compenser la dureté du travail dans la mine, on ne les avait pas volés", estime Michel Pylip, 63 ans, "né dans les corons". "Le régime va s'éteindre tout doucement, ce n'était pas la peine de faire ce coup-là", a-t-il ajouté, rappelant que les cotisations des mineurs étaient supérieures à celles du régime général.

Jean Lepczynski, 73 ans, a travaillé dans la mine d'Arenberg (Nord), où a été tourné au début des années 1990 le film *Germinal*, adapté du roman de Zola. "Quand on est arrivés de Pologne, les moins productifs étaient renvoyés chez eux avec leur baluchon. Moi, je suis descendu dans la mine à 14 ans et quand une mine fermait, on me mettait dans une autre, et là on veut nous croquer nos petits avantages à nous et à nos veuves", s'est-il ému. Les manifestants ont aussi demandé une revalorisation des retraites minières. Ils veulent par ailleurs que les personnels du régime minier ne perdent pas leur garantie d'emploi.

Une délégation a été reçue à la mi-journée au ministère de la santé, où a notamment été évoquée la possibilité de renforcer le fonds d'action sociale du régime des mineurs. Le régime minier, créé en 1946, ne compte plus qu'environ sept mille actifs, des employés du régime pour la plupart. Il n'y a plus que quelques centaines de mineurs actifs, selon la Caisse nationale des mines.

---

## **Le nouveau gouvernement Fillon. (23.03)**

### **Libération.fr - 22.03**

Voici la liste du gouvernement de François Fillon après le remaniement intervenu lundi. Il compte 40 membres dont le Premier ministre, soit un de plus que dans le précédent.

François Fillon, Premier ministre

Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

Michèle Alliot-Marie, ministre d'État, Garde des Sceaux, ministre de la justice et des libertés

Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'industrie et de l'emploi

Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Eric Woerth, ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique

François Baroin, ministre du Budget, des comptes publics et de la réforme de l'État

Patrick Devedjian, ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance

Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du gouvernement

Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche

Hervé Morin, ministre de la Défense

Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de la Santé et des sports

Bruno Le Maire, ministre de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la communication

Eric Besson, ministre de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire

Michel Mercier, ministre de l'Espace rural et de l'aménagement du territoire

Henri de Raincourt, ministre auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement

Marc-Philippe Daubresse, ministre de la Jeunesse et des solidarités actives

Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie auprès de Mme Lagarde

Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'Emploi auprès de Mme Lagarde

Georges Tron, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, de la solidarité et de la fonction publique, chargé de la fonction publique

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique auprès du Premier ministre

Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports auprès de M. Borloo

Valérie Létard, secrétaire d'Etat auprès de M. Borloo

Jean-Marie Bockel, secrétaire d'État à la justice auprès de Mme Alliot-Marie

Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services et de la consommation auprès de Mme Lagarde

Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la politique de la ville

Alain Marleix, secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales auprès de M. Hortefeux

Rama Yade, secrétaire d'État chargée des sports auprès de Mme Bachelot

Christian Blanc, secrétaire d'État chargé du développement de la région capitale auprès du Premier ministre

Hubert Falco, secrétaire d'État à la défense et aux anciens combattants auprès de M. Morin

Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État chargée du commerce extérieur auprès de Mme Lagarde

Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la coopération et de la francophonie auprès de M. Kouchner

Nadine Morano, secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité auprès de M. Darcos

Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat chargée de l'écologie auprès de M. Borloo

Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes auprès de M. Kouchner

Nora Berra, secrétaire d'Etat chargée des aînés auprès de M. Darcos

Benoît Apparu, secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme auprès de M. Borloo

Marie-Luce Penchard, secrétaire d'État chargée de l'outre-mer auprès de M. Hortefeux.

---

## **La "coopérative politique" de Cohn-Bendit suscite peu d'enthousiasme à gauche. (23.03)**

**LeMonde.fr - 22.03**

Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, et Martine Aubry, première secrétaire du PS, ont fait peu de cas de la proposition de Daniel

Cohn-Bendit d'inventer "une coopérative politique" pour 2012. Selon le député européen, les Verts ont "besoin d'une structure pérenne et souple à la fois, capable d'élaborer des positions collectives et de porter le projet écologiste, sans s'abîmer dans la stérilité des jeux de pouvoir ou la folle tempête des ego en compétition".

Europe Ecologie est organisée comme une "équipe de championnats amateurs" et il lui faut maintenant "se dépasser". "Il est temps d'incarner l'écologie politique dans un corps nouveau, une forme politique dans un corps nouveau, une forme politique largement inédite." "Europe Ecologie, a-t-il précisé au micro de RTL, c'est une famille écologiste recomposée." "Ni parti-machine, ni parti-entreprise, je préférerais que nous inventions ensemble une 'coopérative politique'", dit M. Cohn-Bendit, soulignant que "Verts, socialistes, CAP 21, communistes" et d'autres peuvent être "partie prenante de cette dynamique collective".

#### "LES VERTS N'EST PAS UN PARTI DE MASSE"

Cécile Duflot, nouvelle conseillère régionale d'Ile-de-France et secrétaire nationale des Verts, a exprimé un enthousiasme très modéré à la proposition du député européen : "Une de nos forces, c'est que l'on ne met pas nos discussions derrière les rideaux mais qu'on débat (....). Il y a des choses intéressantes dans le texte de Cohn-Bendit : l'idée de coopérative politique, l'idée de travailler ensemble dans une forme qui n'est pas celle d'un parti traditionnel mais qui s'appuie sur ce qui a été fait jusque-là est une bonne idée", a-t-elle jugé. "Il ne faut pas tout remettre à plat, a néanmoins modéré la jeune femme, surtout qu'aux dernières élections européennes et celles-ci, ça s'est très bien passé. Il faut progresser en approfondissant notre projet."

"Dany a pris tout le monde de court, avec son style provocateur, voire un peu impressionniste", estime Dominique Voynet, sénateur-maire Verte de Montreuil. "Son choix d'une 'coopérative' a le mérite de ne heurter personne, ni au sein des Verts ni à l'extérieur. Néanmoins, cela demeure insuffisant pour créer une dynamique. Il faut un projet", juge-t-elle. Reste que Dominique Voynet est convaincue des limites du parti Vert pour poursuivre le cheminement de l'écologie politique au sein de la société française. "Les Verts n'est pas un parti de masse, reconnaît l'élue de Seine-Saint-Denis. Son mode de fonctionnement très démocratique est très lourd, avec des outils aujourd'hui inadaptés." En tout cas "les Verts sont prêts pour l'ouverture", assure-t-elle, autour d'un projet commun qui traitera des "questions importantes : enrayer la spirale de paupérisation, réapprendre le vivre ensemble" et stopper le "débat puant de l'identité nationale".

#### "DANY OUBLIE DE PARLER DE PROJET"

Même son de cloche à Paris. "Dany oublie de parler de projet, estime Yves Contassot, élu Vert de la capitale. Il parle d'un rassemblement qui irait de CAP 21 aux communistes, mais comment et pour quoi faire ? Est-ce que l'objectif est de conquérir l'institution ou de mener un projet politique ? Nous avons des partenaires à trouver, mais il est nécessaire de construire un projet en même temps que nous réunissons les acteurs syndicaux, associatifs susceptibles de nous enrichir."

Au sein du Parti socialiste, Martine Aubry n'a pas manqué de botter en touche la proposition d'ouverture du député européen : "Cette question s'adresse d'abord aux Verts, a déclaré sur Europe 1 la première secrétaire, qui a déjà fort à faire avec son propre parti. Moi, je respecte nos partenaires, c'est à eux de prendre une décision."

---

### Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)

#### Lexpress.fr - 22.03

Au lendemain des élections régionales, les éditorialistes des autres pays aussi analysent les résultats et se penche sur la victoire de la gauche.

The Times n'y va pas de main morte avec le président de la République. En effet, le quotidien anglais titre: "L'Union pour un mouvement populaire de Nicolas Sarkozy, démolie aux élections régionales". Pour le journaliste Charles Bremner: "Un Nicolas Sarkozy réprouvé tentera de donner un nouvel essor à sa présidence". Pour cela "il devrait (...) adopter un comportement plus modeste. Son style vantard hyper-actif a perdu de son charme, au début de la crise financière". Toujours selon le quotidien britannique: "Il (Nicolas Sarkozy, ndlr) devrait ralentir son programme de réformes, et se mettre en retrait de la scène politique en adoptant une posture plus distante et paternelle, comme le font traditionnellement les présidents français."

Pour le quotidien chilien, El Mercurio, l'échec de la droite est dû à la crise économique et au débat sur l'identité nationale. "Un taux de chômage de plus de 10% et une croissance économique faible ont affecté le gouvernement, ainsi qu'une série de polémiques récentes, des accusations de clientélisme au débat sur l'identité nationale, ont détérioré la popularité de Sarkozy".

#### Une chance en 2012

Le New-York Timesa la même analyse. Estimant que le débat "sur l'identité nationale et le voile intégral semblent avoir aidé, et non pas affaibli l'extrême droite". Le quotidien américain revient également sur la victoire socialiste. Tout en rappelant qu'en France "comme en Angleterre, ceux qui remportent les élections locales ne réussissent pas toujours nationalement."

Pour El País, "Sarkozy prépare avec Fillon une réponse à sa défaite des régionales". Selon le quotidien espagnol, "les doutes persistent afin de savoir si Sarkozy va maintenir le rythme de ses réformes, ou si certaines d'entre elles vont être ralenties, voir abandonnées dans le cas des plus polémiques, comme celle sur la taxe carbone."

Le Washington Post estime enfin que "pour beaucoup, l'impact national du vote suggère que, si les chamailleurs socialistes arrivent à maintenir leur alliance avec le parti Europe Ecologie en plein essor, ils ont peut-être une chance aux prochaines élections présidentielles, en 2012."

---

## Revue de presse étrangère après la défaite de Sarkozy. (23.03)

### Lemonde.fr - 22.03

"Un dernier message avant 2012", c'est en ces termes que le New York Times analyse la défaite de la majorité présidentielle aux élections régionales. Pour le quotidien américain, la faible mobilisation des électeurs ainsi que la netteté des résultats reflètent "à la fois la colère et l'éloignement" des Français vis-à-vis de leurs gouvernants. "La magie Sarkozy est en train de se dissiper", note le journal, qui précise que "le débat sur l'identité nationale et sur le voile intégral semblent avoir aidé, et non blessé, l'extrême droite". Nicolas Sarkozy est perçu comme un président "qui s'ennuie facilement et manque de suivi" dans son action, souligne l'auteur, qui prend néanmoins soin de rappeler que "les vainqueurs au niveau local ne font pas forcément des vainqueurs au niveau national", et que les socialistes n'ont pas encore désigné de candidat officiel pour 2012.

Le britannique The Guardian constate "une inversion des rôles" dans le paysage politique français, avec une gauche, autrefois divisée, qui "redécouvre l'art des alliances" avec les écologistes et l'extrême gauche, tandis que l'électorat de droite se fractionne à cause de "la résurgence du Front national et de l'effacement du centre". Le score du FN dénote, pour le Times, un "retour à la ligne dure" d'une partie des électeurs de droite, qui avaient voté pour Sarkozy en 2007 sur ses propositions en matière de sécurité et d'immigration. Ces élections marquent l'avènement de "Sarkozy 2.0", un président qui a perdu "son invisible aura" et devra "ralentir le rythme des réformes économiques et sociales qui ont entraîné le mécontentement et la confusion de ses électeurs".

Cette victoire "écrasante" révèle "une inquiétude grandissante concernant le modèle généreux mais étranglé par la dette" de l'Etat-providence français, analyse le Wall Street Journal. Pour le quotidien américain, "la récession et la forte hausse du chômage ont conduit Mr. Sarkozy à changer son fusil d'épaule et à plaider pour un rôle plus important du gouvernement". Néanmoins, tempère l'auteur, "les économistes se déclarent sceptiques quant à la volonté politique d'un Sarkozy, devenu impopulaire, à engager des réformes deux ans avant les prochaines élections présidentielles".

### "ÉGOCENTRIQUE ET ERRATIQUE"

Le style présidentiel est largement à mettre au compte de la défaite de la droite, souligne le Los Angeles Times : "les vacances clinquantes de Sarkozy, ses vêtements de marque ainsi que ses sorties parfois vulgaires ont suscité le mécontentement", tandis que "les tentatives du gouvernement pour réduire les dépenses, y compris sur les emplois aidés, tout en menaçant de repousser l'âge de départ à la retraite", ont également écorné son image. De la même façon, The Independent se fait l'écho des critiques émanant du sein même de la majorité présidentielle, pour qui la défaite est due à un style de gouvernement "égocentrique et erratique".

Selon le FT, "l'humiliation a été évitée", mais "les réformes mal préparées et mal expliquées de Sarkozy" ont eu raison de la popularité du président de la République : pour le journal, le score "triomphal" de la gauche "pose la question de la capacité de Sarkozy à emporter un second mandat". Le journal voit en Martine Aubry la grande gagnante de ce suffrage, qui fait d'elle "une présidentiable crédible". Un avis partagé par le quotidien espagnol El País, pour qui l'enjeu socialiste est désormais de désigner un candidat pour les élections de 2012. Si le succès du PS place Martine Aubry en bonne posture, le journal souligne toutefois que "l'excellent score" de Ségolène Royal devrait lui faire retrouver sa stature de présidentiable.

---

## Le Conseil d'orientation des retraites prévoit l'allongement de la durée de cotisation. (23.03)

### Monde.fr avec AFP - 23.03

Après les régionales et le remaniement ministériel, marqué par le remplacement de Xavier Darcos par Eric Woerth, place à la réforme des retraites. Alors que les syndicats appellent à la mobilisation, mardi, en vue de peser sur les discussions avec le patronat et le gouvernement qui devraient commencer après la remise d'un rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) attendu mi-avril, le Figaro et Les Echos, citant un document de travail du COR, indiquent qu'il faudra cotiser 43,5 ans en 2050 pour toucher une retraite à taux plein si les règles posées dans la loi de 2003 sur les retraites sont prolongées. La durée de cotisation requise pour une retraite à taux plein était de 40 ans jusqu'en 2008 au régime général (salariés du privé). Elle est actuellement de 40,5 ans et doit être portée à 41 ans d'ici à 2012.



Cet allongement progressif découle de la réforme Fillon des retraites de 2003, qui avait posé le principe d'un allongement de la durée de cotisation en fonction de la hausse de l'espérance de vie à 60 ans. Il s'agit de maintenir constant le rapport entre la durée de la vie active et celle de la retraite. Si l'espérance de vie progresse comme le projette actuellement l'Insee dans son scénario central, "la durée d'assurance requise pour le taux plein atteindrait 166 trimestres (41,5 ans) pour la génération 1960, atteignant 60 ans en 2020", peut-on lire dans un document transmis aux membres du COR pour préparer une réunion de travail mercredi. Et si la règle de 2003 s'applique au-delà du terme prévu de 2020, la durée de cotisation nécessaire atteindra 43,5 ans en 2050, selon ce même document, qui ne constitue pas une recommandation et qui ne mentionne pas à ce stade d'impact financier.

## RAPPORT MI-AVRIL DU COR

Le COR – composé notamment de chercheurs, de partenaires sociaux, de parlementaires et de hauts fonctionnaires – doit rendre à la mi-avril des projections financières actualisées pour les régimes de retraite, qui serviront de base au débat sur ce chantier majeur du gouvernement en 2010. Plusieurs scénarios seront envisagés, comme différentes durées de cotisations minimales ou encore des reculs de l'âge minimum de départ à la retraite au-delà de 60 ans et des combinaisons de ces différentes options.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a appelé lundi à s'attaquer rapidement à la réforme des retraites qui contribuera, selon lui, à augmenter la confiance des ménages et à créer de la consommation et de la croissance. "C'est quelque chose qu'il faut faire et il n'est pas trop tôt pour commencer à s'y attaquer", a-t-il déclaré en marge d'un colloque à l'Ecole de commerce de Copenhague (CBS) sur l'euro et la crise financière. "L'une des réformes que nous devons absolument faire est la réforme des retraites qui va permettre d'établir un équilibre durable du système de retraite et donc rassurer la population sur la capacité dans le futur à ne pas réduire le niveau des retraites ou augmenter les impôts les finançant."

---

## La gueule de bois au sommet. (23.03)

### Reuters - 22.03

1- Pour le président de la République, le ministre du Travail sortant, Xavier Darcos, tête de liste de la majorité présidentielle en Aquitaine - région qui était au demeurant réputée ingagnable par l'UMP - a été trop lourdement battu pour être en mesure de conduire la délicate refonte des retraites.

Appliquons le même constat et le même remède au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner : DEHORS !

2- Dominique de Villepin créera en juin un nouveau parti politique en vue de l'élection présidentielle de 2012, a annoncé lundi le député UMP "villepiniste" François Goulard. "Dominique de Villepin, jeudi et dans les semaines qui vont venir, va s'attacher à présenter aux Français un autre projet, une alternative pour 2012, tout simplement parce que c'est absolument indispensable", a-t-il dit sur France Inter.

"En termes strictement électoraux, nous voyons bien que nous avons bien d'ores et déjà perdu 2012 donc il faut à tout prix avoir autre chose", a-t-il ajouté. (Reuters 22.03)

3- Seul un Français sur trois souhaite que Nicolas Sarkozy soit de nouveau candidat à l'élection présidentielle en 2012, selon un sondage Ipsos pour Le Point publié lundi.

Ce sondage confirme le constat de François Goulard.

Avant-hier je me suis fait cette réflexion que pour avoir une chance de l'emporter en 2012 - si le régime tient jusque là, la classe dominante devrait présenter plusieurs candidats au premier tour et se réunir au second comme l'ont fait le PS avec Europe écologie et le Front de gauche. Que la création d'un nouveau parti soit le produit et l'expression de la crise politique qui a atteint l'UMP, c'est une chose, elle témoigne aussi qu'il devient de plus en plus difficile à la classe dominante de continuer à gouverner comme avant pour affronter les contradictions du capitalisme et les faire endosser aux travailleurs qui le supportent de plus en plus mal. La lutte des classes en marche, quoi.

Les contradictions du capitalisme exacerbées sur le plan économique et social franchissent ainsi une nouvelle étape sur le plan politique, qui pourrait déboucher sur une crise politique ouverte si la mobilisation des masses étaient massives dans les semaines et mois à venir, à moins qu'un évènement extérieur inattendu ne la précipite.

---

## Une première réponse concrète au vote du 20 mars... en direction des patrons et actionnaires. (23.03)

### Reuters - 22.03

Christine Lagarde dit réfléchir à la meilleure manière de remédier à l'écart entre le taux d'imposition facial des entreprises, beaucoup plus

élevé que le taux réel, une situation selon elle malsaine.

Dans un entretien à La Tribune de mardi, la ministre de l'Economie note qu'il existe en France "un écart significatif entre le taux d'imposition facial des bénéficiaires des entreprises, qui est de 33,3 %, et le taux réel qui est de l'ordre 22 %".

"Je ne trouve pas très sain qu'il y ait un tel écart (...) et nous réfléchissons à la meilleure manière d'y remédier", a-t-elle déclaré.

Elle estime que la première raison qui explique cette situation est "l'existence de nombreuses exonérations ou taux réduits dont les grands groupes savent tirer parti, plus que les PME", les grandes entreprises ayant également la possibilité de jouer sur les prix de transfert pour localiser leurs bénéficiaires.

La dernière loi de finance rectificative contraint les entreprises à expliquer les relations qu'elles entretiennent avec des sociétés situées à l'étranger et qui leur sont apparentées, avec des exigences accrues lorsqu'il s'agit de sociétés situées dans des territoires non coopératifs sur le plan fiscal, ajoute Christine Lagarde.

Avec un taux d'imposition (officiel) des bénéficiaires autour de 20%, on comprend pourquoi la France est la destination privilégiée des investisseurs étrangers juste après la Chine. Les grandes entreprises et les banques ayant toutes des comptes dans les paradis fiscaux, c'est comme si la France qui les hébergeait en faisait partie, CQFD. La gestion du capitalisme ressemble de plus en plus à celle d'une entreprise mafieuse qui peut agir en toute légalité donc impunité, les capitalistes détenant également le pouvoir politique.

---

## **Journée d'action pour l'emploi et les retraites en France. (24.03)**

### **Reuters - 23.03**

Au lendemain des élections régionales, les éditorialistes des autres pays aussi analysent les résultats et se penche sur la victoire de la gauche.

Des centaines de milliers de personnes ont fait grève et manifesté mardi dans de nombreuses villes de France dans le cadre d'une journée d'action pour l'emploi, les salaires et les retraites.

Selon une estimation provisoire de la CGT, à 17h00, au moins 800.000 personnes ont participé à 177 manifestations. Le syndicat Solidaires (Sud) dénombre au moins 600.000 manifestants.

Les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires (Sud) et Unsa veulent faire pression sur le gouvernement, deux jours après le dénouement des élections régionales et au lendemain d'un remaniement qui a vu Eric Woerth remplacer Xavier Darcos au ministère du Travail, et l'arrivée de Georges Tron comme secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Les grèves, diversement suivies, ont surtout concerné les transports, les enseignants, dont 22% ont cessé le travail selon le ministère, et la fonction publique, en grève à 17,4%.

Le trafic SNCF était conforme aux prévisions, soit 65% des TGV en circulation, de 35% à 75% des TER, plus de 50% des Transilien et de 50 à 60% des Corail. Le trafic des TGV internationaux (Eurostar, Thalys, Lyria, Aleo) était normal.

Selon la direction de la SNCF, le taux de participation à la grève s'établissait à 28,3% à 11h00. À la RATP, le trafic était quasi normal dans le métro, sur les réseaux des bus et tramways ainsi que sur le RER A. Toutefois, seul un RER B sur deux circulait.

### **ENSEIGNANTS EN GRÈVE**

L'Union des transports publics et ferroviaires (UTP) évoque dans un communiqué des "perturbations limitées", avec "un fonctionnement normal ou presque dans plus de 75% du réseau". Les villes les plus touchées ont été Cannes, Clermont-Ferrand, Morlaix, Nice, Pau et le tramway à Lille.

À l'école, le ministère de l'Education nationale a annoncé 21,69% des enseignants en grève en moyenne à la mi-journée. Mais selon le Snes-FSU, plus de quatre enseignants sur dix ont cessé le travail dans les collèges et les lycées.

La Fédération syndicale unitaire (FSU) a elle aussi appelé les fonctionnaires à être "massivement en grève" et à manifester, tant pour le pouvoir d'achat que pour le "dossier essentiel des retraites".

À la mi-journée, le taux de grévistes était de 17,4% dans la Fonction publique de l'Etat, selon le ministère.

Du côté des manifestants, le défilé parisien rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes (entre 30.000 et 60.000 selon les sources) s'est rendu de la place de République à celle de la Nation.

On y reconnaissait les leaders syndicaux Bernard Thibault (CGT) et François Chérèque (CFDT), la secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, et le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon.

"Il y a un regain de combativité des salariés pour faire admettre aux employeurs qu'il y a un problème de partage des richesses dans ce pays", a dit Bernard Thibault sur Europe 1.

La réforme des retraites, qui débouchera sur des décisions à la rentrée selon le président Nicolas Sarkozy, va être "très compliquée", a-t-il prévenu.

#### "PAS D'ABSTENTION POUR LES PROBLÈMES SOCIAUX"

Entre 13.000 selon la police et 50.000 personnes selon les syndicats ont défilé à Marseille. A Nice, de 4.500 à 8.000 personnes selon les sources ont manifesté aux cris de "Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère".

A Nantes, entre 8.000 et 20.000 personnes ont marché dans le centre-ville. "Il y a une bonne mobilisation des équipes, il n'y a pas eu d'abstention au troisième tour social", s'est réjouie Isabelle Mercier, responsable de l'union départementale CFDT en Loire-Atlantique.

A Rouen, la mobilisation a été importante, la police dénombrant plus de 30.000 manifestants.

A Rennes, ils étaient 5.500 selon la police (15.000 selon les syndicats) manifestants à Rennes, le double d'après les organisateurs. "Il n'y a pas d'abstention pour les problèmes sociaux. Les vrais enjeux, ils sont là", a commenté Patrice Forgeou, secrétaire adjoint de l'union départementale CFDT en Ille-et-Vilaine.

De 10.000 à 14.000 personnes ont manifesté à Lyon sur la musique des "Motivés" en chantant "retraites, revenus, logements, du pognon, ils en ont".

"Retraites j'y tiens", "la crise c'est pas nous", "Sarko t'as rien compris" disaient des banderoles du défilé bordelais, qui a réuni 8.000 personnes selon la police et 30.000 selon les syndicats.

Il y a eu entre 9.000 et 18.000 manifestants à Toulouse. (AP 23.03)

Jugeant que "trop de manifs tue les manifs", la CFTC et la CGC ne se sont pas jointes au mouvement, décidé après le sommet social de la mi-février à l'Élysée. Force ouvrière défile de son côté sur la seule question des retraites.

---

### **Le Nouveau Centre confirme qu'il aura un candidat en 2012. (25.03)**

#### **Reuters - 24.03**

Le ministre de la Défense Hervé Morin a confirmé l'intention du Nouveau Centre (NC) de présenter un candidat à la présidentielle de 2012, passant outre à l'avertissement de Nicolas Sarkozy.

"La droite a toujours été pluraliste et ne saurait se résumer à une seule formation politique. Les sociétés modernes sont complexes et contradictoires. Elles ne peuvent se satisfaire d'une offre politique unique à droite", dit le président du NC dans une interview publiée par lemonde.fr. "Par son humanisme moderne, son attachement aux libertés et son idéal européen, le centre est indispensable à la vie démocratique de notre pays. Il a toujours été représenté par un candidat à l'élection présidentielle sous la Ve république. Ma responsabilité est de lui redonner toute sa place", ajoute-t-il.

Dans une interview récente au Figaro Magazine, Nicolas Sarkozy avait déclaré ne pas imaginer que "des familles politiques qui travaillent ensemble pendant toute la durée d'un mandat se présentent divisées devant les électeurs", y voyant une "question d'honnêteté".

Interrogé sur les propos du chef de l'Etat, Hervé Morin a répondu ne pas y voir une mise en garde, ajoutant que le Nouveau Centre, créé par d'anciens responsables du MoDem qui ont lâché François Bayrou après la présidentielle de 2007, respectait le contrat de législature qui le lie à l'UMP.

Si le NC a joué le jeu de l'union lors des dernières européennes et des régionales, des scrutins de mi-mandat, "la vie politique française s'organise autour de l'élection présidentielle, qui rebat totalement les cartes", fait valoir Hervé Morin, ajoutant :

"J'ai toujours dit que notre ambition était de faire émerger un projet qui incarne les valeurs du centre et un candidat pour les porter."

La publication de cette interview intervient à la veille du lancement par Hervé Morin d'un appel au rassemblement de la famille centriste dans la perspective de 2012.

Le ministre de la Défense le fera en compagnie de l'ancien ministre centriste Jean Arthuis, qui n'a pas rejoint à ce jour le NC, mais aussi de deux personnalités qui ont quitté le MoDem depuis un an : Michel Mercier, aujourd'hui ministre de l'Espace rural et de l'Aménagement du territoire, et le sénateur des Yvelines Nicolas About.

Le Nouveau Centre vise plus particulièrement les électeurs déçus du faible score du Modem aux régionales mais aussi une partie de la fraction centriste de l'UMP dans l'espoir que, à l'image de l'ancien ministre giscardien Hervé de Charette fin 2009, elle rejoigne ses rangs.

---

## **Les relations se tendent entre Fillon et Sarkozy. (25.03)**

**Lefigaro.fr - 24.03**

Le chef de l'État a fait acte d'autorité en demandant à son premier ministre d'annuler son intervention prévue sur TF1 le soir même.

Coup de froid entre Nicolas Sarkozy et François Fillon. À la sortie du Conseil des ministres, les membres du gouvernement les plus expérimentés ont vite conclu que l'atmosphère était glaciale entre le président et le premier ministre. «Le premier a accaparé la parole, le second a été totalement muet», relève un participant. Le couac a, en fait, eu lieu juste avant le Conseil des ministres. Lors de leur tête-à-tête hebdomadaire, le chef de l'État a fait acte d'autorité en demandant à son premier ministre d'annuler son intervention prévue sur TF1 le soir même.

De retour à Matignon, François Fillon s'est exécuté. «Le premier ministre est très sport. Nous allons recalculer très vite une autre date avec TF1», ont aussitôt fait savoir ses services. Tandis qu'à l'Élysée, on tentait de minimiser le différend entre les deux têtes de l'exécutif : «Il est préférable d'attendre la semaine prochaine pour intervenir à la télévision afin de répondre à la gauche en cas de motion de censure. Et puis, ce n'est pas la peine que le président et le premier ministre se marchent sur les pieds.» Voilà pour la version officielle.

Car, en fait, le principe de l'intervention du premier ministre avait été décidé en concertation avec le chef de l'État. Un ministre sarkozyste confirme cette version : «Je ne comprends pas le changement de pied de Nicolas. C'est lui qui lui a dit d'y aller. Et maintenant il lui demande d'annuler. Cela énerve Fillon.»

Énerver Fillon ? Il est rentré du Conseil des ministres sans cacher son désappointement. «Il est à cran depuis lundi, confie un de ses amis. On lui refuse sa démission. On ne veut pas de remaniement. On ne lui donne pas un vote de confiance. On lui impose Baroin alors qu'il n'en veut pas. Tout ça va mal finir», avertit un ami du premier ministre. À Matignon, les troupes n'ont plus trop le moral. Chacun a compris que leur patron était en sursis. Qu'il avait été reconduit pour six mois maximum.

À l'Élysée, on a très peu apprécié la séquence parlementaire de mardi : le déballage des députés et l'ovation réservée au premier ministre. «Nicolas Sarkozy a piqué une crise quand il a vu Fillon se faire applaudir debout à quatre reprises par les députés UMP», explique un sarkozyste. Il est vrai que la succession de sondages désignant Fillon comme un meilleur candidat en 2012 n'a rien pour arranger le climat entre les deux hommes.

Malgré tout, Matignon préférerait mercredi soir calmer le jeu. Loyal, François Fillon s'est mis au travail. Avec en ligne de mire : la préparation du «séminaire» des députés et sénateurs UMP convoqués lundi prochain, à la Maison de la chimie, par Jean-François Copé et Gérard Longuet. Un séminaire qui a déjà fait l'objet d'une ferme mise au point du ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. L'ami du président a remis les pendules à l'heure sur Europe 1 : «Au lendemain d'un scrutin, toutes les contributions sont naturellement utiles. J'entends bien l'idée de pacte qui est avancée par les uns et les autres, notamment Jean-François Copé. La réalité, c'est qu'il y a un vrai pacte, c'est celui qui a été scellé entre Nicolas Sarkozy et les Français en 2007 et pour cinq ans.» Une manière de remettre à sa place un Copé de plus en plus sûr de lui.

---

## **"Le report de l'âge de la retraite contribuera à baisser les pensions". (25.03)**

**Lemonde.fr - 23.03**

Déçu par "la dérive du PS et de ses homologues européens vers les politiques et les valeurs néolibérales", Jacques Généreux quitte en 2008 le PS pour participer à la fondation du Parti de gauche avec Jean-Luc Mélenchon. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, il est l'un des rares économistes à défendre la retraite à 60 ans. Selon lui, l'allongement de la durée de cotisation vise à terme à développer les régimes de retraites privés.

En 1950, l'espérance de vie des hommes était de 63 ans (69 ans pour les femmes), elle est aujourd'hui de 77 ans (84 ans pour les femmes). Un report de l'âge légal de départ à la retraite n'est-il pas inévitable ?

Il y a trois paramètres sur lesquels on peut agir : le niveau des ressources (c'est-à-dire les cotisations), le niveau des pensions, et enfin la durée effective de cotisation. Si vous partez du postulat – qui est celui de toutes les réformes engagées en Europe depuis une dizaine d'années – qu'il n'est pas possible de toucher aux ressources, alors en effet, avec l'allongement de la durée de la vie, vous ne pouvez à terme que baisser les pensions et/ou allonger la durée de cotisation. Mais ce postulat est faux. On peut augmenter les ressources. Il n'y a d'ailleurs rien d'anormal à ce que la population âgée occupant une part croissante dans la population capte également une part croissante du revenu distribué.

Comment augmenter les ressources ?

Il y a deux leviers : le taux des cotisations et l'assiette. Si on décide d'augmenter le taux de cotisation, on sait ce que ça coûte. Financer le régime actuel en maintenant le niveau des pensions (le taux de remplacement actuel est en moyenne de 72 %) suppose d'augmenter de 9 points le taux de cotisation d'ici à 2050. Cela correspond à une hausse progressive de 0,4 à 0,5 % par an, ce qui est parfaitement supportable pour notre économie.

Un levier encore plus efficace consiste à élargir l'assiette. La masse salariale représente aujourd'hui 60 % de la valeur ajoutée. Les 40 % restants vont aux entreprises pour financer les profits, les investissements, et ne participent pas au régime de protection sociale. Si, au lieu de cotiser sur 60 % de la valeur ajoutée, on cotise sur 100 %, on diminue considérablement le taux de cotisation. Evidemment, le patronat ne veut entendre parler ni d'une hausse du taux de cotisation, ni de l'élargissement de l'assiette, car son souci est de préserver une part constante des profits. Si on regarde sur le long terme, la part des profits dans la valeur ajoutée est stable quelle que soit l'élévation des taux de cotisation. On aboutit donc à cette fausse contrainte : puisqu'on ne peut pas augmenter les ressources, les travailleurs doivent travailler plus longtemps ou accepter des retraites plus faibles.

En 1970, il y avait 2,5 actifs pour 1 retraité. La proportion passera à 1,5 actif par retraité en 2030. Une augmentation des cotisations ne pèsera-t-elle pas nécessairement sur la compétitivité du pays ?

C'est l'argument classique, mais il n'est pas sérieux. La productivité du travail augmente en moyenne de 1,7 à 1,8 % par an. Le nombre d'inactifs à charge pour chaque actif va certes augmenter de 75 % d'ici à 2050, mais le revenu créé par les actifs aura dans le même temps doublé. La charge réelle sera donc en réalité plus faible !

Cela fait quarante ans qu'on augmente les taux de cotisation, au fur et à mesure que la population a vieilli et que les retraites se sont développées. Que je sache, ça ne s'est pas traduit par un effondrement de la compétitivité. L'effort qu'il faut faire d'ici à 2050 est le même que celui que nous avons fait entre 1945 et 1995. Durant cette période, la part des retraites a augmenté de 7 points en part de PIB, il faudrait l'augmenter de 6,5 à 7 points au cours des quarante prochaines années.

La réforme des retraites n'est donc pas, selon vous, un problème technique ?

Il s'agit d'un choix de société. Les réformes qu'on nous propose ont un but évident. Fixer le niveau de cotisation aboutira nécessairement à une baisse des pensions, car l'augmentation de la durée de cotisation n'est que théorique. Ce n'est pas parce qu'on repousse l'âge de la retraite que les gens vont effectivement travailler plus longtemps. Aujourd'hui, les gens partent à la retraite en ayant cotisé en moyenne pendant 37 ans et demi, et c'est encore moins pour les femmes. La moitié des gens qui partent à la retraite ne sont déjà plus au travail !

Allonger la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein reviendra donc à diminuer les pensions. Et la seule solution sera d'épargner tout au long de sa vie pour des régimes de retraites privés. Le message est le suivant : il y a un filet minimal qui est le social, et pour le reste c'est une affaire de choix individuels. Or c'est bien là le but : créer un nouveau secteur marchand, qui est le développement des assurances sociales privées. Le Medef ne s'en cache d'ailleurs pas, pas plus que le gouvernement.

Le seuil légal de départ à la retraite est généralement de 65 ans en Europe, voire de 67 ans comme en Allemagne... Pourquoi la France ferait-elle exception ?

Si tous ces pays vont dans ce sens, c'est précisément pour les raisons que je viens de citer. Dans tous ces pays, les taux de pension diminuent et ne sont maintenus que par le développement de systèmes de capitalisation privée. Les travailleurs sont aujourd'hui en position de faiblesse face aux détenteurs de capitaux qui menacent en permanence d'aller ailleurs si on ne les satisfait pas. Ce rapport de forces génère des réformes qui se font uniquement à l'avantage des détenteurs de capitaux : elles garantissent leur part dans les profits et le fait qu'ils contribueront de moins en moins à la solidarité nationale.

## Lemond.fr, AP et Reuters - 24.03

Trois jours après la déroute de la droite aux élections régionales, le président Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il entendait maintenir le cap des réformes tout en donnant des gages à sa majorité en proie au doute.

S'adressant solennellement aux Français à l'issue du conseil des ministres, il a admis, après l'avoir nié, que les résultats des régionales, marquées par une victoire écrasante de la gauche et une abstention massive, avaient une dimension nationale.

M. Sarkozy a débuté son allocution par les résultats des élections régionales. Sans parler explicitement de défaite, il a pris acte du résultat. "Vous avez exprimé ce que vous ressentiez dans ce contexte de crise financière et agricole. Mon devoir est d'entendre ce message", a-t-il promis.

Il a estimé que la crise avait masqué les effets positifs des réformes accomplies depuis 2007 mais assuré qu'il comprenait "l'impatience" des Français et se devait d'y répondre.

"Mais rien ne serait pire que de changer de cap du tout au tout en cédant à l'agitation propre aux périodes électorales", a cependant averti Nicolas Sarkozy.

A ceux qui le pressent, jusque dans son camp, de ralentir le rythme des réformes, il a répondu que la situation actuelle exigeait du sang-froid, de la stabilité et de la continuité, afin d'éviter les à-coups.

"Il y a des choix sur lesquels nous devons faire preuve de constance. Nous devons continuer les réformes", a ajouté le président de la République. "La crise ne doit pas nous inciter à ralentir mais au contraire à aller plus loin afin de construire un nouveau modèle de croissance."

Il n'en a pas moins cédé aux pressions de sa majorité en confirmant son recul sur une de ses réformes emblématiques, un projet de taxe carbone qu'il subordonne désormais à la création d'un dispositif similaire aux frontières de l'Union européenne.

"Il serait absurde de taxer les entreprises françaises en donnant un avantage compétitif aux entreprises des pays pollueurs", a expliqué le chef de l'Etat.

Les grands principes fiscaux adoptés en début de mandat restent d'actualité. "Nous devons continuer à alléger les charges sur le travail et l'investissement. Nous devons continuer à refuser toute augmentation d'impôt", a expliqué le président avant de "confirmer sans ambiguïté le choix d'une fiscalité verte". La taxe carbone n'est donc pas enterrée mais "subordonnée" à l'adoption d'une hypothétique taxe aux frontières de l'Union européenne.

Les analystes familiers de la scène européenne jugent aujourd'hui hautement improbable la création aux frontières de l'Union d'une taxe carbone dans un avenir proche.

M. Sarkozy a justifié, sans la nommer, la politique d'ouverture tant décriée par une partie de ses rangs. "La France a une tradition de division et d'affrontements parfois violents. C'est ma responsabilité de veiller à la pluralité des opinions. (...) J'avais promis république irréprochable. C'est mon devoir de continuer dans le refus du sectarisme."

"PLUS AUCUNE CONCESSION"

Fidèle à son style, Nicolas Sarkozy n'a pas été avare de coups de menton pour tenter de rassurer l'électorat de droite au sein duquel l'abstention a été massive lors des régionales.

Il a ainsi déclaré que la France était prête à assumer la responsabilité d'une crise au sein de l'Union européenne pour assurer la pérennité de la politique agricole commune (PAC).

Pas question de "laisser la spéculation fixer de façon erratique" les prix agricoles, a-t-il dit, au moment où l'agriculture française traverse une crise sans précédent.

Il s'est engagé "personnellement" à lutter contre la violence "intolérable" dans les stades, les transports et les établissements scolaires - "Ceux qui attendent une réaction ferme de ma part ne seront pas déçus", a-t-il promis.

Il a estimé que les sanctions en matière d'allocations familiales pour lutter contre l'absentéisme scolaire devaient être effectives et réaffirmé que le gouvernement déposerait un projet de loi d'interdiction du voile intégral - la "burqa".

Il s'est engagé à combattre le "fléau" de l'absentéisme scolaire. "La responsabilité des parents doit être engagée. Les sanctions en matière d'allocations familiales doivent être effectives", a-t-il souhaité.

"Pendant trop longtemps nous avons collectivement trop cédé sur nos valeurs et sur les principes qui fondent notre pacte civique et social", a résumé le président de la République. "Il n'y aura plus aucune concession."

Il a enfin promis une "grande concertation" pour trouver des solutions aux difficultés des médecins libéraux, autre clientèle traditionnelle de l'UMP.

Ce coup de barre à droite n'a été tempéré que par la promesse de ne pas "passer en force" pour la réforme des retraites, programmée pour la fin de l'année, et la défense de sa politique d'ouverture à gauche.

Le président a reconnu que le projet de réforme des retraites suscitait "l'inquiétude" des Français mais a rappelé que le système était "menacé par un déficit". Il a promis une concertation avec les partenaires sociaux. "Je ne passerai pas en force, mais d'ici six mois, les mesures nécessaires et justes auront été adoptées", a-t-il promis.

Pour se détendre un instant avant d'aborder les réactions.

Carla Bruni-Sarkozy ne souhaite pas, dans un entretien au Figaro Madame, que son mari accomplisse un deuxième mandat présidentiel mais elle explique qu'elle composera avec sa décision quelle qu'elle soit. (Reuters 24.03)

Barbie devrait s'occuper de ses petites affaires, nous, nous espérons bien qu'il se représentera, après le bordel qu'il aura foutu dans tout le pays, ce serait dommage qu'il n'aille pas jusqu'au bout et qu'il ne prenne pas la raclée de sa vie, ce qui ne veut pas dire que je soutiendrai le candidat qui lui sera opposé, évidemment. Il faut procéder par ordre, ne pas mettre la charrue avant les boeufs, chaque chose en son temps. (A suivre)

Les réactions.

- Le porte-parole du Parti socialiste Benoît Hamon (point presse): "Le pays est en crise mais le président de la République ne se préoccupe que de la crise à l'UMP". "Dommage que le président ignore la crise dont lui ont parlé les Français le 21 mars. (...) Dommage que le président de la République ne se préoccupe que de son camp au moment où on attendait tous qu'il se préoccupe enfin des Français".

"Il n'a fait absolument aucune réponse sauf à maintenir le cap de ses réformes qui ont éprouvé les Français". "On attendait qu'il fasse des réponses sur le plan social. Et bien, on en est pour nos frais".

- Le député (PS) de Seine-Saint-Denis Claude Bartolone (RTL):

"Ce qui est quand même assez surprenant, c'est la reconnaissance de l'échec qui est le sien en ce qui concerne l'insécurité (...) Parce que lorsque l'on entend le président de la République parler de l'insécurité, notamment dans les établissements scolaires ou même dans les stades, c'est la reconnaissance que depuis maintenant sept ans qu'il a eu l'occasion d'être ministre de l'Intérieur ou président de la République, il a lamentablement échoué sur ce dossier qui devait être l'image de marque pour Nicolas Sarkozy".

- Le président (PS) de la région Ile-de-France Jean-Paul Huchon (communiqué):

"Nicolas Sarkozy n'a pas prononcé un mot sur son projet de Grand Paris, massivement rejeté par les électeurs franciliens. Le seul signal donné depuis dimanche, le maintien au gouvernement d'un secrétaire d'Etat chargé du développement de la Région capitale, ne peut qu'inquiéter".

"En réalité, le président de la République, plus que jamais l'homme d'un seul clan, ne parle qu'à son électorat, qu'il devient urgent de reconquérir avant 2012. Tout son discours est calibré pour satisfaire sa seule base UMP, quitte à reprendre des propositions démagogiques et dangereuses comme la suppression des allocations familiales pour les parents d'enfants délinquants".

- Djamila Sonzogni, porte-parole des Verts (communiqué):

"Nicolas Sarkozy tient le mauvais cap: anti-environnemental, sécuritaire, antisocial". "Le président de la République est resté sourd au message que la majorité des électeurs a voulu exprimer dimanche dernier en votant massivement pour les écologistes et pour la gauche". "En radicalisant son discours sans rien remettre en cause de sa politique, Sarkozy n'a pas parlé à tous les Français mais aux électeurs FN et UMP défaillants"

"Son offensive anti-environnementale se muscle". "Sa politique qui accentue les inégalités entre riches et pauvres, qui fait exploser le chômage et la précarité, qui aggrave la crise climatique, n'est aucunement remise en cause".

- L'eurodéputé (Europe Ecologie) Yannick Jadot (communiqué):

"Contrairement aux principes énoncés par le président de la République, c'est bien une politique par 'à-coups' et entraînant l'immobilisme qu'il nous propose". "Sarkozy est non seulement en déroute, mais il laisse également les Français dans la même situation, seuls face à leurs problèmes de logement, à la précarité énergétique, au mal-transport. Autant de difficultés auxquelles une politique écologique et sociale ambitieuse pourrait répondre".

- Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche (PRG) (communiqué):

"Le président de la République semble avoir enfilé les habits du sélectionneur de l'équipe de France de football. Au lendemain d'une défaite sans précédent, il conserve la même équipe et la même politique sans tenir compte de la réalité de la crise politique qui a été ouverte dimanche soir".

"A la veille de grandes réformes telles que celle des retraites, le président de la République aurait dû prendre le temps d'entendre le message des Français et faire la pause qu'il avait annoncée. Au contraire, il a choisi la bunkerisation et l'entêtement".

- Le président du Parti de Gauche Jean-Luc Mélenchon (communiqué):

"En réponse à la plus sévère déroute électorale de la Vème République et à la reprise du mouvement social pour défendre les retraites, le président de la République oppose un puéril déni de réalité et une série d'agressions contre ses boucs émissaires favoris: ceux qui l'ont précédés dans sa fonction et les Français qui défendent leurs acquis sociaux". "Le mépris de la démocratie est à son comble: le président qualifie les élections de 'périodes d'agitation' et la lepénisation de son projet saute dorénavant aux yeux", a-t-il estimé.

"Le mépris de la démocratie est à son comble: le président qualifie les élections de 'périodes d'agitation' et la lepénisation de son projet saute dorénavant aux yeux".

- Pierre Laurent, coordinateur national du PCF (communiqué):

"Le président de la République, visiblement sonné par l'ampleur de sa défaite aux élections régionales, tente de reprendre la main mais la surdité est toujours au rendez-vous".

"Nicolas Sarkozy masque ses responsabilités dans la crise et s'enferme: 'on continue' est le leitmotiv de sa déclaration solennelle. Face au rejet de sa politique exprimé dimanche dans les urnes, il louvoie sur quelques sujets comme l'agriculture et la taxe carbone, mais maintient plus que jamais le cap contre les retraites et pire, il accélère: à droite, toute".

- Le député de l'Essonne Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la République (communiqué):

"Chacun ne peut être que frappé par le décalage béant entre les discours et les actes: le chef de l'Etat affirme avoir entendu les Français mais il ne changera rien d'important".

"Nicolas Sarkozy est face au mur de ses contradictions entre ses discours nationaux et son acceptation des contraintes européennes. Osera-t-il vraiment rompre avec cette Europe-là? Il est à craindre qu'il ne s'agisse, une fois de plus, que de rodomontades".

- Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP (communiqué):

"En maintenant le cap des réformes et en fixant les priorités que sont la lutte contre le chômage, l'investissement dans l'innovation et la recherche, le refus du sectarisme, et la lutte contre l'insécurité, le président de la République montre qu'il a entendu le message des Français".

"Le Mouvement Populaire salue tout particulièrement l'engagement du chef de l'Etat pour la lutte contre l'absentéisme scolaire. C'est une priorité pour le Mouvement Populaire de voir confirmée la responsabilité des parents qui pourraient voir leurs allocations suspendues dans le cas d'un enfant manquant à l'obligation d'assiduité. Le Mouvement Populaire fera des propositions pour parvenir à des solutions équilibrées, justes et efficaces".

- Eric Raoult, député (UMP) de Seine-Saint-Denis (communiqué):

"Nicolas Sarkozy a entendu le message des régionales. Il n'est ni groggy ni abattu, mais lucide et résolu, c'est l'esprit de 2007 qui est de retour".



"Le président de la République n'est ni sourd ni muet. Le message présidentiel prouve que si la gauche a des ambitions, et des ambitieuses, la France, elle, a vu un vrai Président, un capitaine solide qui est à la barre". "Le président de la République donne un sens et redonne un cap".

- Maurice Leroy, porte-parole du Nouveau Centre (communiqué):

"Les régionales ont montré du mécontentement dans l'agriculture, dans les professions de santé, sur la taxe carbone, ou encore sur la sécurité, ce qui a conduit à un taux d'abstention jamais égalé dans notre pays et au regain fort de votes protestataires. Nicolas Sarkozy a écouté les Français en apportant les réponses qui s'imposent".

"Nous nous réjouissons (...) que le président de la République décide de maintenir le cap des réformes". "Nous agissons activement au Parlement pour que la réforme des retraites soit juste et équitable et qu'il soit tenu compte de la pénibilité au travail, ainsi que des petites retraites et pensions".

---

## **Patrick Braouezec : pourquoi j'ai décidé de quitter le Parti communiste. (26.03)**

### **Le Monde - 25.03**

Patrick Braouezec, député de la Seine-Saint-Denis et un des piliers du courant rénovateur, a décidé de quitter le Parti communiste français après trente-huit ans de militance. A ses yeux, le PCF n'est pas capable d'impulser un vrai rassemblement de la gauche critique et de porter un projet novateur. Après son éviction par Marie-George Buffet de la tête de liste régionale en Ile-de-France, l'atmosphère interne est devenue irrespirable pour lui.

D'autres figures de ce courant ont décidé de suivre ce mouvement. Il s'agit de Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris, Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine, Patrick Jarry, maire de Nanterre, Roger Martelli, historien, Pierre Zarka, ancien directeur de L'Humanité et Lucien Sève, philosophe.

Pourquoi quittez-vous le Parti communiste français?

Voilà des mois que je m'interroge avec d'autres camarades pour savoir où nous pouvons encore être utiles à construire une alternative de transformation sociale et écologique. Ce qui est sûr, c'est que moi, je pars. D'autres l'ont aussi annoncé. Nous nous réunissons, vendredi 26 mars, pour décider de la manière et du moment d'une sortie collective en mai. Les départs du PCF, toujours à pas de loup, ont été nombreux ces dernières années. Les conditions sont réunies pour qu'il y ait un départ massif de communistes, élus comme militants.

Nous sommes au terme d'un long processus. Avec mes amis refondateurs, on a travaillé longtemps un pied dedans, un pied dehors, pensant qu'on pouvait encore transformer ce parti de l'intérieur. Depuis l'expérience avortée d'une candidature unique à la présidentielle de 2007 et les différentes tentatives de rassemblement qui ont avorté à cause des appareils, il faut se donner d'autres perspectives. Entre une mort annoncée et une vie potentielle dynamique, je choisis la vie.

Pour vous, le PCF est mort ?

Pour moi, la forme "parti" est dépassée. On voit qu'une des qualités d'Europe Ecologie, c'est d'avoir transcendé cette forme politique traditionnelle. Quand vous avez plus de 50% d'une population qui ne va pas voter, et cela d'une manière structurelle; quand ces pourcentages d'abstention passent à 75 % pour les 18-30 ans; quand on y ajoute entre 4% et 5% qui votent blanc... il y a, à l'évidence, une crise des formes d'organisation qui n'ont plus rien à voir avec le monde contemporain. Appartenant au PCF, je considère que la forme de mon parti est dépassée et morte. Mais c'est une question qui est posée à l'ensemble des partis.

C'est la fin d'une histoire, celle des rénovateurs dont vous avez été une des figures...

On finit une histoire, celle d'un courant en interne qui n'a pas réussi à transformer le Parti communiste. Mais pour moi, c'est aussi le début d'une autre histoire. Celle de communistes qui, avec d'autres partenaires, souhaitent élaborer un projet politique et une forme d'organisation innovante adaptée à la société d'aujourd'hui. On est dans une période de métamorphose, où l'on voit bien ce qui se défait et l'on sait que ce qui est à construire, à tisser est plus complexe. Créer n'est jamais simple mais c'est enthousiasmant.

Vous allez construire une nouvelle organisation. Une de plus ?

Nous sommes déjà, pour partie, membres de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE). C'est une forme d'association politique qu'il faut faire évoluer. Nous allons nous y investir pour mieux la structurer, la rendre efficace et lisible afin d'être plus présents dans les moments électoraux comme dans les luttes sociales. On veut être un lieu charnière entre tous ceux qui veulent que les choses changent, indépendamment des jeux d'appareils.

Vous restez au sein de la gauche radicale ou vous vous tournez, comme l'ont fait certains de vos amis, vers Europe Ecologie?

Nous partirons avec l'ambition de nous adresser non seulement à l'ensemble des communistes, au Front de gauche parce qu'il constitue, de manière encore trop étriquée, une base militante, aux militants du NPA mais tout autant à la gauche d'Europe Ecologie. Je pense qu'au sein de cette organisation beaucoup ne se reconnaissent pas dans l'orientation donnée par Daniel Cohn-Bendit et sa "coopérative".

Nous allons tisser des liens aussi avec des socialistes qui craignent que leur parti ne s'engage dans une alternance de plus sans vrai changement. Il faut de la part de la gauche des engagements réels en lien avec le mouvement social et les quartiers populaires qui désespèrent de tout. Nous souhaitons que des militants syndicalistes, des associatifs, des militants des quartiers mais aussi des intellectuels construisent avec nous cette alternative politique. Ce sera le sens du message que nous leur enverrons.

## **Une vingtaine de personnalités du PCF pourrait quitter le parti. (26.03)**

### **Libération.fr et AFP - 25.03**

Les députés PCF Patrick Braouezec, François Asensi (Seine-Saint-Denis) et Jacqueline Fraysse (Hauts-de-Seine) ainsi que d'autres figures communistes, comme Pierre Zarka, pourraient démissionner du PCF. Pour cause de «raidissement dans la pratique démocratique» du parti, selon eux.

Dans un appel intitulé «Que faire? Autre chose? Autrement?», une vingtaine de personnalités du PCF estiment que «la logique de repli des dernières années, incluant dans la période récente la mise à l'écart d'un grand nombre de militants, va, avec une incohérence inédite dans ses choix stratégiques, loin de ce qui bouge dans la société, ou l'aborde du "bout des lèvres"». «Peut-on, et comment, faire vivre autrement une option communiste refondée?», demandent-ils, à trois jours du Conseil national du PCF.

Après la séquence des élections européennes et des régionales, «on est nombreux à se poser la question de quitter le PCF», a confié à l'AFP le «communiste unitaire» Pierre Zarka, signataire du texte au côté, notamment, du maire (PCF) de Nanterre, Patrick Jarry, ou encore de Pierre Goldberg, Roger Martelli et Bernard Calabuig.

«On pense qu'il est urgent d'aller vers d'autres constructions» où «se mêlent mouvement social et forces de progrès», a expliqué Zarka, ex-directeur de L'Humanité, assurant «ne pas arriver à le faire dans le PCF» où «il y a plutôt un raidissement dans la pratique démocratique».

«La décision collective sera prise courant mai», avant le congrès du PCF de juin, a-t-il affirmé, précisant que lui avait déjà décidé de démissionner. Les signataires n'ont «pas l'intention de rajouter un nouveau mouvement» à gauche, selon Zarka, mais devraient créer une «section communiste» à l'intérieur de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (Fase) où figure notamment Clémentine Autain.

La semaine dernière, les députés Asensi et Braouezec avaient dénoncé «le parachutage d'un responsable parisien» du Parti, Patrice Bessac, au second tour des régionales en Seine-Saint-Denis, leur département.

Braouezec qui souhaitait être tête de liste du Front de gauche en Ile-de-France pour les régionales, avait, il y a quelques mois, reproché au PCF d'avoir imposé Pierre Laurent, le dauphin de Marie-George Buffet.

### **Quelques commentaires d'internautes du PCF ou proches de ce parti.**

1- Tous les médias pro-capitaliste après avoir invité très souvent Braouezec en tant que représentant du PC alors que Braouezec l'arriviste stalinien droitier n'a jamais rien représenté au PC et n'a fait que faire carrière en écrasant les autres (c'est idem pour ses collègues Asensi, A Zarka, Gatignon and co).

En fait ils savent tous qu'ils ont perdu tout crédit au PC et donc par dépit il fuient comme des rats...

Cela veut peut-être dire que Pierre Laurent pourrait s'appuyer sur ce qui reste de plus vivant du PC cad les militants et la gauche du PC, ce qui pourrait faire revenir quelques dizaines de milliers d'anciens adhérents comme moi et d'autres...

2- Tout le monde sait que Braouezec et son aéropage roule pour Conbendit depuis des années, comme Hue était encarté au PS depuis 15 ans...

Tous ces aparatchick qui pètent dans la soie ne sont plus communiste depuis longtemps et fréquente plus souvent le Medef que les travailleurs en lutte.

Le PC ne peut que s'en porter mieux et une fois la reprise du pouvoir au sein du PC par sa gauche, Buffet qui in fine tenait l'appareil grâce à

une alliance justement avec Hue et Braouezec, va se trouver à la fois bien démunie et complètement déconsidérée pour s'être alliée pendant des années avec de tels personnages arrivistes et arrivés....

C'est Gemetz, Gerin et Karman qui avaient raison, les masques tombent!!!

3- Curieux assemblage que ces militants-là...

Asensi, du temps où il était premier secrétaire de la Fédération de Seine-Saint-Denis était un dirigeant à poigne, fidèle de Marchais, et il savait bien "tenir" sa fédé et faire taire les tentatives d'ouverture.

Quant à Zarka, secrétaire de la JC, député imposé de force par le parti à Saint-Denis contre le très populaire Marcelin Berthelot, puis directeur de l'Huma, il était également un très fidèle séide de Marchais et un fermeur de portes autoritaire et expert.

Ces deux-là ont copieusement fait le ménage dans ce département bastion historique des staliniens.

Braouezec et Martelli, en revanche ont toujours lutté pour l'ouverture, le dialogue, la modernisation, sans beaucoup de succès, malheureusement.

Curieux assemblage, mais tout le monde a le droit d'évoluer...

4- Nous sommes effectivement des dizaines de milliers de communistes sans carte depuis les renoncement idéologiques successifs du PC avec Hue, Buffet, Braouezec.

Hue est au PS, Braouezec est rentré sous la protection du très anti-comuniste Con Ben Dit. Que des bonnes nouvelles.

Après le départ de Buffet, une nullité politique, je réadhère au PC.

Peut-être que cela veut dire que Pierre Laurent veut restaurer les fondamentaux du PC, c'est dans ce cas la défaite en rase campagne des droitiers arrivistes du camp de Hue/braouezec...c'est pour cela qu'ils partent les rats...

5- Je ne suis pas loin de partager ton avis... Qu'ils partent, ces vivants emblèmes de tous les abandons. L'abandon le plus grave étant celui de la classe ouvrière et des salariés. Ces brillant individus ayant été incapable d'analyser les évolutions de la classe ouvrière à défaut de les guider. L'abandon des outils marxistes se paye cher. Comme d'ailleurs les classes populaires payent actuellement très cher l'écroulement de l'URSS. Bref! Leur départ ne peut pas faire de mal au Parti. Bien au contraire.

Et Viva Zapata.

6- C'était bien la peine que le Parti de gauche décale une fois de plus son congrès pour accueillir les dissidents PC... ils partent à la FASE.

Le PG est en train de perdre ses adhérents à force de retarder les échéances internes essentielles et d'invoquer l'urgence pour maintenir une direction fort peu démocratique.

7- Alors pour enfin le savoir, voici les dernières informations et études sur l'importance des partis politiques français, dont le PCF :

"On estime à environ 450 000 le nombre d'adhérents tout partis confondus, soit 1 % de la population adulte. Les formations les plus importantes, PS, UMP et PCF, comptent chacune un peu plus de 130 000 adhérents dont très peu sont de véritables militants actifs . Cette situation est liée, de manière plus générale, à une crise de l'action collective car elle touche aussi les syndicats. Toutefois, il convient de nuancer cette affirmation, dès lors que, mis à part le cas du Parti communiste (près d'un million d'adhérents en 1945, environ 600 000 en 1975) , la France n'a jamais été, à l'exception de brèves périodes (Front populaire, Libération, mai 1968), un pays de fort militantisme partisan." (source : Direction de l'information légale et administrative - vie-publique.fr)

Comme cela, vous verrez que le PCF figure parmi les 3 premières organisations politiques du pays par leur nombre d'adhérents...

---

## **L'abstention en banlieue, plus grave que les émeutes ? (26.03)**

**Le Monde - 25.03**

Médiatiquement et politiquement, l'abstention des cités sensibles ne vaut pas une émeute avec son cortège de voitures incendiées et d'images spectaculaires pour illustrer la gravité de la crise des banlieues. Les résultats des élections régionales, qui prolongent les constats

des précédents scrutins, devraient pourtant interpeller la société française, plus encore que des véhicules brûlés. Avec des taux d'abstention qui dépassent les 70 % des inscrits, les habitants des quartiers difficiles ont exprimé leur sentiment d'être en dehors de la vie électorale, en dehors du système politique, en dehors de la République.

Là où les émeutes de 2005 avaient été provoquées par quelques milliers de jeunes, souvent adolescents, le refus de voter est un signal de défiance vis-à-vis du politique envoyé par plusieurs centaines de milliers d'habitants, Français, adultes, qui ont symboliquement brûlé les urnes, jugées inutiles. Avec, comme pour les émeutes de l'automne 2005, une ville symbole : Clichy-sous-Bois figure en tête du palmarès des communes les plus abstentionnistes avec 31,3 % de votants au second tour.

Plus de 6 000 des 9 000 électeurs de cette ville de Seine-Saint-Denis ont refusé de se déplacer - un chiffre à comparer aux quelque 200 à 300 émeutiers recensés, en octobre 2005, ou aux 400 habitants qui avaient participé à une marche silencieuse après le décès de deux adolescents à l'origine des émeutes. Une défiance exprimée dans des proportions comparables à Grigny, à Stains, aux Mureaux, à Sarcelles, à Bobigny ou à Villiers-le-Bel, autant de villes qui incarnent la "crise des banlieues".

Comment comprendre cette attitude de retrait de la vie démocratique ? Elle témoigne d'abord du profond sentiment d'abandon. Les milliards d'euros investis dans la rénovation urbaine n'y font rien. Ni la communication autour du plan espoir banlieue de Fadela Amara resté à l'état de promesse. Au-delà de la frontière symbolique du périphérique, l'idée dominante est celle d'une mise à l'écart. Un sentiment validé par le dernier rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) : un tiers des habitants y vivent sous le seuil de pauvreté.

Ces résultats prolongent également, dans le champ électoral, les phénomènes de ségrégation. Puisque la République trahit ses promesses, la majorité des habitants, pas simplement une poignée d'émeutiers, ne se sentent plus liés par leurs devoirs électoraux. Car la ghettoïsation des quartiers n'a cessé de progresser au point que certaines cités abritent presque exclusivement ce qu'on appelle sur le reste du territoire des "minorités visibles" - pour ne pas dire "Noirs" et "Arabes" - et qui sont devenues des "majorités visibles" dans certains territoires.

La statistique publique se garde bien d'aborder frontalement le sujet : dans le dernier rapport de l'Onzus, ce sujet n'existe pas. Pratiquement aucune donnée sur les étrangers. Ni sur la répartition spatiale des populations issues de l'immigration. Or ce que les pouvoirs publics s'évertuent à ne pas voir, les habitants le constatent tous les jours. Dans l'accès à l'emploi avec, par exemple, un taux record de chômage de 42 % pour les hommes de moins de 25 ans. Dans les problèmes de transports en commun - Clichy-sous-Bois est toujours à 15 km mais à plus d'une heure de Paris. Dans les rapports avec la police - la probabilité d'être contrôlé pour un Maghrébin est huit fois plus élevée que pour un Blanc.

Quant à l'immigration, la fonction d'accueil reste toujours aussi mal partagée : la Seine-Saint-Denis, par exemple, absorbe plus d'étrangers que tous les autres départements de l'Ile-de-France réunis, hormis Paris. Entre les deux recensements de 1999 et 2006, leur nombre a augmenté de 22,8 %, concentrés dans les communes les plus pauvres de ce département, là où la proportion d'étrangers était déjà la plus élevée. Là, aussi, où se concentrent les Français que l'on présente toujours comme "issus de l'immigration".

Au fond, c'est le silence des quartiers qui devrait nous alarmer plus que le bruit, ponctuel, des violences urbaines. Pourquoi le souffle créé par les émeutes de 2005, qui s'était traduit par une diminution de l'abstention lors de la présidentielle de 2007, est-il retombé aussi vite ? Comment des citoyens tolèrent-ils de telles conditions de vie sans exprimer leur colère autrement que par le non-vote ? Comment se fait-il qu'aucune force politique, associative ou syndicale ne parvienne à représenter ces populations ?

Le plus gênant est que l'abstention place les quartiers dans un cercle vicieux. Parce que les hommes politiques pourront être tentés par une lecture cynique et considérer ces territoires comme définitivement "non rentables" électoralement. Pour la droite, qui y recueille des scores dérisoires. Pour la gauche, qui obtient des pourcentages flatteurs mais un nombre de voix réduit. Pourquoi, en effet, prendre le risque de s'aliéner des clientèles alarmées par l'image du jeune à capuche pour ne rien gagner du côté de la banlieue ? Pourquoi se mettre à dos le monde rural, également en grande difficulté mais qui continue de voter, pour des quartiers à la dérive mais abstentionnistes ? Le piège se referme sur les banlieues populaires.

---

## **L'ouverture, et ça continue encore et encore. (26.03)**

**Slate.fr - 25.03**

Nicolas Sarkozy doit désormais recentrer sa stratégie et utiliser Villepin.

Les régionales marquent-elles la fin de la stratégie d'ouverture lancée au lendemain des présidentielles de 2007? Il serait naïf de le croire. C'est en réalité à un décentrement de cette stratégie que l'on assiste aujourd'hui.

L'Élysée est aujourd'hui confronté à un triple problème. L'érosion de l'électorat reconquis sur le Front national en 2007 se confirme. Les centristes de la majorité donnent des signes d'impatience. Et dans l'espace laissé libre par la déconfiture du MoDem, l'hypothèse d'une candidature Villepin commence à prendre de la consistance. Dans ces conditions, on comprend parfaitement que la stratégie de l'ouverture à gauche soit aujourd'hui remise en cause. Elle a pu apparaître comme une tactique utile au début du quinquennat. Gommant ce qu'il y avait de

plus «clivant» dans le positionnement de Nicolas Sarkozy, elle aidait le candidat à endosser les habits du Président; parallèlement elle affaiblissait le PS en neutralisant ses dirigeants les plus populaires.

Se droitiser pour séduire à l'extrême droite

Mais au fil du temps, cette stratégie a trouvé ses limites, semant le trouble dans l'électorat de l'UMP et décourageant une partie des militants et des élus. Elle a aussi contribué à la déception des électeurs issus de l'extrême droite. En 2007 Nicolas Sarkozy avait réussi à ramener à lui ces électeurs, mais leur fidélisation est éminemment difficile. Plus que d'une nouvelle dynamique à l'extrême droite, le score du FN signale la difficulté grandissante de l'UMP à faire le grand écart entre l'ouverture à gauche et le discours sur l'immigration, l'insécurité ou l'identité nationale. Le candidat Sarkozy avait réussi à capter une partie de l'électorat frontiste en jouant sur une promesse politique très forte et sur l'image de fermeté qu'il avait construite au ministère de l'Intérieur. Le président n'a pas délaissé ces électeurs, mais sur le fond, aucune réponse politique ne peut résoudre leurs interrogations et leur désarroi. Ce ne sont pas 30.000 expulsions supplémentaires qui vont redonner le goût de l'avenir aux 70% d'abstentionnistes de Roubaix. Or Nicolas Sarkozy aura besoin de remobiliser dans les classes populaires en 2012, au premier tour pour créer une dynamique et au second pour l'emporter. C'est son premier défi.

Parallèlement, les ralliés du centre donnent aujourd'hui des signes d'impatience. Avant même le deuxième tour, dans un entretien donné au Monde le 19 mars, Hervé de Charette (Nouveau Centre) plaidait pour la fin d'un «parti unique monocorde» qui souffrirait de deux problèmes: «la qualité de l'écoute politique des électeurs» et «la richesse de l'offre politique majoritaire». Sous la petite musique centriste traditionnelle, le diagnostic est juste: ce n'est pas seulement sur sa droite, mais aussi sur sa gauche que l'UMP voit s'effriter aujourd'hui son espace politique. Lui sera-t-il encore possible de fédérer des électeurs aux attentes différentes, ou faut-il dès à présent imaginer une division de la majorité?

Laisser de l'air au Nouveau Centre

En réalité, la question est déjà tranchée. Tout indique aujourd'hui que le Nouveau Centre, sans sortir de la majorité et probablement sans présenter de candidat en 2012, va gagner en autonomie et tenter de structurer un espace politique centriste laissé en friches par la déconfiture du MoDem. L'UMP de son côté va travailler à se droitiser à nouveau, dans la perspective de l'élection présidentielle qui exige une offre politique parfaitement lisible et qu'elle ne peut gagner sans l'apport d'un nombre suffisant d'électeurs venus de l'extrême droite. Les velléités d'autonomie du Nouveau Centre, plus qu'un affaiblissement du pouvoir de l'UMP ou de l'autorité de Nicolas Sarkozy, apparaissent ainsi comme le signe d'un infléchissement stratégique validé par l'Élysée: une division de la majorité permettant la reconquête du centre, et qui donnerait plus de lisibilité à une entreprise de reconquête des électeurs frontistes assumée par l'UMP.

L'ouverture à gauche n'a pas sa place dans cette stratégie. Mais un danger demeure pour Nicolas Sarkozy. L'espace laissé libre par le MoDem peut être occupé demain par Dominique de Villepin, qui semble à même de perpétuer la stratégie anti-sarkozyste mise en œuvre depuis 2007 par François Bayrou. Une candidature de l'ancien Premier ministre en 2012 est aujourd'hui de l'ordre du possible; il vient d'ailleurs d'annoncer ce 25 mars la création de son mouvement. C'est le troisième défi de Nicolas Sarkozy. Et l'on peut déjà observer le troisième axe de la stratégie élyséenne, qui s'articule aux deux précédents. Déshabiller ses adversaires

Comment comprendre l'arrivée de chiraquiens et d'un député villepiniste, Georges Tron, au gouvernement? Une lecture du remaniement récent pourrait supposer que l'Élysée travaille à «réunir la famille gaulliste»: on retrouverait en quelque sorte le scénario de 1997, quand, à la suite de la victoire de la gauche aux législatives, Jacques Chirac avait organisé le retour au bercail d'une partie des balladuriens et que Nicolas Sarkozy était devenu secrétaire général du RPR. Mais en 1997, la situation était différente: Sarkozy n'était pas encore présidentiable et Balladur ne l'était plus. Aujourd'hui, le chef de l'Etat a en face de lui un concurrent qui, faute de pouvoir trouver sa voie au sein de l'UMP, pourrait devenir un adversaire. Ce contexte permet de comprendre les enjeux du remaniement récent, et de lui donner un nom: l'ouverture. Les techniques que l'on peut observer aujourd'hui sont en réalité les mêmes que celles qui ont fait le succès, dans un premier temps, de l'ouverture à gauche.

La stratégie mise en œuvre à l'Élysée de 2007 à 2010 avait été de «déshabiller» les opposants, en l'occurrence le PS et le MoDem. On observe aujourd'hui la mise en œuvre des mêmes procédés: l'offre de services à des fidèles de Villepin et la neutralisation des chiraquiens répondent à un jeu d'isolement et de confinement de l'adversaire. Cette stratégie a simplement changé de cible.

L'opposant s'appelle aujourd'hui Dominique de Villepin. Ses fidèles —Hervé Mariton, François Goulard, Marie-Anne Montchamp, Jacques Le Guen, Jean-Pierre Grand ou encore Brigitte Girardin— ont peut-être fait le bon pari pour 2012. Il est peu probable aujourd'hui que leur poulain l'emporte, mais ils pourraient être les premiers servis, en monnayant au prix fort leur ralliement comme les centristes l'avaient fait en 2007, si Sarkozy est réélu. Quant à Dominique de Villepin, il pourrait bien, à la façon de François Bayrou, servir d'idiot utile à l'UMP en 2012, en privant la gauche d'une partie des bénéficiaires de l'anti-sarkozysme.

---

## **Des députés UMP veulent en finir avec les triangulaires.(26.03)**

Lefigaro.fr - 25.03

Les régionales ont rappelé l'effet désastreux du maintien de plus de deux partis dans des scrutins à deux tours.

La majorité présidentielle est inquiète. Au lendemain des régionales - où le Front national a pu se maintenir au second tour dans douze régions, contribuant à la sévère défaite de l'UMP -, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer l'interdiction des triangulaires au deuxième tour des législatives de 2012. Lors de ce scrutin, seuls les candidats qui, au premier tour, ont obtenu un score représentant 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir au second tour. «C'est encore trop, plaide Franck Reynier, député radical valoisien (UMP) de la Drôme. Nous souhaitons que seuls les deux candidats ou les deux listes arrivés en tête au premier tour d'une élection puissent participer au second», insiste l'animateur du cercle des parlementaires radicaux. «Il faut appliquer à tous les scrutins la règle déjà en vigueur pour l'élection présidentielle», argumente ce proche de Jean-Louis Borloo, élu d'un département où le FN a obtenu 16,52 % des voix dimanche.

Au même moment, deux autres députés de la majorité viennent de déposer des propositions de loi visant à -interdire les triangulaires. «Les triangulaires permettent à des mouvements qui ne peuvent espérer obtenir une majorité absolue de se placer en contradiction avec les principes démocratiques fondamentaux qui régissent notre pays», plaide Éric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes, où le FN a atteint 23,85 % des voix dimanche. Selon ce proche du maire de Nice, Christian Estrosi, «la légitimité d'un élu doit reposer sur une majorité absolue et non sur une majorité relative».

Un député du Nord, Christian Vanneste - où le FN a obtenu 20,78 % des suffrages dimanche -, a lui aussi déposé une proposition de loi en ce sens. «Je suis un admirateur du régime parlementaire britannique qui repose sur le bipartisme, plaide Christian Vanneste. Le seul scrutin où une triangulaire me paraît acceptable, c'est lors d'une élection municipale. C'est une position que je défends depuis 2002.»

Éric Ciotti et Christian Vanneste espèrent obtenir du groupe UMP l'inscription de leurs propositions de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée lors d'une semaine d'initiative parlementaire. Interrogé, jeudi, sur RMC, le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jean-François Copé, s'est déclaré très favorable à ces deux propositions de loi.

Ces initiatives traduisent en tout cas l'inquiétude de la majorité, de nouveau concurrencée par une force politique importante et dynamique sur son flanc droit. Le précédent des législatives de 1997 hante les esprits à droite. Au soir du premier tour, le FN était en mesure de se maintenir dans 133 circonscriptions. Le parti de Jean-Marie Le Pen s'était déterminé au coup par coup en fonction des candidats RPR et UDF en présence. Le FN avait finalement choisi de se maintenir dans 76 circonscriptions. Et les candidats RPR et UDF en lice furent battus dans 47 de ces 76 triangulaires, qui contribuèrent à la victoire de la gauche.

---

## **Les deux directrices d'hôpital libérées. (26.03)**

**20minutes.fr - 25.03**

Les directrices de l'hôpital René Muret de Sevran (Seine-Saint-Denis) et de l'hôpital Avicenne de Bobigny, qui étaient retenues jeudi par des personnels opposés au projet de restructuration de l'AP-HP, ont été libérées dans la soirée.

«Nous avons bloqué notre direction locale du fait de l'absence de négociations locales, dans un mouvement de colère qui s'est fait spontanément» a expliqué à l'AFP Maxime Defief, syndicaliste Sud. «Nous avons pu parler avec des personnes du cabinet du directeur général, ce qui démontre qu'ils prennent enfin le problème au sérieux», a-t-il ajouté.

Négociations vendredi

«Les négociations débuteront vendredi au sujet du service de gériatrie et se poursuivront à partir de lundi sur le reste de nos revendications, concernant les regroupements et suppressions de postes mais également sur les conditions de travail au niveau local. Mais en attendant la grève continue, nous restons mobilisés» a conclu le responsable.

Les deux directrices, respectivement Marie-René Toullec et Dominique De Wilde, étaient retenues, en compagnie de trois autres responsables de l'hôpital René Muret, depuis 10H00 dans cet établissement, dans un climat jugé «serein» par les syndicalistes.

Depuis le début du mois de mars, les rétentions de cadres se sont multipliées dans les établissements gérés par l'AP-HP, souvent à l'initiative des représentants syndicaux qui entendent ainsi pousser la direction générale à la négociation alors que se profile une restructuration de l'AP-HP qui pourrait amener la suppression de 3.000 à 4.000 postes.

---

## **SCA va fermer son usine de Linselles, 280 emplois menacés. (26.03)**

**Reuters - 25.03**

Le groupe suédois SCA a annoncé jeudi la fermeture de son usine de Linselles (Nord) qui emploie quelque 280 personnes.

Combinée à la suppression d'une cinquantaine de postes aux Pays-Bas, la fermeture coûtera 60 millions d'euros et permettra d'économiser

15 millions par an à partir de fin 2011, précise SCA dans un communiqué.

Maurad Rabhi, un des secrétaires fédéraux de la CGT, a dénoncé une décision "inacceptable" et appelé à lutter contre ce projet.

"Cette décision peut et doit être remise en cause, la CGT emploiera sa force sur le terrain pour se faire entendre", écrit le responsable syndical dans un communiqué.

"Aucun argument économique avancé n'est valable", poursuit-il.

"Nous exigeons du ministre de l'Industrie qu'il s'implique beaucoup plus fortement pour maintenir nos entreprises et nos emplois et arrêter d'être uniquement la chambre d'enregistrement de la casse de nos entreprises", ajoute-t-il.

L'usine de Linselles produit des couches pour bébé.

---

## **L'UMP au bord de l'éclatement. Un régime aux abois. Un président malheureux. (26.03)**

### **Reuters - 25.03**

1- "C'est clair, c'est le Medef qui a planté la taxe carbone. Au nom de la compétitivité. Est-ce que le Medef s'est ému des 2 milliards de bonus distribués aux banques?", déclare la secrétaire d'Etat à l'Ecologie dans Libération, jeudi.

Elle s'avoue tiraillée - "La politique aurait envie de démissionner et l'écologiste se dit qu'il faut se battre".

Que cela ne tienne, balancez la politique : "Il faut revenir à la magie du Grenelle. Il faut dépolitiser en partie ce sujet-là", lui a répondu le ministre de l'Ecologie.

"Il faut essayer quelque chose. Il me reste la parole. Je me ferai peut-être exploser mais ce n'est pas grave. Je vais juste parler vrai. Je préfère aller au bout", explique-t-elle.

"Je ne suis pas là pour faire de la provoc' mais porter la parole que l'écologie n'est l'otage d'aucun clan. (...) Quand ils seront lassés par moi, ils me diront d'aller voir ailleurs". (Reuters 25.03)

2- L'ancien premier ministre Dominique de Villepin est "mal à l'aise dans la politique menée aujourd'hui par la majorité". Face à ce malaise, il a annoncé, jeudi 25 mars, sa volonté de "défendre un changement de politique", au cours d'une conférence de presse à Paris, organisée pour annoncer la création, le 19 juin, de son mouvement politique "libre, indépendant, ouvert à tous, au-dessus des clivages partisans". (Lemonde.fr 25.03)

Une autre politique à l'UMP, est-ce vraiment possible ? Réponse.

Avec Chirac, de Villepin a appris "notamment à écouter la respiration de la France". Une "respiration" qui a conduit l'ancien chef de l'Etat à freiner les réformes de crainte d'une explosion sociale, ce que, selon son ancien premier ministre, les Français réclament désormais. Il se propose de reprendre le flambeau de Chirac pour conduire la contre-réforme des retraites à son terme au cas où le nabot du Palais se dégonflerait ou n'achèverait pas la sale besogne.

De Villepin a fourni un détail intéressant sur sa méthode. Il ne s'attaquerait pas de front à tous les dossiers, par exemple il foutrait la paix aux fonctionnaires, du coup il serait sûr d'avoir le soutien de la plupart des dirigeants syndicaux dont c'est le principal fond de commerce.

La réponse à notre question est claire, tout est une question de méthode, de doigté, l'art d'enfumer la population n'est pas donné à tout le monde, l'épileptique qui trône au Palais aujourd'hui n'a pas cette faculté qui consiste à transformer le plomb en or, à faire prendre des lanternes pour des vessies sur le long terme, alors que lui de Villepin il a ce talent, que dis-je ce don du séducteur qui vous assassine en même temps.

Entre nous, vaut mieux encore Sarkozy que de Villepin, le flic-boucher est plus rustre et plus cru que l'aristocrate qui vous empoisonne lentement mais sûrement... par derrière, c'est plus raffiné mais le résultat est le même. Sarkozy inspire naturellement la haine ou le rejet, alors que l'aristocrate avec sa particule inspire le respect. Vaut mieux toujours un ennemi clairement identifié pour mieux le combattre, tel est le principe dont il faut partir. C'est peut-être triste à rappeler, mais la psychologie des masses est très sensible à ce genre de détails.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'arrivée, c'est le développement de la crise du capitalisme qui l'emportera sur les grimaces du boucher de Neuilly ou les rictus hypocrites de l'aristocrate.

L'UMP peut éclater, ils peuvent se diviser parce qu'ils ne sont pas d'accord sur la méthode pour faire passer les contre-réformes, ils peuvent même être en désaccord sur certaines mesures, mais ils se retrouvent toujours pour affronter le prolétariat car ils ont une conscience de classe, ce qui manque le plus aujourd'hui à la classe ouvrière. On peut se gausser des difficultés de l'UMP, il faut bien se détendre un peu, sans que cela ne résolve en rien le problème auquel nous sommes confrontés et que je viens de rappeler.

3- Le chef d'escadron de gendarmerie Jean-Hugues Matelly, et chercheur au CNRS, qui avait notamment critiqué le rapprochement police-gendarmerie au sein du ministère de l'Intérieur, a été radié des cadres par "mesure disciplinaire" par un décret du président de la République, a-t-on appris jeudi auprès de son avocat Me David Dassa-Le Deist. Cette mesure prend effet jeudi soir à minuit.

"Nous sommes stupéfaits de la disproportion de la sanction par rapport à la faute alléguée", a souligné son avocat Me David Dassa-Le Deist en affirmant qu'il n'existait pas, "dans la jurisprudence, de cas similaire".

"Je suis complètement stupéfait, atterré par la gravité de la sanction prononcée car c'est une grande première, malheureusement, dans l'histoire de l'armée française. Aucun officier n'a jamais été radié des cadres pour une question de liberté d'expression", a renchéri Jean-Hugues Matelly sur RTL. Selon lui, "aucune expression libre ne semble possible" dans l'armée. (AP 25.03)

4- Un haut magistrat, avocat général à la cour d'appel de Paris, Philippe Bilger, est convoqué vendredi par son supérieur hiérarchique, le procureur général François Falletti, pour avoir défendu sur son blog le chroniqueur Eric Zemmour, mis en cause pour des propos controversés associant les trafiquants de drogue aux "noirs" et aux "arabes", a-t-on indiqué de source judiciaire.

Dans une chronique du 19 mars, intitulée "Eric Zemmour, le trublion officiel" et publiée sur son blog, "Justice au singulier", Philippe Bilger prend la défense du chroniqueur. "En effet, je propose à un citoyen de bonne foi de venir assister aux audiences correctionnelles et parfois criminelles à Paris et il ne pourra que constater la validité de ce "fait", la justesse de cette intuition qui, aujourd'hui, confirment un mouvement né il y a quelques années. Tous les noirs et tous les arabes ne sont pas des trafiquants mais beaucoup de ceux-ci sont noirs et arabes", affirme-t-il.

Ses propos ont semble-t-il déplu à la hiérarchie de ce magistrat médiatique. "Il y a toujours un devoir de réserve, qui est valable pour l'ensemble des fonctionnaires", a fortiori pour des fonctionnaires de "domaines régaliens" comme la justice, a estimé la ministre de la Justice interrogée sur LCI. (AP 25.03)

Que le provocateur et chroniqueur de merde du Figaro Zemmour dise franchement ce qu'il pense n'a rien de plus choquant que lorsque c'est Le Pen qui prend la parole. Leur interdire de s'exprimer revient à s'interdire de s'exprimer, je pense que le réel danger est là, et ce n'est pas un hasard si une organisation comme le MRAP en profite pour porter plainte contre ce plumitif minable.

Nous sommes dans un régime capitaliste, nous le combattons également à travers les discours de ses représentants, si maintenant ceux-ci ne s'exprimaient pas ouvertement, comment pourrions-nous les combattre efficacement ? On en revient à Sarkozy-de Villepin, vaut mieux toujours avoir en face de soi un ennemi déclaré, clairement identifié, pour pouvoir le combattre ou défendre sa peau.

5- Le père du président de la République, Pål Sarkozy, estime jeudi dans un entretien à paraître vendredi dans le Parisien/Aujourd'hui en France, que Nicolas Sarkozy "aura une vie plus tranquille s'il ne se représente pas" à la prochaine élection présidentielle de 2012. Il a précisé qu'il "aimerait le voir heureux". Qu'il démissionne ! Après Carla-Bruni qui s'est exprimée dans le même sens avant-hier, on en vient à penser que l'idée lui aurait déjà trotté dans la tête, de ne pas se représenter, pas de démissionner bien sûr.

Serait-il plus seul que jamais ? Maintenant que sa fonction de président lui a permis d'étoffer son carnet d'adresses, l'avocat d'affaires n'a plus de souci à se faire pour son avenir, pourquoi rempiler ?

---

## **Les handicapés dans la rue samedi pour une allocation au niveau du Smic. (27.03)**

### **Libération.fr et AFP - 26.03**

Le mouvement Ni pauvres ni soumis (NPNS), qui rassemble une centaine d'associations de personnes handicapées ou malades, souvent touchées par la pauvreté, appelle à manifester samedi en France pour réclamer un «revenu d'existence» au niveau du Smic.

Les manifestants sont appelés à venir «piétiner» sur le Parvis des Droits de l'Homme au Trocadéro, pour symboliser «l'immobilisme» du gouvernement sur la question des ressources.

Dans une vingtaine de villes, rassemblements, manifestations ou votations citoyennes sont également organisés.

Bien que le président de la République Nicolas Sarkozy ait promis durant la campagne présidentielle de revaloriser de 25% d'ici 2012 l'Allocation adulte handicapés (AAH), touchée par environ 850.000 personnes en France, elle reste en-dessous du seuil de pauvreté, déplore



le collectif.

L'AAH est aussi en train d'être réformée pour favoriser l'accès à l'emploi des handicapés.

Cette allocation sera portée 696,63 euros par mois au 1er avril, puis 711,95 euros au 1er septembre, selon un décret publié mercredi, alors que le seuil de pauvreté est d'environ 900 euros par mois (Insee).

«Ce n'est pas suffisant, nous demandons la mise en place d'un véritable revenu d'existence pour les personnes qui ne peuvent pas ou plus travailler», explique le président de l'Association des paralysés de France (APF), Jean-Marie Barbier.

En mars 2008, NPNS avait organisé une grande manifestation à Paris, qui avait rassemblé 35.000 personnes selon les organisations, 16.500 selon la police, pour réclamer, déjà, un revenu au niveau du Smic.

Pour Jean-Marie Barbier, depuis cette date, «les choses n'ont pas bougé» pour les handicapés.

Dénonçant «l'extrême pauvreté» des personnes handicapées ou victimes de maladies invalidantes, NPNS demande un revenu qui soit «au moins égal» au Smic et qui ne dépende pas des ressources du conjoint et quel que soit le lieu de vie.

Nécessaire aussi selon le mouvement, l'augmentation du seuil d'accès à la Couverture médicale universelle (CMU) complémentaire (fixé à environ 600 euros pour une personne seule) pour que ceux qui bénéficient de l'AAH puissent en profiter.

Enfin, NPNS exige le retrait des franchises médicales, de l'augmentation du forfait hospitalier et de l'imposition fiscale des indemnités journalières de maladie, dont «les personnes handicapées sont les premières victimes», selon Jean-Marie Barbier.

Actuellement avec 682 euros d'AAH, «le 15 du mois, il ne me reste plus rien», témoigne Frédéric, 49 ans, séropositif, cité par NPNS: «Une fois que j'ai payé mon loyer parisien, les factures EDF, le téléphone et ma mutuelle (70 euros par mois), cela devient très compliqué pour vivre!»

---

## **Un candidat Front de gauche en 2012 ? (27.03)**

### **Lexpress.fr - 26.03**

Fort de son bon score aux régionales (6,5%), Jean-Luc Mélenchon, l'une des têtes d'affiche du Front de gauche, souhaite que cette alliance de la gauche radicale présente son propre candidat à toutes les prochaines élections, dont l'échéance présidentielle de 2012.

Jean-Luc Mélenchon se sent pousser des ailes après la bonne campagne régionales menée par le Front de gauche. A tel point qu'il propose que l'alliance de la gauche radicale présente des candidats aux prochaines élections, même présidentielle et législatives.

Le Front de gauche doit "trouver un nouveau souffle", explique le secrétariat du Parti de gauche. "Nous avons d'autres responsabilités dès lors que nous estimons que le PS et Europe Ecologie ne sont pas à la hauteur de l'état d'urgence du pays".

Aussi le PG "propose que les composantes du Front de gauche décident, dès maintenant, de présenter des candidats communs lors des prochaines échéances cantonales, sénatoriales, présidentielles et législatives". Voilà qui clarifie les intentions de Jean-Luc Mélenchon de faire du Front de gauche une formation politique à part entière.

Interrogé par L'EXPRESS.fr, Olivier Dartigolles, porte-parole du parti communiste, reste très réservé. D'après lui, le PCF n'en est pas là: "Le Front de gauche a réussi à s'imposer dans le chaotique paysage politique français", estime-t-il.

Le sujet ne sera d'ailleurs pas abordé avant le prochain congrès du parti, en juin prochain. Le porte-parole du PCF préfère souligner que ce n'"est pas sur le casting que cela se joue. Si on veut réussir, il faut faire remonter les questions de contenu".

Vers un Front de gauche élargit?

Le Parti de gauche propose également que "le Front de gauche s'élargisse sans tarder". A "toutes les forces de l'autre gauche qui le souhaitent et notamment à celles avec lesquelles nous venons de faire campagne" aux élections régionales, notamment le NPA. Il suggère aussi, "d'offrir la possibilité d'adhérer au Front de gauche sans être obligés de rejoindre les partis qui le constituent".

Le Parti de l'eurodéputé (ex-PS) se félicite du résultat obtenu par le Front de gauche aux régionales, à la fois "au premier tour avec la présence de nos listes dans 17 régions" et "au second tour avec les 19% de la liste Front de Gauche-NPA en Limousin". Ce dernier score est,

pour le PG, "révélateur des potentialités d'un Front de gauche élargi".

---

## Huitième jour de grève pour les salariés des champagnes LVMH (27.03)

### Lemonde.fr et AFP - 25.03

Les salariés des maisons de champagne du groupe LVMH ont commencé, jeudi 25 mars, leur huitième journée de grève pour réclamer des hausses de salaire et une revalorisation des primes, a-t-on appris de source syndicale. Depuis le 17 mars, le mouvement de contestation lancé dans la maison Veuve Clicquot monte en puissance : il touche maintenant, selon les syndicats, la plus grande partie des ouvriers de la production des maisons appartenant à Moët Hennessy Champagne et Services (MHCS), la nouvelle entité juridique de LVMH qui regroupe les marques Moët et Chandon, Veuve Clicquot Ponsardin, Krug, Ruinart et Mercier.

"Il y a un cumul de perte de pouvoir d'achat depuis deux années, et la crise n'explique pas tout", a affirmé Patrick Leroy, secrétaire général du syndicat CGT du champagne. Il dénonce la baisse de la prime de participation "qui était de 17 % du salaire l'année dernière et qui est passée à seulement 0,8 %". Outre une revalorisation des salaires de 2 %, les syndicats réclament une "prime de fusion de 1 500 euros par salarié" en attendant des négociations sur l'harmonisation des différents avantages de chaque maison, regroupées au sein de MHCS. "Nous voulons un alignement sur le mieux-disant de chaque accord de chaque maison", a précisé M. Leroy.

Pour Stéphane Baschiera, PDG de Veuve Clicquot, la prime liée à la participation relève d'un "simple calcul mathématique". "2009 pour Veuve Clicquot, comme pour l'ensemble de la Champagne, n'a pas été une année exceptionnelle pour ce qui est des affaires, et ce qui sort de ce calcul est nécessairement inférieur aux années précédentes", a-t-il expliqué en se disant confiant sur une issue prochaine du conflit.

---

## Malgré la défaite, François Fillon entend maintenir le cap. (28.03)

### Lemonde.fr avec AFP et Reuters - 27.03

Dans un entretien à paraître dans le Journal du dimanche, dont le site internet publie des extraits, François Fillon fait le point sur l'après-régionales et les réformes à venir. Selon lui, la débâche de la droite au dernier scrutin n'implique aucun "changement de cap politique". "On ne change pas une politique engagée depuis trois ans", estime-t-il. Il annonce donc qu'il poursuivra les réformes annoncées visant à réduire les déficits, et ne touchera pas au bouclier fiscal.

La confiance. Après la débâcle aux régionales, plusieurs personnalités de la majorité, dont l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, avaient demandé un vote de confiance du Parlement sur les réformes après un discours de politique générale du premier ministre. Fin de non recevoir de François Fillon : "Il n'y a pas de raison de le faire [...] Il n'y a pas de nouveau contrat avec le peuple, ni de changement de cap politique, ni de doute sur le soutien de la majorité. Nous devons trouver des réponses qui ne se posaient pas en 2007, parce que la crise est passée par là [...] On ne change pas une politique engagée depuis trois ans, qui commence à peine à produire ses effets, au risque de rater le train de la croissance qui repart".

Le bouclier fiscal. Et c'est précisément pour ne pas "casser le retour de la croissance" que le gouvernement ne touchera pas à cette mesure, parmi les plus emblématiques et les plus critiquées du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Les dépenses de l'Etat. Dans ce même esprit de continuité, le premier ministre entend poursuivre un objectif jugé prioritaire : "la réduction des effectifs de fonctionnaires" et "le gel des dépenses de l'Etat" dans le budget de 2011. "Il y a un moment où le niveau d'endettement est simplement insoutenable", explique-t-il. Il affirme qu'il n'a "jamais eu de désaccord" avec Sarkozy sur ce sujet : "Il ne peut pas y en avoir, pour une raison simple, c'est qu'une économie trop endettée étouffe la croissance". "Je crois que les Français sont préoccupés par les déficits, dont ils savent qu'ils les menacent", souligne-t-il.

Collectivités territoriales. Toujours au nom de la réduction des dépenses, le premier ministre entend également mener à son terme la réforme des collectivités territoriales, qui "doivent prendre leur part de l'effort". Cette réforme est loin de faire l'unanimité à droite et fait l'objet d'une offensive du parti socialiste.

Il se dit néanmoins "ouvert" aux propositions de la majorité sur le mode de scrutin, l'un des aspects essentiels de cette réforme : la création des conseillers territoriaux appelés à remplacer les conseillers régionaux et généraux. Fin décembre, le président UMP du Sénat, Gérard Larcher, avait prévenu qu'il n'y avait actuellement "pas de majorité" au Palais du Luxembourg pour approuver l'instauration du scrutin uninominal à un tour pour élire le futur conseiller territorial, voulue par le gouvernement.

Le cas Jouanno. François Fillon estime que la secrétaire d'Etat à l'écologie, Chantal Jouanno, a "eu tort de s'exprimer comme elle l'a fait" sur la taxe carbone, dont elle a affirmé que le report l'avait "désespérée". "Je respecte ses convictions mais il y a une seule ligne dans un gouvernement", dit-il. Chantal Jouanno avait très vivement critiqué mardi la décision du gouvernement de reculer la mise en oeuvre de la taxe carbone, qualifiant de "recul" la position du premier ministre et condamnant "l'écologico-scepticisme" montant dans son camp. Elle avait déjà été

sèchement rappelé à l'ordre vendredi par le chef de l'Etat.

## **Manuel Valls : il faut rompre "avec la magie du verbe ". (28.03)**

### **Le Monde - 27.03**

Comme en 2004, le parti socialiste vient de gagner les élections régionales mais peut-il remporter la présidentielle de 2012 ? Dans son livre " Pouvoir " ( Stock, 19 euros ) , Manuel Valls, candidat aux primaires, invite la gauche à rompre avec "la tentation de l'incantation" pour se préparer à gouverner dans la durée. Malgré l'anti sarkozysme ambiant, le député maire PS d'Evry (Essonne) revendique "au nom de la responsabilité l'idée d'un pacte national sur les retraites. Entretien.

Quelles leçons tirez-vous des élections régionales ?

Comme en 2008, les Français ont renouvelé leur confiance à la gauche qui gère les collectivités. Ils ont également exprimé un fort rejet de la politique et du comportement de Nicolas Sarkozy. Leur regard sur le parti socialiste et la gauche change. Tant mieux ! Mais l'importance de l'abstention marque une grave résurgence de la crise politique de notre pays. Préoccupante partout, elle a frappé les banlieues de façon spectaculaire. A Evry, la gauche réalise un score supérieur à 70 % mais sur la base d'une participation qui ne dépasse pas 40 %. De même, le retour du Front national souligne l'échec de la stratégie présidentielle et la montée de l'inquiétude dans les milieux populaires. La crise civique concerne les ouvriers, les employés, les agriculteurs et les jeunes. Elle met en cause la légitimité du politique et la crédibilité de nos discours. Ces élections sont donc aussi une alerte pour la gauche.

Que voulez-vous dire ?

En 2007, Nicolas Sarkozy a fait croire aux Français que tout pouvait changer grâce à la magie du verbe. Entravé par la crise économique et par ses contradictions, son volontarisme a dégénéré en bougisme et conduit à la même impuissance que le chiraquisme. Faute de fixer un cap et de donner un sens à son action, il a accentué la crise politique.

Son recul sur la taxe carbone n'est il pas une façon de dire à son électorat : je vous ai compris ?

Ce recul est irresponsable sur le plan écologique. Essentielle pour affronter les défis de l'avenir, la taxe carbone peut également servir la justice sociale comme le prouve l'exemple suédois. Contre les calculs à la petite semaine, la gauche devra proposer une autre façon de faire de la politique. Par la pédagogie, il lui faudra éclairer les contraintes du long terme avant de faire les choix immédiats. Les Français veulent davantage d'explications et moins de coups de menton. La gauche devra développer la culture du dialogue, de la concertation et du compromis pour exercer une présidence moins arrogante et plus efficace.

C'est un avertissement à vos propres amis ?

Il existe toujours à gauche un goût pour l'épique et une tentation de l'incantation. Notre rapport au pouvoir manque encore de maturité. Il reste porteur de cruelles désillusions.

Dans votre livre, vous mettez en garde Martine Aubry en écrivant : "ce n'est pas raisonnable de réfléchir à l'esquisse d'une société post matérialiste si on n'a pas réglé le problème des retraites." Vous pensez vraiment que la gauche doit soutenir la réforme de Nicolas Sarkozy ?

Le rôle de la gauche n'est pas de nier les changements démographiques, ni de cacher l'ampleur des déficits. A quatre conditions – l'augmentation du taux d'activité des seniors, la prise en compte de la pénibilité, l'élargissement de l'assiette des cotisations et le relèvement des petites pensions –, la gauche peut défendre une retraite à la carte et l'allongement de la durée de cotisation. Au nom de la responsabilité, nous devons proposer un pacte national sur ce sujet, non seulement avec les partenaires sociaux, mais aussi avec la majorité.

Le président de la République est très impopulaire. Pourquoi l'aider ? Par remords ? Parce que Lionel Jospin n'avait pas osé réformer les retraites avant la présidentielle de 2002 ?

Si certains pensent que l'on remportera la présidentielle sur la seule base de l'anti-sarkozysme, ils se trompent. En 2007, Nicolas Sarkozy a gagné sur l'idée qu'il incarnait le mouvement contre une gauche conservatrice. Les élections régionales n'ont pas encore permis d'inverser la donne. Avec son " bouclier social ", le PS a insisté sur les notions de protection et de proximité, certes indispensables, mais pas sur l'idée de nouvelles conquêtes. Il faut essayer de tirer profit des bouleversements mondiaux au lieu de se réfugier dans une citadelle assiégée. Sinon, nous alimenterons une sinistrose typiquement française. Le nouvel espoir que doit porter la gauche, c'est celui de l'autoréalisation individuelle : permettre à chacun de devenir ce qu'il est.

C'est très de droite comme projet non ?

Vous oubliez Jaurès ! Il concevait le socialisme comme " l'individualisme logique et complet " ! C'est vrai qu'il est difficile de penser le but de la gauche au 21ème siècle. Mais c'est précisément l'un des objets de mon livre. La progression des revendications individuelles a modifié la nature du pouvoir politique. On n'attend plus de lui qu'il prescrive un comportement pour tous et qu'il livre à chacun un projet clef en main. Son rôle est de mettre en mouvement la société en créant les conditions qui permettent à l'individu de réaliser ses choix et de construire ses projets. A l'aune de cette exigence, la faute inexcusable du sarkozysme c'est le bouclier fiscal. Au lieu d'introduire de la fluidité, il a renforcé l'idée que la société était figée dans ses inégalités.

La gauche peut-elle se faire élire en 2012 en promettant une hausse des impôts ?

Soyons prudents. Les prélèvements obligatoires pèsent déjà lourdement sur les classes moyennes. La priorité est de les rendre plus justes et progressifs.

L'ampleur des déficits ne prive-t-elle pas le politique de toute marge de manœuvre ?

Cette ampleur obligera tous les prochains gouvernements à la responsabilité et à la rigueur. La seule issue tiendra à notre capacité de relancer la croissance et l'emploi. En faisant aussi des choix clairs en faveur de la recherche, de l'université, de l'éducation et de la formation tout au long de la vie. L'impression de déclassement se nourrit du sentiment très vif que l'école ne joue plus son rôle d'ascenseur social.

Fallait-il donner l'autonomie aux universités comme l'a fait Nicolas Sarkozy ?

A condition de leur donner les moyens ! Avec un taux d'échec de 40% en première année, elles excluent au lieu de former les jeunes des classes moyennes et populaires. Une partie des enseignants-chercheurs qui protestaient contre la réforme n'a pas voulu voir cette réalité. L'autonomie des Universités permettra d'en sortir en renforçant leur coopération avec les collectivités locales et les entreprises.

Dans votre livre vous êtes sévère avec les 35 heures de Martine Aubry...

Elles ont créé des emplois mais elles ont endommagé notre compétitivité. Il faut désormais les dépasser en instaurant une sécurité sociale professionnelle – ce que j'appelle une flex-sécurité – et en redéfinissant le temps de travail et de formation tout au long de la vie.

La reconquête de l'électorat populaire passe-t-elle par un message sécuritaire comme le croit Nicolas Sarkozy ?

L'insécurité touche d'abord les ménages les plus modestes. L'augmentation des violences faites aux personnes signe l'échec de Nicolas Sarkozy. La reconquête des couches populaires passera donc également sur ce terrain là. Dans une société déstabilisée comme la nôtre, les questions de l'autorité publique et de la responsabilité parentale sont cruciales.

Vous consacrez le premier chapitre de votre livre à l'identité. Il y a vraiment un problème en France sur cette question ?

Né étranger, je suis fier d'être devenu français et je reste toujours ému quand on chante la Marseillaise. Comme l'ensemble de la gauche – à l'origine de sa création – je n'ai donc aucun problème avec la Nation. Mais j'ai voulu dire combien nous avons eu raison de refuser le débat voulu par Nicolas Sarkozy. Il n'a abouti qu'à la stigmatisation d'une partie des Français. Notre identité est trop précieuse et trop complexe pour se laisser réduire aux caricatures.

La gauche peut-elle gagner en 2012 ?

Oui car le rejet de Nicolas Sarkozy est très fort. Depuis Valéry Giscard d'Estaing, il sera le premier président à être jugé sur son bilan. François Mitterrand et Jacques Chirac avaient l'excuse de la cohabitation. Pas lui. A nous de proposer une alternative crédible.

Mais il peut compter sur les divisions de la gauche, les primaires ne risquent-elles pas d'être très violentes ?

Je ne le crois pas. Elles peuvent au contraire changer le paysage politique en obligeant le Parti socialiste à se dépasser.

Ne serait-il pas plus simple de reconnaître que Martine Aubry est sortie confortée des élections régionales et qu'elle est la candidate légitime ?

Non car les primaires seront une occasion unique d'inviter nos millions de sympathisants à la recomposition de la gauche toute entière. Le concept de gauche solidaire est intéressant mais il faut lui donner corps avec un contrat de quinquennat, un accord électoral et un élan populaire. Je milite donc pour que les primaires soient ouvertes aux écologistes.

Candidat aux primaires, ne risquez vous pas d'apparaître comme le marginal qui incarne l'aile droite ?

Je n'ai pas à démontrer mon engagement à gauche. Ce qui est en jeu c'est notre crédibilité et notre capacité à gouverner dans des temps difficiles. C'est le sens de ma candidature et de mon livre : montrer que l'éthique de la vérité sert davantage la justice sociale et l'épanouissement individuel que le lyrisme des vieux discours.

---

## **Ne touchez pas aux institutions ! (28.03)**

### **Reuters, AP et 20minutes.fr - 27.03**

1- Le député UMP (villepiniste) Jean-Pierre Grand a déclaré à l'AFP, que «Bernard Accoyer, pour tenter d'exister, devient l'adjoint du porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre par ses déclarations insensées et haineuses contre Dominique de Villepin. Il conforte son image de circe-pompes de ceux qui l'ont mis en place et de plus mauvais président de l'Assemblée nationale de la Ve République». (20minutes.fr 27.03)

Réponse dans un communiqué du porte-parole adjoint de l'UMP, Dominique Paillé : «Pierre Grand, plutôt que de manier l'invective à l'égard des siens, serait sans doute mieux inspiré de ne pas atteindre à travers son président l'institution à laquelle il appartient». (20minutes.fr 27.03)

Quelle institution, l'UMP ou l'Assemblée nationale ? L'auguste assemblée au service du bonaparte qui trône au Palais. Qui ose s'attaquer aux institutions ?

2- Bernard Accoyer dans un entretien au Figaro de samedi : "il n'y a qu'un seul pacte, celui noué entre les Français et Nicolas Sarkozy en 2007". "Tel est le principe même des institutions de la Ve République, qu'est venu renforcer le quinquennat".

Un parlement godillot.

"Quant aux groupes parlementaires, ils ont avant tout une mission de relais entre le terrain et l'exécutif, afin d'accomplir au mieux leur action de législateur". (AP 27.03) Traduction : Des relais sans pouvoir, les députés ont en réalité pour mission de porter la bonne parole du gouvernement au sein de la population.

En résumé, en dehors ou au-delà de l'élection présidentielle vous pouvez ne pas voter ou voter pour qui vous voulez, on s'en fout et cela ne changera rien. S'ils peuvent le penser et le dire, c'est parce qu'ils savent qu'aucun parti participant aux institutions n'entend les liquider.

Les institutions de la Ve République sont bonapartistes, le président de la République concentre pratiquement tous les pouvoirs, davantage encore depuis la crise et l'élection de Sarkozy.

Qui osera lancer : Sarkozy démission, Sarkozy dehors, dissolution ou abolition des institutions politiques du capital ?

Consensus UMP-PS pour signer le Traité de Lisbonne, bafouant le non du 29 mai 2005. Consensus UMP-PS pour sauver les banques en 2009, consensus UMP-PS en 2010 contre nos retraites, chaque fois on assiste à un consensus entre l'exécutif et le législatif, l'Élysée et l'Assemblée nationale contre la classe ouvrière.

Pour briser ce consensus UMP-PS (et leurs alliés ou satellites) ne faudrait-il pas appeler à en finir avec les institutions de la Ve République où justement il se réalise ? Comment peut-on concevoir une issue politique favorable au prolétariat qui ne passerait pas par la liquidation des institutions politiques qui sont les garantes du pouvoir du capital sur le travail ?

Doit-on laisser courir l'illusion qu'il existerait une issue politique dans le cadre de ces institutions ou doit-on engager le combat dans cette perspective, donc en désignant clairement l'objectif politique que la classe ouvrière doit se fixer pour espérer un changement radical de politique et l'amélioration de sa condition ?

3- Au plus bas La Talonnette.

En recul de six points en mars par rapport au mois précédent, le niveau d'approbation du président Nicolas Sarkozy chute à 30%, selon un sondage Ifop pour le Journal du dimanche. (Reuters 27.03)

---

## **Retraites : François Hollande propose une révision "tous les cinq ans". (29.03)**

### **AP - 28.03**

François Hollande a estimé dimanche à propos de la prochaine réforme des retraites qu'il faudrait "sans doute" allonger la durée de cotisation et proposé que les règles soient revues "tous les cinq ans" en fonction de "l'espérance de vie" et de la "pénibilité des métiers".

Reconnaissant la nécessité d'une réforme des retraites pour "qu'il n'y ait pas d'impayés pour les générations qui viennent", le député socialiste de Corrèze a reconnu sur Canal+: "Sans doute faut-il allonger la durée de cotisation à mesure que l'espérance de vie s'allonge".

Mais "on ne va pas faire une réforme pour toute la vie", a-t-il estimé. "Tous les cinq ans, on regarde ce qu'est l'espérance de vie, on regarde aussi ce qu'est la pénibilité pour les métiers, parce que ça change, et puis on fixe une règle et elle s'applique en fonction de la durée de vie", a proposé l'ancien premier secrétaire du PS.

Calculer les retraites selon ce système, "ça permet d'avoir un dialogue constant, ça permet de faire comprendre la règle et ça permet aussi de faire de la justice", a-t-il plaidé, souhaitant une "bonne réforme" des retraites, qui soit surtout "juste".

"Dire que c'est une réforme seulement pour cinq ans, c'est pire pour les Français: c'est anxiogène, ça leur fait peur. Il faut leur donner une lisibilité beaucoup plus importante", a réagi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand sur France-5. "Ce serait une petite réforme qui n'est pas à la mesure des enjeux, il faut qu'on puisse regarder loin", a-t-il ajouté.

Mais si le Parti socialiste décide de ne pas faire de la réforme des retraites "un enjeu politicien, ce sera une bonne chose", a par ailleurs estimé Xavier Bertrand. "La balle est dans leur camp".

### Commentaire.

Au-delà du fait que Hollande estime compatible les intentions de Sarkozy, le représentant naturel du capital, avec une "bonne réforme" des retraites du point de vue des intérêts des travailleurs, il est sur la même longueur d'onde que l'UMP et le Medef qui souhaitent que l'on cotise et travaille toujours plus longtemps, le seul désaccord entre eux porte sur la méthode, l'UMP voudrait frapper vite et fort, alors qu'il propose de procéder par étape tous les cinq ans pour parvenir au même résultat en s'appuyant sur le "diagnostic partagé" au sein du Conseil d'orientation des retraites entre gouvernement, patronat et dirigeants syndicaux, qui envisage ouvertement une durée de cotisation portée à 45 ans et de repousser l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite de 60 ans à 65 ans et de 65 à 70 ans pour l'âge à compter duquel une personne peut liquider sa pension sans décote même si elle n'a pas une durée de cotisation suffisante. (Lemonde.fr - 25.03)

Quant à la "lisibilité" évoquée par X. Bertrand, elle s'appuie sur l'horizon indépassable du capitalisme auquel le PS adhère, ce que sait pertinemment Bertrand, une fois de plus il s'agit pour eux de familiariser les travailleurs avec l'idée qu'il n'existe aucune alternative politique au capitalisme aussi loin que l'on regarde vers le futur pour leur faire accepter cette contre-réforme.

Que "la balle (soit) dans (le) camp" du PS, ne signifie pas contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, que l'UMP pourrait y renoncer si le PS s'opposait à cette contre-réforme, car en tout état de cause, en admettant qu'il s'y oppose, ce qui n'est pas le cas ici, il n'appellerait pas pour autant le prolétariat à se mobiliser pour défendre les retraites. Or, pour faire reculer le gouvernement sur cette question, seule la mobilisation de millions de travailleurs pourrait y parvenir, ce qui n'est manifestement pas l'objectif de Hollande, puisqu'il a exprimé son accord avec l'UMP et le Medef pour imposer aux travailleurs un allongement de la durée de cotisation.

En prenant une position favorable à l'allongement de la durée de cotisation, Hollande et le PS se placent résolument au côté de Sarkozy et son gouvernement, contre la classe ouvrière et sa revendication de ne pas cotiser ou travailler plus longtemps.

Oui, le PS est bien un parti du capital, voilà ce qu'il vient de signifier une nouvelle fois.

Question : pendant combien de temps encore le POI et les partis qui se réclament de la classe ouvrière continueront-ils de prétendre autre chose, le contraire ? L'impasse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier, ses divisions à n'en plus finir, ne viendraient-elles pas du refus de ses partis de caractériser le PS tel qu'il est vraiment, sur ses actes et non sur ses déclarations démagogiques ou populistes ?

Comment peut-on prétendre être crédible et combattre classe contre classe (Gluckstein [POI] dans son dernier édito) quand on est incapable ou qu'on refuse obstinément de reconnaître que le PS est un parti du capital tout court et non un parti ouvrier lié au capital ?

Compter sur le PS pour dresser les masses contre l'UMP sur une question aussi déterminante pour le capital que les retraites, cela revient finalement à compter sur notre bourreau pour nous sauver la vie.

Quand est-ce que nos dirigeants reconnaîtront enfin qu'ils se sont fourvoyés en tentant d'utiliser le PS (et le PCF) dans leur stratégie (de front unique) pour aider le prolétariat et (surtout) la petite-bourgeoisie à prendre leurs distances ou rompre avec ce parti, les institutions et le capitalisme ? Comment peut-on prétendre aider la conscience politique du prolétariat à progresser en en appelant aux dirigeants du PS, alors qu'ils se placent ouvertement au côté de Sarkozy et l'UMP ? Comment ne pas comprendre que cette politique incohérente relève de l'opportunisme ou de l'aventurisme ? Pire, en colportant l'illusion que le PS pourrait rompre avec le régime, la politique du POI sert en réalité à camoufler le lien indéfectible qui existe entre le PS et le capitalisme, les institutions. A qui profite finalement cette politique ? Certainement pas à la classe ouvrière.

Appelons le PS à prendre ses responsabilités... Mais il vient justement de vous indiquer clairement qu'il les avaient prises en reprenant à son

compte le discours des Sarkozy, Parisot, Thibault ou Chérèque. Etes-vous sourds, ne savez-vous pas lire ?

Inutile d'évoquer le NPA ou LO qui ne proposent rien aux travailleurs, le POI a au moins le mérite d'essayer de les organiser, que les choses soient claires entre nous.

Mon désaccord sur l'orientation politique du POI pose la question de savoir pour quelle raison on milite, pourquoi on s'engage dans un parti, quel parti on doit construire pour prendre le pouvoir. A l'instar du petit-bourgeois en quête d'une amélioration de sa situation personnelle, ce qui justifie à ses yeux de subordonner la politique du parti aux revendications immédiates qui seules demeurent à notre portée, ou au contraire on milite dans la perspective d'un changement radical de société qu'incarne le socialisme et dans ce cas-là notre combat pour les revendications est subordonné à l'objectif que l'on s'est fixé, la prise du pouvoir par le prolétariat ?

Dès lors qu'on adopte la première attitude, rien ne nous empêchera de faire feu de tout bois pour faire triompher nos revendications, sans même se poser la question de savoir si cela nous permet ou non de faire un pas en avant vers le socialisme puisqu'on ne combat pas vraiment pour cet objectif, autrement dit, on se contentera d'obtenir une amélioration des conditions d'existence de la classe ouvrière ou de sauver ce qui peut l'être de nos droits ou acquis sociaux avec la conviction du devoir accompli. Et dans le cas où l'on obtient rien sur le front des revendications comme c'est le cas neuf fois sur dix, et bien on aura milité pour des prunes, la bonne conscience en prime. Dans tout cela, et le sort du prolétariat qui galère dans une merde noire et auquel on ne propose aucune issue politique ?

Si au contraire on adopte la seconde attitude, on rejettera les tactiques et stratégies qui nous éloigneraient de notre objectif, on ne retiendra que celles qui nous permettraient d'avancer dans la voie du socialisme qui ne peut se matérialiser à cette étape que par la construction d'un parti révolutionnaire, en admettant que nous ne disposons pas pour le moment des moyens qui nous permettraient de sauver nos acquis sociaux ou d'en obtenir d'autres, la responsabilité de leur liquidation devant être imputée aux partis qui se réclament frauduleusement de la classe ouvrière et qui soutiennent en fait le régime.

Cela ne signifie évidemment pas qu'on ne doit pas mener le combat sur chaque revendication, on interviendrait dans la lutte de classe en combattant le gouvernement et le patronat, ainsi que l'ensemble des partis qui se placent au côté de l'UMP, en organisant les travailleurs et les militants d'horizons divers de telle sorte qu'ils ne comptent que sur leurs propres forces pour vaincre, afin qu'ils soient placés devant le constat que dans l'état actuel des choses c'est pratiquement impossible de vaincre et qu'ils parviennent à se poser eux-mêmes (avec notre aide) la question des moyens qui font défaut pour avancer vers notre objectif, la nécessité de s'organiser et de construire le parti.

On leur proposera évidemment une issue politique, mais là aussi, il ne faut pas leur raconter d'histoires ou les laisser se faire des illusions, nous ne sommes pas forcément en mesure d'avancer sur cette voie ou plus précisément notre combat ne se matérialisera pas forcément par des avancées sociales ou des victoires mêmes partielles bien que cela soit possible, la perspective politique que l'on développe n'en est pas pour autant utopique ou farfelue, le petit-bourgeois qui réclame des résultats immédiats risque d'être déçu, il faut le recadrer, car seule l'organisation du prolétariat et la construction du parti peuvent matérialiser toute avancée vers le socialisme. Ne pas le comprendre pour un militant le conduira à quitter le parti un jour ou l'autre. A nous ensuite de gagner un par un au socialisme, puis au parti, les travailleurs que nous avons réussi à organiser...

On retrouve ici en quelque sorte la discussion sur la question de savoir s'il faut définir sa politique en tentant de coller au plus près au mouvement spontané des masses ou si au contraire on s'en tient à l'objectif final de notre combat.

J'ajouterai qu'on ne rejoint pas un parti pour défendre des intérêts, des besoins ou des aspirations individuels qu'exprime une revendication, ni même des convictions individuelles, on n'a personnellement rien à attendre de notre engagement politique, croire consciemment ou non le contraire entraînera tôt ou tard des désillusions, non pas comme on le pense souvent à tort en accusant notre parti de tous les défauts, mais parce qu'on n'a pas vraiment assimilé qu'on ne tirera véritablement quelque chose de notre combat que collectivement, lorsque la classe se sera hissée au niveau des tâches historiques qu'elle a à accomplir et qu'elle vaincra enfin son ennemi de classe. On peut trouver ingrat ou frustrant le travail du militant, surtout pour les activistes, en fait la seule satisfaction personnelle que l'on puisse tirer de notre engagement politique provient de notre capacité à progresser sur les plans théorique et politique, à affiner ou corriger notre compréhension du monde, c'est une satisfaction tout à fait légitime qui n'a pas d'équivalent dans une vie, à condition toutefois de ne pas en faire étalage et de demeurer modeste.

En attendant, il faut se contenter et c'est déjà beaucoup, de chaque travailleur gagné au socialisme. Dans le parti, il n'y a pas de place pour les illusions ou les préoccupations du petit-bourgeois qui ont pour origine l'idéologie de la classe dominante quelle que soit la forme qu'elle peut prendre. Sans cette compréhension, sans cette rigueur absolue, intransigeante, sans cette discipline qu'il nous faut adopter, les militants n'évolueront pas politiquement et le parti ne se construira pas, nous en serons toujours au même point.

Un dernier mot. Il y a plusieurs années déjà, j'indiquais que les divisions du mouvement ouvrier avaient pour origine en grande partie notre incapacité à définir clairement la nature sociale du PS, ou tout du moins à nous mettre d'accord sur cette question précise, j'ajoutais que le jour où nous y parviendrions nous ferions un pas significatif vers notre objectif. Force est de constater que nous n'y sommes pas encore parvenus malheureusement, malgré les déclarations d'indépendance des uns et des autres par rapport à ce parti, cela provient du fait que la caractérisation du PS pose la question des rapports du mouvement avec le réformisme qui à son tour exprime la soumission du mouvement ouvrier au capitalisme au cours du XXe siècle, or, entamer cette discussion délicate mais indispensable, ne peut nous conduire qu'au constat que tous les partis ouvriers sans exception, à des degrés divers, ont été gangrenés par le réformisme et qu'aucun ne s'est réellement tenu à

l'objectif du socialisme, constat qu'aucun parti ou dirigeant n'est encore prêt à accepter.

Pour autant soyons optimiste, le développement de la crise du capitalisme et de la lutte des classes vont permettre de clarifier les positions des uns et des autres et nous aideront à lever les obstacles à la recomposition du mouvement ouvrier sur une base saine, socialiste et révolutionnaire.

En conclusion, laissons Hollande et Valls s'exprimer, le PS se place résolument au côté de l'UMP et du Medef contre la classe ouvrière, c'est son droit, c'est le choix qu'il a fait en connaissance de cause. Ne nous laissons pas manipuler par les apparences ou leur attitude contradictoire qui consiste un jour à manifester avec les travailleurs (le 23 mars par exemple) pour aussitôt envoyer un message de soutien à Sarkozy ou expliquer que la contre-réforme des retraites est inévitable, c'est cette prise de position qui détermine finalement dans quel camp le PS entend combattre, prenons-en acte et combattons-le de la même manière que nous combattons le gouvernement et le patronat, pour le reste nous ne sommes pas comptables de la liquidation de nos acquis que nous avons toujours défendus.

Autrefois, pour définir précisément dans quel camp se situait un parti, nous expliquions qu'il suffisait qu'il se place au côté du parti qui incarne le régime pour combattre la classe ouvrière, pour le caractériser comme son ennemi. Pourquoi ne pas appliquer cette définition aujourd'hui au PS et à tous ceux qui développent des arguments en faveur de la contre-réforme voulue par Sarkozy ?

Notre objectif est clair : pas touche à nos retraites, retour aux conditions qui prévalaient il y a 20 ans, 37,5 annuités, etc., tous ceux qui prétendent le contraire ou proposent autres choses se situent du côté des ennemis de la classe ouvrière, personne ne les oblige à se positionner de ce côté-là de la barricade, s'ils le font c'est parce qu'ils sont fondamentalement attachés au capitalisme et qu'ils n'ont de socialiste que le nom. Socialistes en parole les jours de fête ou lors de campagnes électorales, capitalistes ou bourgeois le reste du temps quand il s'agit de défendre les intérêts du patronat ou les institutions, les faits rien que les faits.

---

## **Philips : fin du processus de consultation sur la fermeture du site de Dreux. (30.03)**

### **AP - 29.03**

Les syndicats et la direction de Philips se sont réunis lundi pour l'ultime comité central d'entreprise (CCE), qui clôture le processus de consultation sur le projet de fermeture de l'usine de Dreux (Eure-et-Loire), a annoncé la direction de Philips France.

Les partenaires sociaux ont rendu un avis défavorable sur la fermeture de cette usine de fabrication d'écrans plats LCD, qui emploie 212 salariés. "Concernant la fermeture du site et en s'appuyant sur les données du cabinet d'expertise Syncéa, les représentants FO ont émis un avis défavorable", a annoncé la Fédération FO de la Métallurgie, dans un communiqué.

"Les représentants FO se sont battus pour améliorer le volet social de ce plan de fermeture mais également pour les obligations de l'employeur en matière de revitalisation du territoire", a précisé la fédération syndicale, ajoutant qu'elle resterait "vigilante" quant à la suite du déroulement du plan de fermeture du site.

De son côté, la direction de Philips a rappelé, dans un communiqué diffusé lundi, que sa priorité "demeure inchangée : accompagner les 212 salariés concernés en leur proposant des solutions individuelles adaptées à chacune de leur situation".

Philips France rappelle que "le plan final élaboré après discussion avec les partenaires sociaux inclue notamment, en moyenne, 48 mois d'indemnités de licenciement, 12 mois de congés de reclassement, des formations adaptées".

Le travail avait repris le 22 février dans l'usine de Dreux, après une ordonnance du tribunal des référés de Chartres. Les syndicats avaient saisi la justice après la fermeture brutale de l'usine une semaine plus tôt, fermeture menée par la direction sans avoir attendu l'avis du comité d'entreprise. Le tribunal des référés avait ordonné la suspension de la procédure de licenciement collectif en attendant une "meilleure information" du comité d'entreprise.

---

## **Le monde de la culture à bout de souffle. (30.03)**

### **20minutes.fr - 29.03**

Administrateurs de théâtre, techniciens, bibliothécaires, intermittents du spectacle, musiciens... Ils étaient près de 2 500 à crier leur colère, hier, dans les rues de Paris. Sous le regard bien triste des marionnettes des manifestants, c'est toute la famille artistique à l'appel de la CGT-Spectacle et du Syndaec (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles) qui a interpellé le gouvernement sur les réductions budgétaires chroniques et leurs conséquences sur les conditions de travail.

Nelly Le Grévellec connaît bien cette équation. Directrice du théâtre Dunois dans le 13e arrondissement, elle a du mal à projeter sa petite



scène spécialisée dans le spectacle jeunesse dans l'avenir. « Franchement, notre économie est très fragile. On a beau recevoir 350 000 euros par an de la Ville, de la région et de la Drac, ça couvre à peine le loyer et les salaires de notre équipe. C'est marche ou crève », résume-t-elle.

Même désarroi pour son collègue Jacques Pornon, directeur du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. « Cette saison j'ai dû annuler dix spectacles par manque d'argent. J'ai dû baisser de 40 % le nombre d'heures de mes techniciens intermittents. L'emploi est menacé ! »

Tous pointent du doigt le gel, voire la dégringolade, des aides publiques de l'Etat. « Dans certains départements, des salles perdent 30 % de leur budget », râle Franck, jeune comédien.

Les musées ne sont pas épargnés avec pour conséquence la désorganisation du personnel. « A la Conciergerie ou à la Sainte-Chapelle, on est en sous-effectif. L'accueil en pâtit et la sécurité des visiteurs avec », raconte Sylvie Mereau des monuments nationaux. 30 000 personnes ont déjà signé la pétition « La culture en danger », un appel lancé en décembre dernier par Claude Bartolone, président PS du conseil général de la Seine-Saint-Denis.

---

## **Le PCF rêve d'un "Front populaire du XXIe siècle". (30.03)**

### **Le Monde - 29.03**

Certes, ils n'ont plus que 95 conseillers régionaux estampillés PCF au lieu de 185 en 2004. Ils ont dû laisser 31 sièges à leurs partenaires du Front de gauche, l'alliance électorale qu'ils ont passée avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon et de la Gauche unitaire de Christian Picquet. Ils ont dû aussi admettre que Jean-Luc Mélenchon occupe désormais une partie de leur espace politique. Mais les dirigeants communistes, réunis samedi 27 et dimanche 28 mars, ont décidé de faire bonne figure.

"Le pari est globalement réussi : le Front de gauche a franchi une étape supplémentaire et s'ancre dans le paysage", a expliqué Pierre Laurent, numéro deux du parti. "Nous savions, quand nous avons lancé le Front de gauche, que nous prenions un risque", a admis Marie-George Buffet. Mais ça valait le coup, assurent les deux dirigeants. "Dorénavant, il n'y aura plus de victoire possible de la gauche sans le Front de gauche", insistent-ils.

Ils veulent donc "ouvrir une nouvelle phase" en organisant des "fronts d'actions". D'abord sur la réforme des retraites contre laquelle les communistes proposent de lancer une "mobilisation générale".

L'idée est de construire "un front social et intellectuel d'actions et de projet" ou, selon la nouvelle terminologie communiste, un "Front populaire du XXIe siècle". Et ainsi élargir le Front de gauche à de nouveaux acteurs en invitant les personnalités du mouvement social, les intellectuels ou les militants des quartiers à y adhérer. "Il faut trouver de nouvelles formes pour s'ouvrir", précise Mme Buffet.

### **CONGRÈS D'ÉTAPE**

Reprenant l'idée de Christian Picquet, le PCF veut organiser des "assises du Front de gauche" pour mettre au point "un projet de gauche alternative à la droite".

Pas question pour l'instant de répondre à l'offre de Jean-Luc Mélenchon d'un "paquet cantonales-présidentielle-législatives" en présentant des candidatures communes à ces trois élections.

Le PCF sait les prétentions du président du Parti de gauche à représenter cette gauche radicale à la présidentielle. Il n'entend pas lui céder pour l'instant. "Nous resterions entre nous et tomberions sur des conflits de personnes. Il faut se tourner vers d'autres", souligne Mme Buffet.

Pour faire valider cette orientation du Front de gauche, la numéro un communiste organisera un "congrès d'étape", les 18, 19 et 20 juin qui lui permettra de passer la main à M. Laurent.

Mais elle doit auparavant ménager certains de ses opposants qui, comme André Gerin, député du Rhône, l'accuse une fois de plus de "saborder le parti".

Pour 2012, M. Mélenchon devra patienter. Le PCF n'envisage aucune décision avant un autre congrès... en juin 2011.

---

## **Continental propose des postes à 137 euros par mois à ses salariés. (30.03)**

### **LeMonde.fr et AFP - 29.03**

Le fabricant de pneumatiques Continental a proposé à ses salariés de l'usine de Clairoix dans l'Oise, licenciés dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi, des postes au sein du groupe en Tunisie à 137 euros par mois, provoquant l'indignation lundi 29 mars de la CGT du site.

"C'est une obligation légale, a expliqué un responsable de la communication du groupe. Ce n'est en rien révélateur de l'ampleur des moyens mis en œuvre pour le reclassement des salariés". Il a souligné notamment que 544 programmes de formation, dont les trois quarts de plus de 500 heures, ont été mis en place pour une partie des 1 120 salariés de l'usine fermée début 2010. "Il y a une obligation de proposer tout poste disponible en interne correspondant aux compétences des salariés et pour lesquels la langue n'est pas une barrière", a-t-il précisé.

Le responsable a fait référence à la jurisprudence Olympia, le fabricant de chaussettes condamné en mai dernier à verser 2,5 millions d'euros d'indemnités à d'anciens salariés pour ne pas leur avoir proposé un reclassement en Roumanie. "Nous sommes pris entre le marteau et l'enclume", a-t-il dénoncé, espérant une évolution prochaine du code du travail. Selon lui, l'entreprise s'expose soit à des poursuites devant les tribunaux si elle ne propose pas ces postes, soit à l'indignation du grand public si elle fait ces propositions jugées indécentes.

Le délégué syndical CGT de l'usine, Xavier Mathieu, a cependant dénoncé "une provocation de la direction à l'égard des salariés de Continental". "Quel cynisme. Même les Tunisiens ne veulent pas de ces postes" payés 137 euros brut par mois pour travailler en 3 x 8, a-t-il lancé.

---

## **L'art de faire dire à la population le contraire de ce qu'elle souhaite... pour lui imposer. (30.03)**

### **Reuters - 29.03**

Pour François Fillon, le cap politique de Nicolas Sarkozy est le bon, même si les Français ont manifesté une impatience "parfois violente" face au rythme des réformes "qui n'est pas le même que celui des attentes".

En réalité, ce n'est pas le "rythme" que les électeurs ont rejeté massivement, mais bien les contre-réformes elles-mêmes dont ils sont victimes.

"Nous devons resserrer, ajuster, mais pas changer notre ligne politique", a-t-il martelé.

"Malgré les critiques, malgré les doutes, je suis convaincu que l'estime qui nous est accordée par les Français est liée à notre courage de réformer", a-t-il expliqué. "Gouverner, ça n'est pas tourner au vent comme une girouette".

Alors que plus d'un électeur sur deux n'a pas été voté ou a voté blanc, et quant à ceux qui ont voté, plus d'un sur deux a voté pour des listes se présentant contre l'UMP, Fillon ose affirmer que la politique du gouvernement bénéficie de "l'estime" de la population, c'est ce qu'on appelle nier la réalité telle qu'elle est pour la remplacer par la réalité telle qu'on voudrait qu'elle soit, c'est une opération qui consiste dans un premier temps à falsifier la réalité pour à l'étape suivante la forcer dans le sens que l'on souhaite. Si ce genre de manipulation fonctionne relativement bien en période normale, avec la crise et ses conséquences, il y a fort à parier qu'elle échouera, les manifestations et grèves qui se poursuivent dans tout le pays sont autant d'indices qui permettent de l'affirmer sans prendre trop de risque.

"Nous ne devons pas regretter d'avoir agi vite", a-t-il poursuivi, en réponse aux critiques de nombre d'élus de la majorité sur l'illisibilité de réformes "empilées".

"Que ce mouvement global rencontre aujourd'hui des grippages, franchement, ce n'est pas vraiment surprenant, qu'il provoque des incompréhensions, ça ne l'est pas non plus", a insisté François Fillon.

Que l'immense majorité de la classe ouvrière rejette la politique antisociale du gouvernement, Fillon s'y attendait, Sarkozy et son gouvernement n'ont aucun regret à avoir ou à formuler, ils ont fait leur devoir de représentants du capital, ils sont là pour cela et rien d'autre. Ils savent qu'ils peuvent compter sur les lieutenants du capital qui contrôlent le mouvement ouvrier, par contre ils ignorent pendant encore combien de temps ils vont pouvoir contenir la colère qui gronde et s'amplifie des profondeurs du prolétariat rejoint par des pans entiers de la petite-bourgeoisie.

Il a réaffirmé que la réforme des retraites, la réduction des déficits, les mesures de soutien à la reprise, l'emploi, la sécurité et la réforme territoriale seraient les axes de la politique menée. La loi sur la burqa verra le jour, a-t-il assuré, malgré l'avis restrictif du Conseil d'Etat.

La réaction sur toute la ligne comme seul programme pour les deux ans qui restent à venir du mandat de Sarkozy, on ne devait pas s'attendre à autre chose non plus. On a envie de leur dire : allez-y frapper, frappez toujours plus fort cela va accélérer la radicalisation politique des masses et précipiter une crise politique dans le pays... En fait, ils sont en train de préparer les conditions objectives nécessaires au combat direct contre le régime, à la maturation politique de la classe ouvrière.

Le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, a salué "un rendez-vous de reconstruction psychologique et de construction politique". Cette citation vient en fait de Fillon que Copé a repris à son compte.

Il faut entendre par "psychologique" dans la bouche de Fillon et Copé, trouver les termes appropriés pour faire prendre la destruction de nos acquis sociaux pour des réformes progressistes par la population, ils vont avoir du boulot !

---

## **Les personnels de santé mobilisés pour leur retraite. (31.03)**

### **Libération.fr - 30.03**

Importante journée de mobilisation ce mardi pour les personnels de santé. Régime de retraite, loi Bachelot, ... les mots d'ordre et les lieux de rassemblements n'ont cependant pas fait l'unanimité et les manifestations ont eu lieu en ordre dispersé selon les professions et les syndicats. L'annonce par le gouvernement et la majorité UMP du report d'une semaine du «projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique», incluant un volet controversé sur la retraite des infirmières, n'a pas empêché les personnels de santé de se mobiliser massivement.

Alors que le texte modifiant le régime de retraite des infirmières devait être discuté par les députés mardi, un rassemblement a été organisé aux abords de l'Assemblée. Très encadrés par les forces de police, plus d'un millier d'infirmiers anesthésistes ont manifesté en tenue de bloc opératoire, à partir de 11 heures. «Roselyne mets tes crocs et viens bosser au bloc !», y entendait-on. «Une grosse mobilisation» pour Stacy Clavier qui officie à l'hôpital de Compiègne, puisque «nous sommes entre 5000 et 6000 au total, au niveau national».

Alors qu'un militant du syndicat Sud égrène au mégaphone les noms des établissements -de province comme d'Ile-de-France- qui ont fait le déplacement, Stacy explique qu'il se mobilise contre la Loi Bachelot, synonyme de «5 ans de cotisations supplémentaires (de 55 à 60 ans) sans pour autant gagner beaucoup plus».

Ce texte très contesté, inclu dans le «projet de loi sur la rénovation du dialogue social dans la Fonction publique», prévoit notamment de remplacer les IADE (infirmiers anesthésistes diplômés d'État) par des infirmiers n'ayant pas bénéficié des deux années de formation pour acquérir cette spécialisation. Une proposition jugée inacceptable par les IADE qui contestent par ailleurs l'article 30 du projet de loi qui remet en cause la «pénibilité» du travail des infirmiers et infirmiers spécialisés. Cet article permettait jusqu'à présent de gagner une année de cotisation tous les dix ans.

«Pourquoi devrait-on bosser plus longtemps quand on voit les bénéficiaires du CAC40?» Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, élargit rapidement les revendications à la réforme des retraites dans son ensemble, à l'occasion d'une conférence de presse improvisée au milieu du cortège.

Pierre et Gérard travaillent tous les deux à l'hôpital de Roubaix. S'ils sont là, c'est d'abord pour contester le changement de calcul des pensions, qui ne s'effectue «non plus sur les six derniers mois de cotisation mais sur les 25 dernières années». Et provoque alors une perte salariale très importante. Mais leur présence est surtout due à un ensemble de mesures qui entraînent une dégradation de leurs conditions de travail : «On passe du 3x8h au 2x12h sans aucune avancée au niveau salarial, les gens font des efforts, ...tout ça pour rien», constate Gérard, dépité.

Peu rassurés par le report du texte jusqu'au 7 avril en raison des 5500 amendements déposés par le groupe socialiste, les militants FO sont conscients, comme l'explique Marie, que les députés de la majorité «passeront en force». Le plus probable étant qu'ils appliquent le «temps programmé» qui limitera à 15 heures la discussion du projet de loi.

---

## **Crèches: grève et manifestations confirmées pour le 8 avril. (31.03)**

### **AP - 30.03**

Le collectif opposé au décret assouplissant les conditions d'accueil dans les crèches a confirmé, mardi, son appel à une nouvelle journée nationale de grève et à des manifestations dans toute la France le 8 avril prochain.

Le collectif "Pas de bébés à la consigne", qui regroupe plusieurs dizaines d'associations et de syndicats, a été reçu vendredi dernier par le cabinet de la secrétaire d'Etat à la Famille Nadine Morano.

"A notre demande de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance, le gouvernement persiste à faire la sourde oreille: aucune annonce ne vient répondre à ce jour aux exigences des professionnels et des parents", déclare le collectif dans un communiqué.

"Depuis des années, la grande braderie de la qualité d'accueil des jeunes enfants bat son plein: plus d'enfants confiés à des équipes moins qualifiées, c'est plus d'insécurité matérielle et affective pour chaque enfant, plus de stress pour les professionnels", ajoute le communiqué.

Le collectif annonce le dépôt d'un préavis national de grève le 8 avril pour les établissements publics d'accueil de la petite enfance, et un appel à la grève dans le privé. Des manifestations sont annoncées dans plusieurs dizaines de villes. A Paris, un défilé est prévu dans la matinée des jardins du Luxembourg jusqu'au ministère de la Famille.

Le 11 mars dernier, les personnels des crèches s'étaient massivement mis en grève et avaient manifesté dans une trentaine de villes de France, pour exiger le retrait de ce projet de décret gouvernemental. Le mouvement avait entraîné la fermeture de plusieurs centaines de crèches dans de nombreuses villes. A Paris, un cortège avait rassemblé 4.500 personnes selon la police, 10.000 selon les organisateurs.

Le projet de décret, présenté début février au conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), permet d'abaisser la proportion minimale de professionnels très qualifiés de la petite enfance de 50% à 40% dans les établissements d'accueil d'enfants de moins de six ans.

En outre, le texte permet d'augmenter la capacité d'accueil "en surnombre" en fonction de la taille des établissements. La parution du décret au Journal officiel est prévue en juin, selon le cabinet de Mme Morano.

---

## **Le conflit s'enlise chez STA. (31.03)**

### **LeMag91.fr - 30.03**

Le mouvement de grève a été une nouvelle reconduit ce mardi et aucun bus ne devrait sortir du dépôt. Les négociations entamées lundi entre direction et syndicats n'ont pas aboutis.

L'intersyndicale a claqué la porte et a demandé à la direction de revoir sa copie. Depuis le 16 mars dernier, les machinistes de la compagnie sont en grève. Ils réclament des hausses de salaires de l'ordre de 4%. Ils demandent également une meilleure organisation du temps de travail.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)